



Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la culture

223

# museum INTERNATIONAL

SEPT. 2004

revue trimestrielle

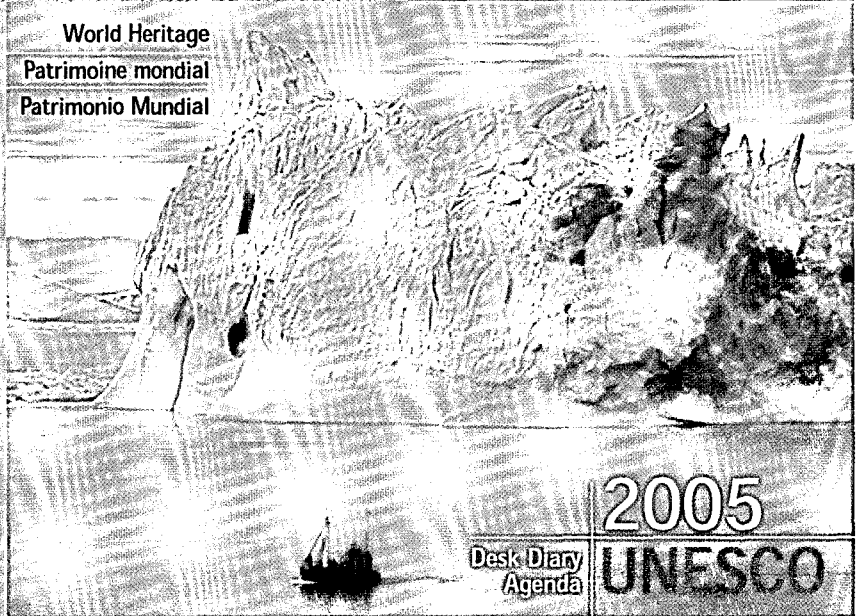
## Le musée de site



Éditions UNESCO

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

World Heritage  
Patrimoine mondial  
Patrimonio Mundial



Rythmez votre temps  
en découvrant le  
Patrimoine mondial

# AGENDA UNESCO 2005 DU PATRIMOINE MONDIAL

Agenda hebdomadaire  
avec en regard  
une photographie  
en couleurs d'un site  
du Patrimoine  
mondial, brièvement  
légendée

- ▷ Calendrier
- ▷ Planning annuel
- ▷ Indicateurs téléphoniques  
internationaux
- ▷ Fuseaux horaires
- ▷ Répertoire
- ▷ Définition de la Convention  
du Patrimoine mondial
- ▷ Liste des sites et  
planisphère de localisation

Trilingue :  
français/anglais/espagnol  
26 x 19 cm,  
format à l'italienne,  
spirale supérieure,  
144 p.  
ISBN 92-3-003969-1  
18,80 €

Éditions UNESCO  
7, place de Fontenoy,  
75352 PARIS 07 SP,  
France  
Fax : +33 1 45 68 57 37  
E-mail :  
publishing.promotion@unesco.org

[www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

Paiement sécurisé



Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la culture

**COUVERTURE :**

L'évolution des chemins des Andes  
apparaît en transparence...

© Marina Taurus

Photo - © Guias del Caminante /

Ricardo Espinosa



**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :**

Mounir Bouchenaki

**RÉDACTRICE EN CHEF :**

Isabelle Vinson

**ASSISTANTS DE RÉDACTION :**

Atieh Asgharzadeh

Sandra Acao

**TRADUCTION FRANÇAISE :**

Marianne Gallet

Myrto Konstantarakos

**RÉDACTEUR :**

Fawzy Abd El-Zaher

(version arabe)

**COMITÉ CONSULTATIF :**

Amareswar Galla, AUSTRALIE

Nicholas Stanley-Price,

Directeur général, ICCROM, *ex officio*

Yani Herreman, MEXIQUE

Nancy Hudson, CANADA

Jean-Pierre Mohen, FRANCE

Stelios Papadopoulos, GRÈCE

Manus Brinkman, Secrétaire Général

of ICOM, *ex officio*

Michaël Petzet, Président de l'ICOMOS,

*ex officio*

Tomislav Sola, RÉPUBLIQUE DE CROATIE

Shaje Tshiluita, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

DU CONGO

**COMPOSITION :**

Gérard Prosper

**IMPRESSION :**

Imprimerie Jouve, 53100 Mayenne,

France

© UNESCO 2004

CPPAP n° 74565

Revue trimestrielle publiée par l'Organisation  
des Nations Unies pour l'éducation, la science et  
la culture. Museum International est une tribune  
internationale d'information et de réflexion  
sur les musées et le patrimoine international.  
La version française est publiée à Paris ;  
la version anglaise à Oxford ; la version arabe  
au Caire.

## | LE MUSÉE DE SITE

### 4 | ÉDITORIAL

### 8 | QUEL SITE ?

Présentation et interprétation de sites rituels : les kayas des  
Mijikenda

*Kaingu Kalume Tinga | 8*

Le mur d'Hadrien et ses musées

*Christopher Young | 16*

Musée de l'immigration d'Ellis Island

*Diana Pardue | 23*

Maintien des zones humides : la conservation intégrée du  
patrimoine culturel et naturel

*Sidney C.H. Cheung | 30*

La guerre des murs : Peintures murales en Irlande du Nord  
- un engagement politique,

*Bill Rolston | 39*

### 47 | QUELLE FONCTION ? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

L'Historial de la Grande Guerre à Péronne (France) : un  
musée sur un ancien champ de bataille de la première  
guerre mondiale

*Susanne Brandt | 47*

### ABONNEMENTS 2004

	1 numéro	4 numéros
Institutionnel	19,82 €	73,18 €
Individuel	19,82 €	42,69 €

**Pays en développement :**

	1 numéro	4 numéros
Institutionnel	19,82 €	54,88 €
Individuel	19,82 €	27,44 €

**Abonnements :**

Jean DE LANNOY

Service abonnements

202, avenue du Roi

B-1190 Bruxelles, Belgique

**Le Centre d'interprétation de Place-Royale : un triple défi**  
*Claire Simard | 53*

**Tipasa, site phare du patrimoine mondial de l'Algérie**  
*Sabah Ferdi | 59*

**Inventaire et gestion globale en archéologie : l'exemple du Musée de Neuchâtel**  
*Marie-Odile Vaudou | 66*

**De Tony Garnier au Musée Urbain : la naissance d'une cité culturelle**  
*Alain Chevenez | 75*

## **81 | CONSERVATION DES PAYSAGES CULTURELS EN AMÉRIQUE LATINE**

**Ouverture d'esprit : concept-clé de l'interprétation et de la conservation**  
*Susan Calafate Boyle | 81*

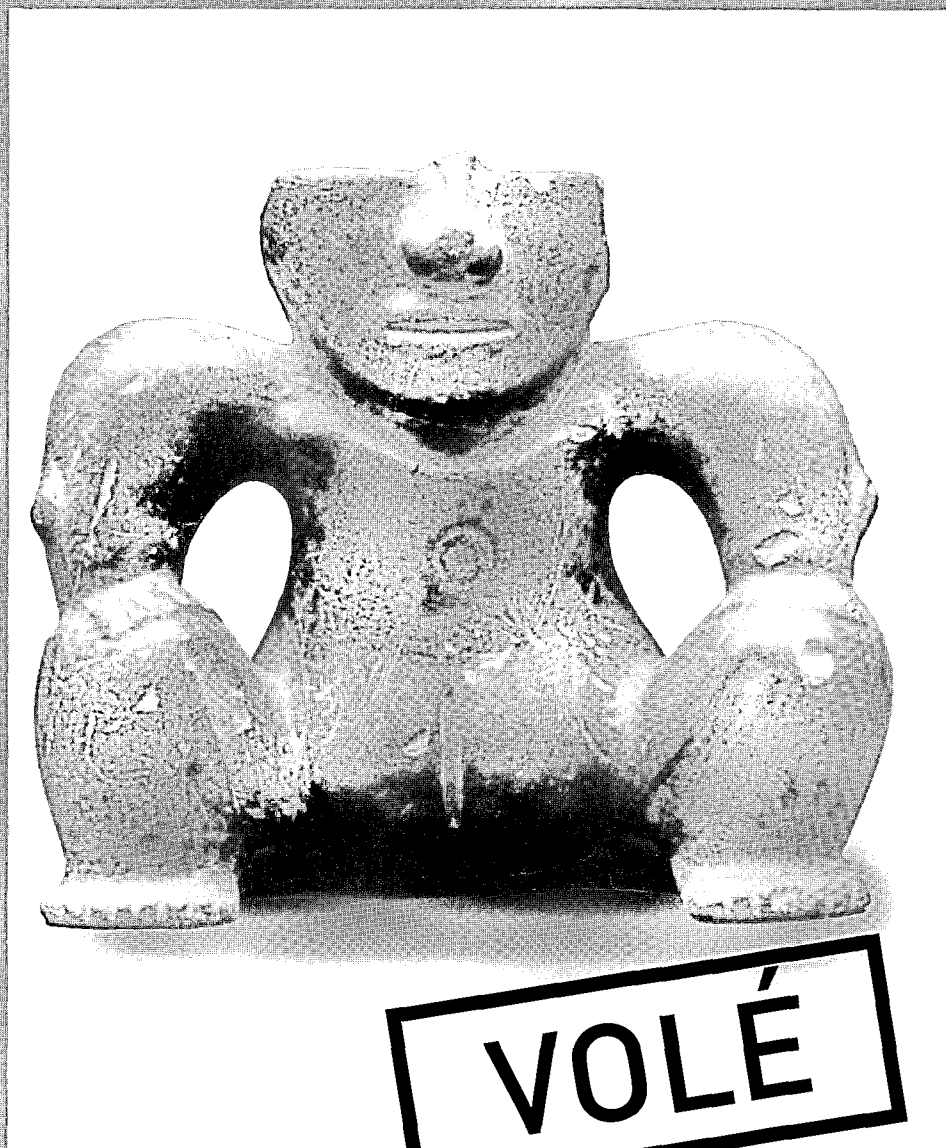
**Joya de Cerén au Salvador : interprétation de site dans le cadre d'un plan d'aménagement consensuel**  
*Carolina Castellanos et Françoise Descamps | 91*

**Le grand Chemin de l'Inca**  
*Ricardo Manuel Espinosa | 98*

**Le réseau de musées du Qhapaq Ñan, chemin principal des Andes**  
*Luis Guillermo Lumbreras | 106*

## **113 | À LIRE**





© Fondo de Promoción de la Cultura

Statuette stylisée en terre cuite d'une femme assise, datant de l'ère précolombienne, trouvée dans le site archéologique de Sinu, Colombie.

Dimensions : 13,5 cm de haut

Volée dans le musée d'archéologie Casa del Marquez de San Jorge, à Bogotá, Colombie, le 22 septembre 1995

(Référence Interpol Bogotá : DAS JID OI UAI N° 228 du 27/02/1996)

Référence OIPC Interpol : 1996/8805)

# Éditorial



Quelques mois après ma prise de fonction de Directeur de la Division du patrimoine culturel du Secteur de la culture, je suis heureux de présenter le numéro de *MUSEUM International* consacré aux musées de site, thème qui a occupé une part substantielle de ma pratique professionnelle dans mon pays, le Malawi<sup>1</sup>. Plus d'un lecteur sera surpris par le contenu de ce numéro au regard de son titre. En effet, il y est beaucoup question de sites culturels, et même d'espaces culturels transnationaux, et moins de musées. Cette situation résulte d'une intention délibérée de considérer, plutôt que le musée lui-même, la relation qui unit un lieu de patrimoine à un appareil de connaissance.

Comme le souligne Françoise Descamps, les sites, qu'ils soient archéologiques<sup>2</sup>, urbains (Musée Tony Garnier de Lyon), naturels (les marais, *wet lands*, de Hong Kong) ou mixtes (le mur d'Hadrien), qu'ils soient définis par une pratique (les Kayas des Mijikenda) ou par un événement historique (Ellis Island, l'Historial de Péronne), qu'ils s'étendent sur des milliers de kilomètres (le Qhapaq-Nān : le grand Chemin de l'Inca) ou se limite à quelques centaines de mètres carrés (la place Royale de Québec), n'existent pas de façon isolée : ils prennent sens dans un réseau de systèmes interprétatifs et d'exposition qui s'élaborent principalement dans les institutions muséales. Nous avons donc choisi de traiter le site en tant qu'espace et le musée en tant que lieu producteur d'un savoir symbolique du rapport entre les sociétés et leur patrimoine à un moment donné. Dans cette perspective, le musée devient une zone médiane et un lieu d'ancrage de cette relation ; il n'est plus seulement un instrument d'explication du premier dans une relation statique, mise à jour au rythme des réaménagements muséographiques. Site et musée désignent chacun un espace de patrimoine dont les limites s'adaptent et se transforment, parfois jusqu'au recouvrement lorsque tout un espace patrimonial prend les caractères du musée – c'est souvent le cas des centres historiques urbains « muséifiés » – ou jusqu'à l'inversion des dispositifs lorsqu'un musée sert à la re-création d'un site – Ellis Island en est l'exemple.

Cependant, même si ce numéro de *MUSEUM International* brouille les typologies établies sur la notion de site et de musée de site, il réaffirme fortement l'importance et le caractère unique du musée dans sa fonction d'interprétation et de



médiation des espaces patrimoniaux, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu plus haut, comme appareil de connaissance. Du constat, à la lecture des articles du premier chapitre, de la diversité des typologies et des réponses muséographiques, il ressort que la qualification de site est désormais étroitement associée à l'intérêt manifesté par une communauté envers un espace particulier et aux relations de savoir et d'usage qui sont mises en place entre les deux. L'espace urbain est significatif de cet ajustement de définition, comme le montrent les six articles qui abordent ce sujet. Les musées traditionnellement chargés en milieu urbain de la présentation de l'histoire de l'architecture et des arts de la ville traitent désormais de thématiques qui influent considérablement sur le devenir social, en particulier les cultures des minorités économiques et linguistiques. Dans certains cas où aucun dispositif n'a été sollicité pour conserver et étudier les formes typiquement urbaines de patrimoine, telles que les peintures murales, c'est le musée qui semble encore le mieux placé pour éviter leur perte. Les musées de site s'attachent également à préserver ou à réinterpréter les mémoires et l'histoire en fonction des questions du présent et contribuent en cela à élaborer les équilibres culturels nécessaires pour gérer et apaiser au mieux les conflits et vivre en paix. L'intégration des communautés locales et des minorités culturelles à la vie du musée a été, en Amérique latine plus qu'ailleurs, un des facteurs les plus importants du changement des missions du musée et de sa réorientation vers des objectifs de nature socio-économique, permettant ainsi la genèse de nouvelles fonctions des institutions muséographiques. C'est pour cette raison que nous avons choisi de consacrer le dernier chapitre de ce numéro au terrain latino-américain et aux projets patrimoniaux en cours autour du grand Chemin de l'Inca, le Qhapaq-Nān.

La thématique du musée de site nous conduit, finalement, à une conclusion globale sur les missions contemporaines du musée : la mémoire et ses enjeux d'une part, les conditions culturelles du « vivre ensemble » d'autre part, sont deux axes importants autour desquels le musée réévalue sa place et son rôle dans la société globale. En aidant à la construction d'espaces mentaux qui peuvent permettre à chacun de trouver les moyens de sa reconnaissance culturelle, prélude à sa liberté culturelle, il devient un des acteurs essentiels du développement humain<sup>3</sup>.

C'est dans ce même esprit de questionnement prospectif des pratiques et des notions que j'envisage ma mission à la direction de la Division du patrimoine culturel de l'UNESCO. Beaucoup de choses ont changé dans les quinze dernières années qui nous amènent à revoir nos certitudes. Quelle place accorder à la conservation préventive dans une période d'augmentation et d'intensification des conflits ? Comment mieux comprendre les liens et les relations entre patrimoine

matériel et immatériel? Comment renforcer l'application des instruments normatifs relatifs au patrimoine dans la gouvernance globale? Quel rôle effectif attribuer au patrimoine dans la construction des sociétés du savoir?

Chacune des ces interrogations ouvre sur d'autres, relatives à nos moyens, nos compétences et nos engagements dans la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel. L'UNESCO dispose dans ce domaine d'un capital d'expériences incomparable et d'une capacité d'innovation qui nous encourage à aborder frontalement et avec détermination ces questions, afin de proposer des politiques du patrimoine qui trouvent leur juste rôle dans les politiques culturelles visant à la préservation de la diversité et au développement humain.

Gadi G. Y. Mgomezulu

## | NOTES

1. Gadi Mgomezulu a été nommé par le Directeur général de l'UNESCO au poste de directeur de la Division du patrimoine culturel du Secteur de la culture en janvier 2004. M. Mgomezulu est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Californie à Berkeley (États-Unis). Il a rejoint la fonction publique du Malawi pour diriger la recherche et la gestion du programme des monuments nationaux et des musées et assumer les fonctions de Directeur du Département des antiquités. À la fin des années 1980, tout en exerçant les fonctions de coordonnateur et de conseiller principal du gouvernement pour les questions culturelles, il a été chargé de la réforme des institutions culturelles du Malawi au Ministère de l'éducation et de la culture. Il est devenu Directeur fondateur de la Division culturelle, responsable de cinq départements (Musées, Antiquités, Archives nationales, Arts et artisanat, Conseil de surveillance). Dans les années 1990, en tant que Secrétaire principal pour l'éducation et la culture, il a tracé les orientations des politiques et des stratégies, initiant et participant à la rédaction de la législation nationale sur la culture, notamment la loi sur le droit d'auteur, la loi sur les musées, la loi sur les monuments et les reliques et la loi sur les arts et l'artisanat. Il est membre de plusieurs associations professionnelles, dont la Southern African Association of Archaeologists, le Conseil international des musées, l'Association scientifique de l'Institute of Human Origins et le Conseil permanent de l'Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques.

2. Le thème du musée de site archéologique a été couvert par *MUSEUM International* dans le numéro 198, vol. 50, n° 2 (1998).

3. Selon le *Rapport mondial sur le développement humain 2004*, la liberté culturelle est un élément essentiel mais inexploré du développement humain. Voir « La liberté culturelle dans un monde diversifié », *Rapport mondial sur le développement humain 2004*, PNUD, Economica.





© Chogha Zanbil Project Archive / N. Rezvani

1. La ville sainte du royaume d'Élam a été fondée à Chogha Zanbil, en Iran, en 1250 av. J.-C. L'UNESCO a proposé un plan général de conservation et de restauration de la ziggourat, dans laquelle figure la création d'un musée.

# | Présentation et interprétation de sites rituels : les kayas des Mijikenda

*Par Kaingu Kalume Tinga*

*Kaingu Kalume Tinga a fait des études d'archéologie et de développement communautaire. Depuis 1986, il est en poste au National Museums of Kenya<sup>1</sup>. Il dirige également le Centre de ressources culturelles de Rabai<sup>2</sup> (RCRC), organisation communautaire de création récente. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le Centre comportera cinq divisions : musée; écotourisme; conservation des kayas; vente et marketing; formation professionnelle. Kaingu Kalume Tinga est actuellement conservateur du musée, qui est la seule division en activité.*

## **Rappel socio-historique concernant les sites**

Depuis le début des années 1990, le National Museums of Kenya, qui est le dépositaire du patrimoine naturel et culturel, a recensé 60 kayas. Les kayas sont des îlots forestiers, vestiges du vaste paysage biogéographique constitué, dans l'Est-Africain, par la chaîne de collines qui s'étend sur 900 km, depuis Inhambane au Mozambique jusqu'en Somalie. C'est dans cette forêt ancienne que les Mijikenda se sont installés sur les hauteurs, au sommet de buttes, dans l'arrière-pays de Mombasa. Personne ne connaît avec certitude la date de leur implantation. Les historiens la font remonter au XVI<sup>e</sup> siècle, sur la base de renseignements transmis oralement, tandis que les archéologues estiment que les kayas sont apparues dès le IX<sup>e</sup> siècle ou même plus tôt. On pense que les Mijikenda ont choisi ces refuges forestiers pour des raisons de sécurité afin de se défendre contre les envahisseurs nomades – Oromo et Morans (guerriers Massais) – et aussi parce qu'ils y trouvaient de l'eau, des sols fertiles, ainsi qu'une faune et une flore abondantes. Dans les kayas, les Mijikenda ont mis en place des systèmes complexes



d'autorité politique et spirituelle comportant des sites rituels sacrés situés à l'intérieur de la zone habitée, au cœur de la forêt et parfois même en dehors des kayas.

Dans ces isolats forestiers, les communautés installées depuis des siècles dans les villages fortifiés bâtis sur les collines étaient initialement au nombre de neuf, correspondant aux sous-groupes ethniques qui constituaient les Mijikenda. L'appellation « Mijikenda » signifie « neuf tribus », dont les villages sont appelés « Makaya » (sing. Kaya). Les groupes ethniques sont les suivants : A'Giriama, A'Kauma, A'Chonyi, A'Kambe, A'Dzihana, A'Rihe et A'Rahai, A'Duruma et A'Digo. Les kayas offraient une protection contre les Oromo et les Kwavi (Morans). En outre, on y trouvait en abondance de l'eau, du gibier, des plantes sauvages et de riches terres agricoles.

À mesure que les Mijikenda consolidaient leur implantation dans l'arrière-pays de Mombasa, ils mettaient en place des structures sociales dominées par les anciens, les clans et les hommes de la communauté, auxquels cette dernière devait respect et vénération. Certains endroits avaient une fonction spécifique : siège des autorités (moroni), lieux de culte (fingo, kiza), autels réservés aux cérémonies d'initiation (pala), rites magiques et préparations médicinales, lieux de sépulture, aires de loisirs. En raison de leur rôle fondamental dans la société, le siège des autorités et les lieux de culte étaient situés au centre même du village, lui-même entouré d'une palissade rectangulaire à l'intérieur de laquelle on distinguait nettement les zones résidentielles attribuées aux divers clans<sup>3</sup>. D'autres fonctions étaient également réparties entre différentes zones situées dans les proches environs, en bordure des voies d'accès ou au cœur de la forêt. La forêt alentour formait une épaisse zone tampon entre les kayas et les terres agricoles périphériques, distantes d'environ un kilomètre.

D'autres sites rituels, de caractère secondaire, se trouvaient parfois en dehors de la forêt comme à Kaya Giriama (Fungo). Avec l'augmentation de la population, la sécurité s'est améliorée et la paix a enfin régné. Les populations ont progressivement abandonné leur habitat ancestral pour descendre à l'est vers la côte, gagner au sud la frontière de la Tanzanie ou remonter au nord vers le district de Lamu, créant ainsi des kayas de deuxième et troisième génération qui conservaient leur allégeance et leur attachement à leur village initial. Les neuf kayas primaires ont été abandonnées vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle. À l'heure actuelle, 60 kayas ont été recensées par le National Museums of Kenya.

Malgré cette évolution de la situation, les Mijikenda continuent à vénérer toutes les kayas et à les considérer comme des sites sacrés en raison du pouvoir politique, social et magique qu'elles symbolisent. Elles constituent le centre moteur de la communauté. Par exemple, les membres du corps médical, les politiciens et les anciens issus de la communauté des Mijikenda recherchent la reconnaissance officielle et la bénédiction des kayas. Différentes activités rituelles s'y déroulent tout au long de l'année – prières pour la pluie, la paix et la stabilité politique, la prospérité économique etc. Malgré les efforts infatigables déployés pour les préserver, les kayas doivent maintenant affronter de nombreuses menaces.

### **Menaces pesant sur les kayas et mesures de conservation**

Il est regrettable de constater qu'avec le temps, certaines kayas ont subi des dommages irréversibles. Parmi les menaces qui pèsent sur ces sites, il faut mentionner l'absence de politiques efficaces en matière d'environnement, l'évolution des croyances,

## QUEL SITE?

l'avancée des terres agricoles, le développement touristique (notamment sur la côte sud où des sites comme Kaya Tiwi se trouvent en bordure de mer), l'abattage des arbres utilisés ensuite pour la construction de logements, comme combustible ou pour l'exploitation minière. Des groupes de défense des droits de l'homme continuent de protester contre le projet d'exploitation minière d'une entreprise canadienne, pour le compte de la société Tiomin, dans Kaya Mrima, à Kwale, mais le contrat a déjà été établi. En conséquence, certaines kayas comme Kidzini (Giramia) et Mwarakaya (Chonyi) ont été rayées de la carte, tandis que d'autres chancellent sous le poids de politiques gouvernementales inadaptées, qui ont suscité un appétit insatiable chez les promoteurs et les sociétés privées en vue de tirer profit de ces sites rituels; les kayas de Rabai<sup>4</sup> en sont un bon exemple.

À Rabai même, on compte cinq kayas (Mudzi Mwiru, Mudzi Muvya, Bomu, Fimboni et Mzizima) pour une superficie totale de 756 hectares. À ce jour, 425 espèces végétales ont été recensées à l'intérieur de ce territoire, dont huit sont endémiques, neuf sont rares sur le littoral kenyan et onze sont atypiques pour le Kenya. En exerçant des pressions sur de telles ressources, l'homme semble oublier à quel point elles sont irremplaçables. D'après le recensement de 1999, la région de Rabai qui englobe trois sites a une population adulte de 70 000 habitants. La densité démographique atteint 493 personnes au km<sup>2</sup> sur environ 10 km<sup>2</sup>. Étant donné que la majeure partie de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, les kayas représentent son unique source de bois de construction, de combustible, etc.

La création d'une Unité de conservation des forêts côtières (CFCU) par le National Museums of Kenya, qui est chargé de la conservation des kayas, a

entraîné un changement immédiat : les communautés ont pris conscience de l'importance de ces ressources, des actions judiciaires ont été intentées, des gardes forestiers locaux ont été recrutés et des programmes de reboisement ont été entrepris. En dix ans, le couvert forestier s'est reconstitué de façon remarquable dans les sites ayant subi les agressions de l'homme. Cependant, quand le financement du programme a pris fin en 2002, les gardes ont été licenciés et on a assisté à une reprise des atteintes à la biodiversité.

### **Interprétation et présentation des sites rituels – problèmes à résoudre**

Les stratégies environnementales applicables aux kayas en leur qualité d'importants sites rituels appartenant au patrimoine mondial sont très peu efficaces, voire inexistantes. La loi de 1983 (version révisée) sur les antiquités et les monuments, principal instrument juridique qui confie au National Museums of Kenya la mission de protéger le patrimoine national n'est pas respectée et fait souvent l'objet de manipulations. En conséquence, il n'est pas rare que des sites inscrits officiellement au patrimoine national soient déclassés peu de temps après par le gouvernement<sup>5</sup>. Il faudrait également créer une interface entre la loi sur les antiquités et les monuments et une loi sur l'aménagement du territoire, qui pour l'instant n'existe pas, ce qui crée un vide juridique en matière de gestion du patrimoine. Il faudrait, en outre, mettre en œuvre un plan de gestion du patrimoine de nature à garantir que les ressources dans ce domaine, qu'elles soient naturelles ou culturelles, sont reconnues comme telles au niveau national et international. Cela faciliterait le recensement de ces ressources et notamment leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial<sup>6</sup>. En accédant à ce statut prestigieux, elles pourraient ainsi bénéficier



de mesures de protection ainsi que d'un soutien local et international. Toutefois, pour qu'une telle démarche soit couronnée de succès, elle devrait s'accompagner d'autres initiatives décrites ci-après.

Il faut se rappeler qu'au cours des dix dernières années, une vaste campagne de mobilisation a été menée pour encourager la participation communautaire et le renforcement des capacités. En conséquence, des progrès considérables ont été accomplis en matière de conservation des kayas. Si, dans la plupart des cas, la mobilisation et la participation des communautés débouchent sur une prise de conscience mettant en évidence les responsabilités et les obligations des parties prenantes, elle ne répond pas cependant de façon concrète aux attentes suscitées. Il existe apparemment un abîme entre l'effort de mobilisation et la conservation effective des sites rituels. Des campagnes énergiques de mobilisation devraient donc être entreprises, de manière à :

- a) encourager la participation active et l'appropriation des projets de conservation par les groupes issus des différentes kayas;
- b) relancer les plans communautaires pour une conservation durable;
- c) encourager les groupes communautaires à définir leurs plans, buts et objectifs, et à établir un lien entre leur aspiration à faire partie du patrimoine national et international et les objectifs et stratégies en matière de conservation de la biodiversité; en outre, inciter chaque groupe local installé à proximité d'une kaya à se faire reconnaître officiellement comme organisation communautaire;
- d) souligner l'importance d'une approche participative des communautés, qui doivent

- e) être associées à la conception, à la mise au point et à l'exécution des projets;
- enfin, financer les organisations communautaires de base pour leur permettre de mettre en œuvre des projets générateurs de revenus en matière de biodiversité et d'écotourisme.

Depuis dix ans, le personnel de la CFCU effectue des recherches remarquables sur les kayas. Les précédentes études menées par les ethnologues, les historiens et les archéologues s'étaient efforcées de démystifier l'historiographie des kayas. Une rapide analyse fait apparaître que les données historiques rassemblées à ce sujet (qui sont essentielles pour mieux comprendre la valeur de ces sites rituels) sont insuffisantes, alors que leur étude botanique a été très nettement privilégiée. Tandis que les kayas présentent généralement les mêmes caractéristiques fonctionnelles, chacune d'elles est unique du point de vue de son histoire, de son organisation spatiale, de sa faune et de sa flore. Il importe donc de mener, pour chacune d'entre elles, des études ethnographiques détaillées. Ce travail doit être complété par une étude exhaustive des animaux, oiseaux, reptiles, insectes et arbres qui se trouvent dans chaque kaya, en insistant sur leur valeur sociale. Il importe aussi d'établir une historiographie documentée de chaque kaya et d'identifier les différentes cérémonies qui s'y déroulent, en indiquant leur fréquence et les tabous associés aux sites.

La recherche constructive a été entravée en raison du conservatisme de ceux qui sont traditionnellement chargés de préserver les kayas, mais aussi à cause du manque d'ouverture d'esprit des chercheurs en ce qui concerne les buts et objectifs visés, les droits et les devoirs respectifs, ainsi que les

## QUEL SITE?

avantages que pourraient offrir les projets de recherche à la communauté. C'est pourquoi les informateurs s'abstiennent souvent de fournir des renseignements utiles afin d'éviter toute ingérence indésirable ; ils ont aussi tendance à manifester une certaine réticence à l'égard des chercheurs étrangers à la communauté. Enfin, une fois l'enquête terminée, il est rare que les résultats en soient communiqués à la communauté concernée, soit parce que les résultats sont jugés trop scientifiques pour être compris, soit parce qu'aucune disposition n'est prise pour les en informer – ou pour ces deux raisons à la fois. Il est nécessaire de surmonter ces préjugés si l'on veut mener des recherches véritablement approfondies sur les kayas.

Pour être couronnés de succès, les projets de recherche doivent se traduire par des projets socio-économiques concrets, servant à étayer des programmes de conservation tout en étant profitables pour la communauté. Une conservation efficace de la biodiversité des sites rituels doit s'accompagner de gains pour la communauté. Priorité doit être accordée à l'identification rigoureuse de projets non destructifs – activités génératrices de revenus, méthodes durables de prévention de la dégradation des terres, conservation de la biodiversité et utilisation durable des terres limitrophes des sites rituels – et la communauté doit être associée à leur mise en œuvre. Pour être efficace, cette approche participative doit répondre aux impératifs suivants : a) susciter au sein de la communauté un sentiment d'appropriation ; b) provoquer chez elle une réorientation du mode de pensée et de fonctionnement ; c) lui donner la possibilité de définir elle-même le rôle qu'elle sera appelée à jouer dans la valorisation de l'environnement et d'envisager de façon positive ses obligations à cet égard ; d) améliorer le statut socio-économique de la communauté grâce à la création d'emplois ;

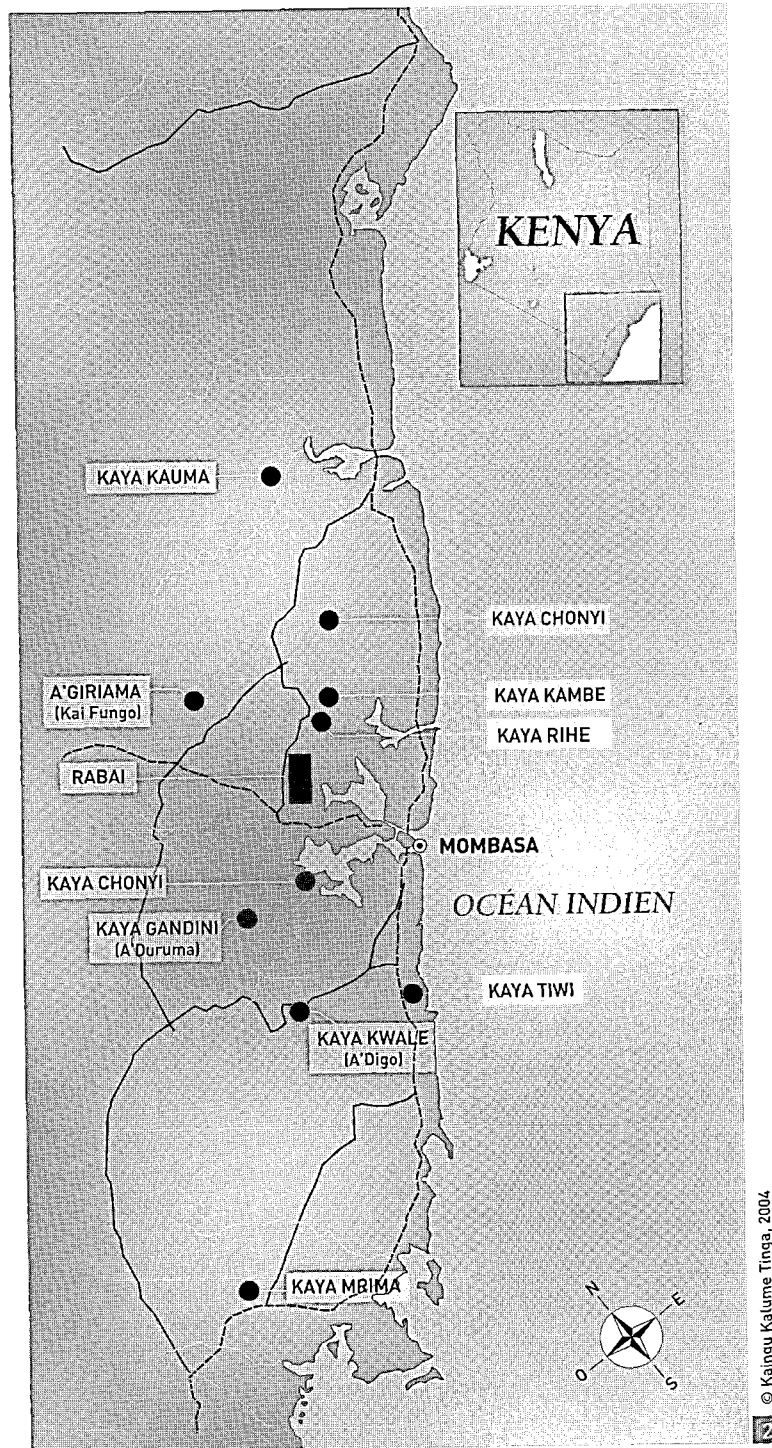
e) enfin, rehausser le prestige national en matière de conservation de l'environnement et du patrimoine.

Au cours des dix dernières années, le National Museums of Kenya n'a eu de cesse d'interpréter et de présenter les kayas au grand public, qui ne semble pas conscient de l'immense intérêt que présentent ces sites sur le plan environnemental et socio-économique. Au début des années 1990, j'ai moi-même mené des recherches ethnographiques à Kaya Giriama<sup>7</sup>, qui ont été suivies d'une exposition permanente sur l'ethnographie des Mijikenda au Fort Jesus Museum de Mombasa.

L'exposition décrit l'organisation sociale d'une kaya en se référant plus particulièrement au site étudié. Elle a considérablement enrichi les collections du musée, qui avaient un caractère essentiellement archéologique. A cet égard, l'exposition donne envie aux visiteurs de pénétrer dans une vraie kaya. Une telle initiative, qui aurait pu avoir un effet positif sur la promotion des sites rituels et ouvrir aux kayas la voie de l'écotourisme, s'est heurtée à deux obstacles majeurs : l'éloignement des sites et leur difficulté d'accès. En premier lieu, la plupart des kayas se trouvent au moins à une trentaine de kilomètres de Mombasa et, pour y parvenir, on doit emprunter des chemins malaisés et accidentés. En second lieu, l'entrée des kayas est interdite à tous ceux qui n'appartiennent pas aux Mijikenda. Par conséquent, tant que le réseau routier ne sera pas amélioré et que des structures sociales et juridiques appropriées n'auront pas été mises en place, les kayas resteront fermées au monde extérieur.

### Deux exemples concrets : le musée de Rabai et Kaya Kinondo

En 2001, le Krapf Memorial Museum de Rabai a construit, avec l'aide des anciens, une copie d'une



2. Présentation d'une sélection de kayas des Mijikenda sur la côte est du Kenya.



## QUEL SITE?

kaya. Le résultat obtenu a été à double tranchant : certains ont apprécié de pouvoir se faire une idée de ce qu'étaient ces sites rituels auréolés de mystère, tandis que d'autres se sont sentis floués de voir une kaya reconstituée alors que le modèle original se trouvait à moins de 500 m de là ! Deux ans plus tard, le projet a fait faillite à cause, justement, de son manque d'authenticité. Mais le travail du musée ne se limite pas à cette expérience. La kaya avait été construite dans le cadre d'une initiative d'écotourisme uniquement parce qu'à Rabai, les visiteurs ne sont pas autorisés à pénétrer dans une vraie kaya. En 1995, trois ans avant l'ouverture du musée de Rabai, une exposition sur l'ethnographie des Mijikenda a été présentée au Fort Jesus Museum (Mombasa), où elle se trouve encore. Elle comprenait la représentation graphique d'une kaya, afin de permettre au public de mieux comprendre et apprécier ces sites sacrés.

Kaya Kinondo est située sur la côte sud du Kenya, à environ 40 km de Mombasa. Elle a fait l'objet d'une étude approfondie portant sur l'ethnographie, la faune et la flore, laquelle a été suivie d'un projet pilote financé par la Fondation Ford. Après des consultations de haut niveau avec la communauté locale Digo, une campagne de mobilisation a été lancée, les différents points de vue ont été analysés et les mesures ci-après ont été prises : a) on a identifié les zones présentant un attrait à l'intérieur des kayas, notamment sous l'angle de l'aménagement de l'espace, de la faune et de la flore, et un plan a été préparé ; b) des aires plus restreintes ont été délimitées – sépultures, aires réservées aux cérémonies et lieux de culte ; c) un protocole touristique a été mis au point, recommandant aux visiteurs certaines tenues vestimentaires et les enjoignant de respecter le règlement, tant en matière de conservation du site ( par exemple, ne pas arracher les jeunes plants) que

de comportement (éviter de s'embrasser, de faire des gestes déplacés, de photographier ou de parler à voix haute) ; d) le calendrier traditionnel a été respecté<sup>8</sup> ; e) enfin, un dispositif transparent de redistribution des revenus a été mis au point pour assurer une répartition équitable des recettes provenant des visites.

Dans le cadre de ce dispositif, la communauté et le National Museums of Kenya sont convenus du tarif à payer par les visiteurs et du pourcentage allant à chacun des bénéficiaires : le responsable du marketing, les « anciens », les artistes (danseurs), les agents du corps médical, les écoles et les vendeurs de noix de coco (*madafu*). Cette initiative a bénéficié, jusqu'à présent, à une école primaire située à proximité de Kaya Kinondo, lui permettant d'acheter du matériel pédagogique.

## Conclusion

L'étude pilote a démontré qu'elle constituait un instrument efficace pour ouvrir les kayas (en tant que sites rituels) à l'écotourisme – et ce, à la grande satisfaction de la communauté, sans désagréger pour autant le tissu social ou les valeurs inhérentes aux sites. Elle a également démontré que la conservation du patrimoine culturel n'est pas une démarche statique et qu'à long terme, il est possible d'exploiter les sites rituels à condition de procéder à une planification et à des contrôles appropriés. Si l'on confie aux communautés locales suffisamment de responsabilités en matière de conservation et d'aménagement de la biodiversité, celles-ci peuvent devenir parfaitement capables de gérer leur propre environnement. Cela contribuerait, en outre, à résoudre les problèmes résultant d'un antagonisme entre l'homme et la nature dans les zones situées à proximité de sites comme les kayas.

## | NOTES

1. Le National Museums of Kenya est le gardien du patrimoine kenyan et, par conséquent, est chargé de protéger les kayas qui font partie du patrimoine national en application de la loi de 1983 sur les antiquités et les monuments.
2. Le Centre des ressources culturelles de Rabai est une organisation communautaire ayant notamment pour objectif de conserver les kayas de Rabai. À cet effet, elle travaille en collaboration avec le National Museums of Kenya.
3. Spear, T. T., *The Kaya Complex: A History of the Mijikenda Peoples of the Kenya Coast to 1900*, Kenya Literature Bureau. 1978, p. 46.
4. Rabai se trouve à environ 480 km au sud-est de Nairobi et à 25 km au nord-ouest de Mombasa Island.
5. Katana, P. J. & Abungo, G.H.O., *The World Heritage Convention and Kenyan Historical Sites*, UNESCO World Heritage Centre/Centre du patrimoine mondial, Paris, France, 1995, p. 160.
6. Githitho, A., *The Issue of Authenticity and Integrity as they relate to the Sacred Mijikenda of the Kenya Coast*, Réunion d'experts sur l'authenticité et l'intégrité dans un contexte africain, Grand Zimbabwe, 26-29 mai 2000 ; sous la direction de Galia Saouma-Forero, 2000, p. 96.
7. Tinga, K.K., *Spatial Organization of Kaya Giriama : Kenya Past and Present*, publication du *National Museums of Kenya*, n° 29, 1997, p. 25.
8. Les Mijikenda ont une semaine de quatre jours, le quatrième jour étant réservé aux cérémonies officielles, activités spirituelles et autres fonctions importantes. Ce jour-là, les visiteurs ne sont pas admis à l'intérieur des kayas.

# | Le mur d'Hadrien et ses musées

*Par Christopher Young*

*L'archéologue Christopher Young a longtemps été en poste à l'Inspection générale des monuments anciens en Angleterre. En 1995, il a été nommé Directeur de Hadrian's Wall World Heritage Site, dont il a achevé et mis en œuvre le plan d'aménagement. Depuis 1999, il dirige la Division du patrimoine mondial et des politiques internationales au English Heritage et il fait partie de la Délégation du Royaume-Uni auprès du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il évalue les plans de gestion et les nouveaux sites à inscrire sur la Liste du patrimoine mondial en Angleterre, ainsi que les stratégies visant à protéger et à valoriser ces sites. Il a également travaillé au Laos, en Mongolie et en Arabie saoudite sur diverses questions concernant l'aménagement de sites et leur inscription éventuelle sur la Liste du patrimoine.*

Le mur d'Hadrien est l'un des quinze sites en Angleterre inscrits au patrimoine mondial de l'humanité<sup>1</sup>. Son importance provient du fait qu'il est le vestige le plus élaboré et le mieux conservé de tous les ouvrages délimitant les frontières de l'Empire romain, qui s'étendait du nord de la Grande-Bretagne à l'Euphrate et aux chaînes de l'Atlas, embrassant l'ensemble du monde méditerranéen et, au passage, de vastes régions d'Europe occidentale. En l'an 122 de notre ère, l'empereur Hadrien avait choisi l'axe Tyne-Solway comme limite de la domination romaine. Il existait déjà à cet endroit une voie fortifiée reliant Corbridge, à l'est, à Carlisle, à l'ouest. Après la mort d'Hadrien, en 138 apr. J.-C., la frontière a été déplacée plus au nord, le long de la ligne Forth-Clyde, mais dès la fin du II<sup>e</sup> siècle le mur d'Hadrien était redevenu le principal axe de contrôle au nord de l'Empire jusqu'à la fin de la présence romaine, au début du V<sup>e</sup> siècle.

Le mur, qui dépassait probablement cinq mètres de haut, était imposant par sa conception et cherchait au maximum à tirer profit du terrain qu'il



traversait. À chaque mille romain se trouvait un fortin, qui servait de poste de contrôle et dans lequel était hébergée une garnison. Des tours de garde étaient intercalées entre les fortins, et une tranchée était creusée parallèlement au mur, sauf le long des falaises escarpées de Whin Sill. À une distance variable du mur se trouvait un très vaste fossé bordé de berges, connu maintenant sous le nom de *Vallum*, qui marquait la limite arrière de la zone jouxtant le mur. Sous sa forme définitive, le mur comportait seize places fortes situées à proximité immédiate et protégeant la population civile. Enfin, tous ces éléments étaient reliés par une route militaire. Derrière le mur, sur la route de Stanegate, se trouvaient les villes romaines de Carlisle et Corbridge. Au nord, les voies d'accès étaient gardées par des avant-postes. À l'est de l'extrémité orientale du mur, à Wallsend, une base de ravitaillement avait été implantée à South Shields. À l'ouest de l'extrémité occidentale, à Bowness-on-Solway, la succession de fortins et de tours avait été prolongée au moins jusqu'à Maryport, et complétée par d'autres forts jusqu'à Ravenglass pour renforcer la protection.

Le paysage dans lequel s'inscrit l'axe Tyne-Solway est extrêmement diversifié, à l'image de son histoire et de son occupation après l'époque romaine, ce qui a eu une incidence considérable à la fois sur la conservation des sites romains et sur leur cadre moderne. À l'est, au bord de la Tyne, le mur traverse un milieu essentiellement urbain. Dans l'East Northumberland, on trouve principalement de vastes étendues agricoles, tandis que la région centrale s'élève à plus de 300 mètres au-dessus du niveau de la mer pour se transformer en pâturages. L'East Cumbria est également une région pastorale, sauf dans les agglomérations voisines de la cité de Carlisle, mais le relief y est moins abrupt et plus amène. À l'ouest de Carlisle, le paysage change à nouveau tandis que les fortifications longent les rives inondables de la

Solway, et les différences s'accroissent encore en bordure de la côte du West Cumbria, où alternent zones rurales et zones industrielles ou urbaines.

Partout les vestiges romains présentent un état de conservation remarquable. Même dans les endroits les plus construits, d'importants pans de mur demeurent visibles et l'on sait que le sous-sol est d'une grande richesse archéologique. Dans l'East Northumberland, le mur lui-même est en grande partie enseveli, mais les ouvrages qui s'y rattachaient sont visibles de très loin et ont eu une incidence majeure sur la configuration ultérieure du paysage. D'autres éléments, notamment la ville romaine de Corbridge, sont également bien préservés. Dans la partie centrale, le mur et les structures qui l'accompagnaient sont parfaitement identifiables et dominant souvent le panorama. Dans ce même secteur, d'autres traces de l'occupation romaine sont encore présentes comme la route de Stanegate et ses forts, de même que des constructions plus éphémères telles que des campements militaires. À l'ouest de cette partie centrale, les restes archéologiques sont moins nombreux mais demeurent visibles par endroits sous forme d'ouvrages de terrassement et, le plus souvent, de ruines enfouies. Les fouilles ont montré qu'il existe même des vestiges sous la ville de Carlisle et sur la côte du Cumbria, dans des endroits comme Maryport.

### **Le plan de gestion**

Le gouvernement du Royaume-Uni a estimé que, pour répondre aux critères d'efficacité exigés pour l'aménagement des sites appartenant au patrimoine mondial, il était essentiel d'élaborer des plans de gestion, conformément à la Directive n° 15 (PPG15) régissant les politiques de planification. Les études

## QUEL SITE?



3. Le mur d'Hadrien est un site transfrontalier inscrit au patrimoine mondial. Il marque les confins de l'Empire romain du début du II<sup>e</sup> au début du V<sup>e</sup> siècle.

concernant le mur d'Hadrien ont débuté en 1993 et le premier plan a été publié en 1996, suivi du second en 2002<sup>2</sup>. Cette planification était particulièrement nécessaire étant donné l'étendue du site, la grande diversité des terres traversées et la complexité des régimes de propriété et de gestion qui s'y appliquaient. En effet, moins de 10 % du site est expressément géré en vue de sa conservation et de sa facilité d'accès. Le reste appartient à des particuliers ou à des organismes qui, tout en ayant généralement conscience de la nécessité de le préserver, n'en font pas un objectif primordial. Tout site appartenant au patrimoine mondial de l'humanité s'inscrit dans un

cadre vivant dont il fait partie intégrante et doit rester tel. Non seulement le mur d'Hadrien appartient à de multiples personnes, mais ses dimensions font qu'une bonne douzaine d'administrations locales sont impliquées dans les activités de conservation, de tourisme et de développement économique qui s'y rapportent, sans compter les innombrables institutions gouvernementales et ministères chargés de responsabilités diverses en matière de planification et de défense de l'environnement, naturel ou façonné par l'homme (voies d'accès, agriculture et forêts), ainsi que de développement économique. Par conséquent, nombreuses sont les pressions exercées

sur l'ensemble de ce site, principalement en liaison avec des problèmes de développement et d'agriculture.

Étant donné qu'il ne repose sur aucun texte statutaire, le plan de gestion est simplement le résultat d'un consensus entre toutes les parties prenantes. Une étroite collaboration s'est instaurée entre les différents partenaires, c'est-à-dire non seulement les institutions locales et nationales, mais aussi les propriétaires fonciers, les agriculteurs et les résidents locaux. La mise en œuvre du plan et sa révision périodique sont supervisées par un Comité du plan de gestion, composé de représentants de tous les partenaires et bénéficiant du soutien technique d'une petite Unité de coordination des activités. Le plan a pour but de parvenir à un juste équilibre entre les différents intérêts et objectifs, notamment : préservation du site archéologique et du paysage qui le caractérise, maintien d'une agriculture prospère compatible avec ce site, facilité d'accès au mur d'Hadrien sans risque de nuire à l'ouvrage et contribution apportée à l'économie nationale et régionale par le classement du site au patrimoine mondial de l'humanité. Le plan de gestion prend également en considération les politiques relatives aux musées du mur d'Hadrien et le rôle de ces derniers.

### **Les musées du mur d'Hadrien**

On pense généralement au mur d'Hadrien comme à un site en plein air qui s'étend sur une grande distance et aussi, fondamentalement, comme à un site archéologique. Même si cette vision est réductrice, il est vrai que c'est surtout un travail d'archéologue qui a été effectué sur le mur et les ouvrages qui y sont associés. On a ainsi accumulé au fil des années une immense quantité de matériel, d'où la nécessité de construire des musées pour abriter les collections. La première d'entre elles remonte aux environs de

1570 et a été rassemblée par la famille Senhouse de Maryport. Cette collection d'inscriptions romaines sert maintenant de base à l'un des musées les plus récents créé dans cette même ville, le Senhouse Museum. D'autres collections ont été entreprises au XIX<sup>e</sup> siècle et se poursuivent encore maintenant.

Il existe au total, le long du mur d'Hadrien, dix musées qui détiennent d'importantes collections d'objets d'époque romaine. Plus de la moitié ont été créés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et deux autres datent d'une dizaine d'années. Leur gestion est assurée par six organismes différents. Pour nombre d'entre eux, il s'agit essentiellement de musées de site, en ce sens que tous les objets qui y sont exposés proviennent d'un seul et même endroit. Tel est le cas des musées d'Arbeia (South Shields), Segedunum (Wallsend), Vindolanda, Corbridge et Housesteads, ainsi que du Senhouse Museum de Maryport. A première vue, le musée de Chester Fort semble, lui aussi, être un musée de site, mais il contient en fait les collections de John Clayton, propriétaire terrien du XIX<sup>e</sup> siècle, qui possédait une grande partie de la section centrale du mur dans laquelle se trouvaient plusieurs sites. Il est plus proche, en cela, du Tullie House Museum, fondé par la cité de Carlisle en 1893, et du Musée des antiquités de l'Université de Newcastle upon Tyne, ouvert en 1960. Dans ces deux derniers cas, il s'agit de musées régionaux qui ne sont pas spécifiquement rattachés à un site du mur d'Hadrien, mais qui détiennent cependant d'importantes collections en provenance de ce site. Les fouilles avaient été entreprises, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, respectivement par la Cumberland and Westmoreland Archaeological and Antiquarian Society et la Society of Antiquaries de Newcastle upon Tyne. Il faut enfin mentionner le Roman Army Museum de Carvoran, qui a pour thèmes l'armée romaine et la vie quotidienne au temps des Romains.



## QUEL SITE?

Bien que certains des objets les plus remarquables, comme le *Corbridge Lanx* (plateau d'argent) et les tablettes de Vindolanda, se trouvent au British Museum et dans d'autres collections nationales et que certaines inscriptions aient voyagé jusqu'au Vatican, la plupart des objets découverts le long du mur d'Hadrien sont exposés dans ces dix musées. Ils représentent au total l'une des collections d'antiquités romaines les plus prestigieuses au monde, par leur quantité et leur diversité. Ils apportent un complément précieux aux vestiges du mur en donnant la preuve de l'animation qui régnait en bordure de la frontière et en fournissant des témoignages concrets de la vie quotidienne des populations qui y habitaient. Tous les aspects de la vie romaine sont ainsi illustrés. Les inscriptions retrouvées en grand nombre permettent notamment de dater les événements et de donner un nom à ceux qui se trouvaient là en garnison ou vivaient à proximité. En particulier, les tablettes en bois de Vindolanda ont révolutionné nos connaissances sur le mode d'existence et les préoccupations des habitants de l'époque. Certains fragments architecturaux ont également permis de nous éclairer sur la forme des édifices. On a retrouvé, dans les couches sédimentaires de Vindolanda, des morceaux de bois, de cuir et d'autres objets illustrant certains aspects de la vie qui n'apparaissent pas habituellement. De grandes quantités d'objets en métal, de pièces de monnaie et de poteries ont été rassemblées. Tandis que certaines collections demeurent pratiquement statiques, d'autres continuent de croître grâce à la poursuite des chantiers et des fouilles et, en 2000, un nouveau musée de site a été ouvert à Wallsend.

Les modalités de gestion de ces dix musées ne sont pas toutes les mêmes. Parmi les musées de site, Housesteads, Chesters et Corbridge sont placés sous la tutelle du Patrimoine anglais, qui en assure

la gestion, même si les collections demeurent dans la plupart des cas la propriété d'autres organismes. Le Vindolanda Museum et le Roman Army Museum sont gérés par le Vindolanda Trust, créé en 1970 et chargé de prospector le site du fort édifié à cet endroit. Les musées d'Arbeia et de Segedunum sont l'un et l'autre sous la responsabilité des Tyne and Wear Museums, qui assurent les services muséographiques de l'ensemble de l'agglomération. Le Senhouse Museum est dirigé par un Trust ayant pour seule mission d'entretenir et d'exposer la collection rassemblée par la famille Senhouse depuis 1570. Le Tullie House Museum de Carlisle a le statut de musée municipal géré par l'administration locale, tandis que le Museum of Antiquities de Newcastle est placé, avec d'autres musées, sous la direction de l'Université de Newcastle upon Tyne. Si certains de ces organismes peuvent bénéficier d'un financement pour les aider à assumer leurs responsabilités, d'autres ne peuvent compter que sur les recettes provenant des visiteurs.

### Fonctions d'un musée

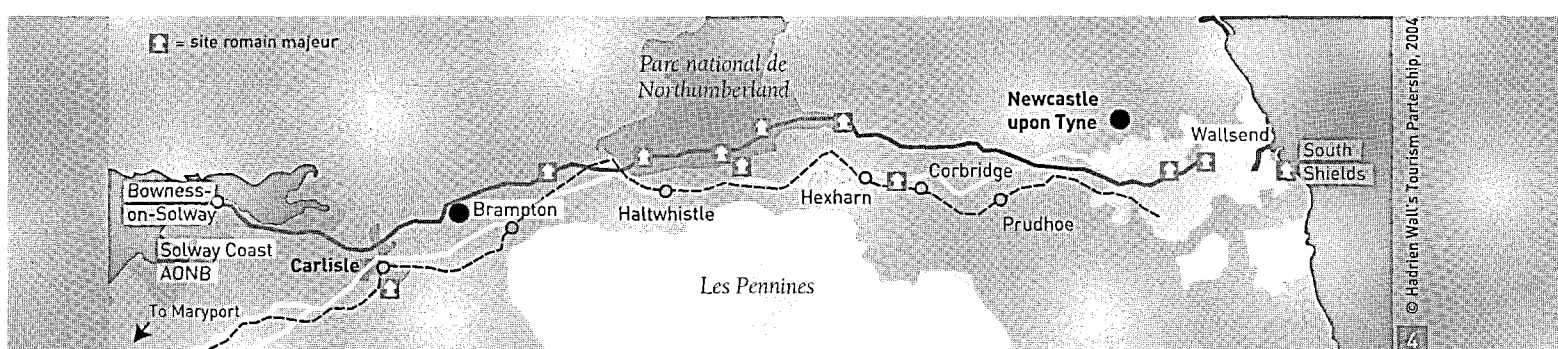
Le musée moderne a de multiples fonctions. Il doit notamment effectuer des recherches pour constituer ses collections, en assurer la conservation et, par ailleurs, en faciliter l'accès. Les deux premières fonctions – recherche et conservation – sont fondamentales pour tous les musées. Plusieurs d'entre eux, comme celui de Vindolanda, sont encore maintenant activement engagés dans des fouilles et des chantiers.

Le musée de Segedunum (Wallsend) a ouvert en 2000 dans le cadre d'un projet de plusieurs millions de livres financé, notamment, par l'Union européenne et le Heritage Lottery Fund, en vue de reprendre les fouilles autour du fort marquant l'extrémité orientale du mur d'Hadrien et d'en exposer les vestiges, de manière à en faire un lieu touristique. Étant donné que le musée

se situe en milieu urbain, à proximité d'un chantier naval, il a été possible de construire un bâtiment de facture moderne et hardie, dominé par une tour d'où l'on peut jouir d'une vue panoramique sur l'ensemble du site. À Arbeia, la base d'approvisionnement utilisée pour les fouilles dépend du service muséographique.

et l'armée romaine, ainsi que sur le mur lui-même et les sites des partenaires participant au projet.

Ce ne sont là que quelques exemples d'initiatives prises par les musées. Parmi les finalistes sélectionnés pour l'attribution du Prix Gulbenkian au



#### 4. Sites majeurs le long du mur d'Hadrien.

D'autres musées sont moins impliqués dans des activités de terrain, mais tous prennent à cœur leur tâche consistant à améliorer la facilité d'accès à leurs collections, tant sur le plan matériel que virtuel. La plupart d'entre eux ont récemment été réaménagés ou ont des plans ambitieux en ce sens dans un proche avenir. Ils ont également mis au point des programmes éducatifs à l'intention des groupes scolaires, car leur fonction pédagogique est primordiale. Tous les sites et musées implantés le long du mur ont participé à l'élaboration du *Hadrian Wall Education Directory*, qui recense les services et installations disponibles dans chacun des sites et fournit également des renseignements divers, par exemple sur la gestion des collections pour la recherche. Un groupe restreint de musées et de sites se sont associés pour former le Wallnet<sup>3</sup>. Ce site Web diffuse des informations destinées aux établissements scolaires sur des sujets tels que l'Empire romain

Musée de l'année 2004 (décerné au British Museum pour le projet le plus novateur et inventif), figuraient deux des musées du mur d'Hadrien. Segedunum avait été proposé en raison d'un projet d'art dans les espaces publics remplaçant le site dans son environnement urbain grâce à l'installation de structures et de panneaux signalétiques en ville. Le Museum of Antiquities de Newcastle University avait été choisi pour son projet Reticulum, lancé en l'an 2000 afin de créer un site Web et un programme pédagogique permettant aux plus jeunes de s'initier au monde du travail et d'avoir accès en ligne aux collections du musée. Le site se caractérise par les œuvres artistiques réalisées par les enfants.

Les musées ont une fonction essentielle dans la valorisation du mur d'Hadrien en tant que site inscrit au patrimoine mondial de l'humanité<sup>4</sup>. Ils conservent les objets trouvés par des générations d'archéologues le long du mur et sur les sites qui y

## QUEL SITE?

sont associés. Ils s'acquittent également d'une mission primordiale, qui est de diffuser l'information et de sensibiliser l'opinion publique à l'importance de ce site. Les exemples susmentionnés illustrent bien les efforts d'imagination déployés pour sortir des murs du musée et faire comprendre au grand public toute la valeur des collections exposées. Malgré leur diversité de nature et de gestion, ces musées sont parvenus à coopérer entre eux et à conjuguer leurs efforts. La création de ces différents musées le long du mur a été décisive pour nous faire connaître son lointain passé. Ils poursuivront inlassablement leur tâche, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, et continueront d'être à l'avant-garde des progrès réalisés dans l'accès au mur d'Hadrien, en recherchant des moyens novateurs pour encourager aussi bien la connaissance intellectuelle que l'accès direct.

## | NOTES

1. Voir le site Web très complet [www.hadrians-wall.org](http://www.hadrians-wall.org) et la récente publication du Getty Conservation Institute [www.getty.edu/conservation/publications/pdf\\_publications/hadrians-wall.pdf](http://www.getty.edu/conservation/publications/pdf_publications/hadrians-wall.pdf)

2. *Hadrian's Wall World Heritage Site Management Plan July 1996*, English Heritage, London, 1996 et *Hadrian's Wall World Heritage Site Management Plan 2002-2007*, English Heritage, Hexham, 2002. On peut obtenir des exemplaires du plan de gestion auprès de la Hadrian's Wall Coordination Unit, Abbeygate House, Market Street, Hexham, Northumberland, NE46 3LX, England, ou en les téléchargeant sur le site [www.hadrians-wall.org](http://www.hadrians-wall.org)

3. Voir <http://museums.ncl.ac.uk/WALLNET/Index.htm>

4. Tous les sites Web des musées associés du mur d'Hadrien sont accessibles sur [www.hadrians-wall.org](http://www.hadrians-wall.org)

# | Musée de l'immigration d'Ellis Island

*Par Diana Pardue*

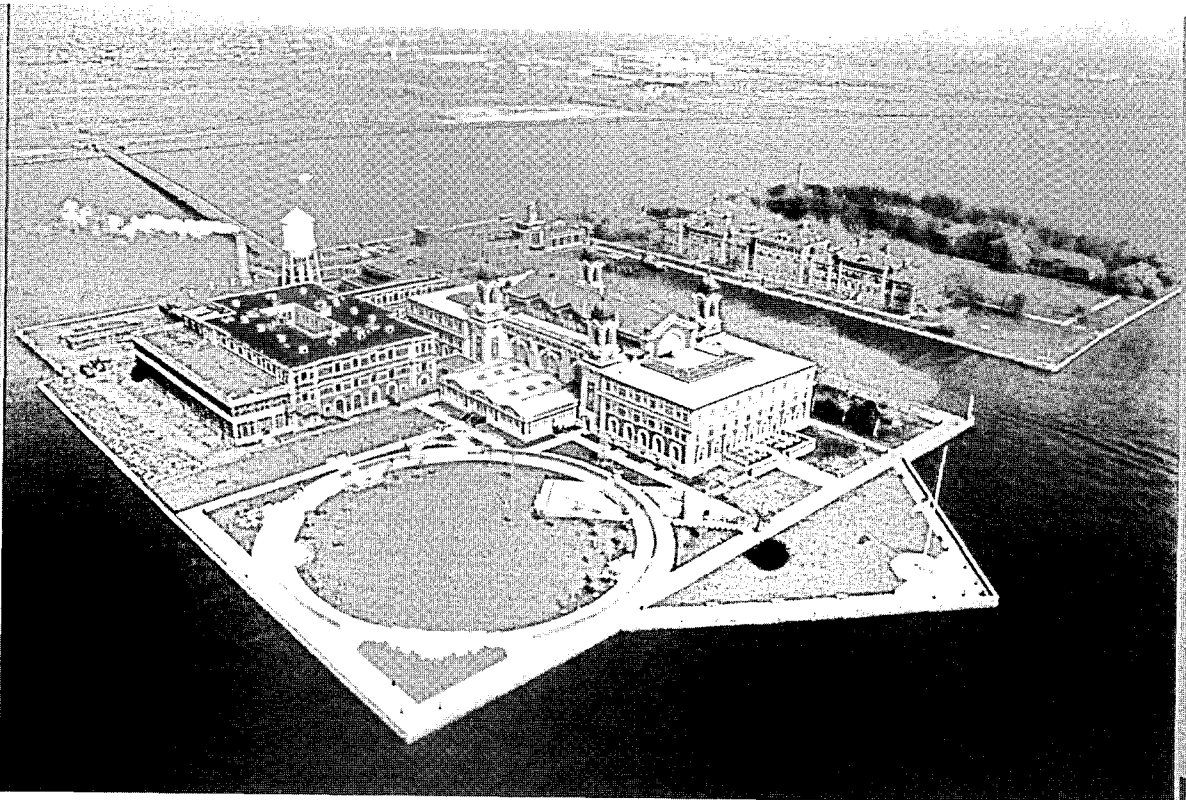
*Diana Pardue dirige la Division des services du musée, qui comprend la statue de la Liberté et Ellis Island, dans le cadre du Service des parcs nationaux. Au cours des années 1980, elle a participé activement aux projets de restauration de la statue et de l'île, qui ont abouti à la création du Musée de l'immigration. Elle est actuellement chargée de superviser le programme du Musée et de gérer les ressources culturelles consacrées aux structures historiques, à l'archéologie, à l'histoire et à l'ethnographie de ces deux sites. Membre de l'ICOM, Diana Pardue préside également le Comité international pour l'architecture et les techniques muséographiques (ICAMT).*

## Service des parcs nationaux

Créé en 1917, le Service des parcs nationaux avait pour mission de veiller sur 15 parcs et 21 monuments nationaux, que le gouvernement des États-Unis d'Amérique avait choisi de protéger et de faire apprécier du grand public en raison de leur intérêt majeur pour la nation. Par un décret paru en 1933, d'autres monuments et parcs nationaux placés sous la tutelle du Ministère de la défense (notamment la statue de la Liberté et de nombreux champs de bataille) ont été transférés au Service des parcs nationaux. En 1935, le Congrès a adopté la loi régissant les sites historiques, aux termes de laquelle le Service était tenu de restaurer, reconstruire, remettre en état, conserver et entretenir les sites historiques et préhistoriques, ainsi que les édifices, biens et objets ayant une importance historique et archéologique pour le pays. Il devait en outre créer des musées à cet effet et en assurer l'entretien. À l'époque, les musées d'histoire étaient à bien des égards très en retard par rapport aux musées d'art ou d'histoire naturelle. Le fait de confier la responsabilité des sites



## QUEL SITE?



© Ellis Island Immigration Museum, National Park Service

5. Vue aérienne d'Ellis Island, 1995.

historiques au Service des parcs nationaux a largement contribué à valoriser les musées d'histoire, d'autant plus que la plupart des musées construits dans les parcs nationaux ont été catalogués comme musées de site.

Le Service des parcs nationaux célèbre cette année le centenaire de l'implantation de musées de site dans les parcs nationaux. Ces musées permettent au visiteur d'approfondir ses connaissances et de mieux comprendre les personnages et les événements qui appartiennent au patrimoine commun des États-Unis. Les collections qui y sont exposées ont un caractère exceptionnel en ce sens qu'elles se trouvent dans leur environnement naturel – à savoir les parcs nationaux, là même où se sont véritablement déroulés

d'importants événements historiques et culturels. Cette étroite relation avec un endroit donné est unique, car la plupart des musées contiennent des objets très éloignés de leur lieu d'origine. La transformation d'Ellis Island en Musée de l'immigration illustre bien ce lien direct avec un site particulier, qui caractérise les musées relevant du Service des parcs nationaux.

### Ellis Island – son histoire

Ellis Island, petite île qui s'étend sur une dizaine d'hectares à l'ombre de la statue de la Liberté, est située au large de la côte du New Jersey, à l'entrée de la baie de New York. Elle a connu, entre 1892 et 1954, une période de turbulence au cours de laquelle

quelque 12 millions d'immigrants ont débarqué sur son rivage pour demander asile aux États-Unis. Si, pour nombre d'entre eux, l'île a été synonyme d'espoir et de liberté, des larmes amères y ont également été versées par les 2 % de candidats à l'immigration qui, faute de satisfaire aux lois et règlements du pays, se sont heurtés au refus des autorités. On a dénombré jusqu'à 5 000 demandeurs d'asile par jour au plus fort de l'immigration, le record absolu de 11 747 personnes ayant été atteint en une seule journée. Environ trois quarts des immigrants admis aux États-Unis pendant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle ont transité par Ellis Island, ce qui fait de l'île la principale plaque tournante de l'immigration dans ce pays

L'histoire d'Ellis Island reflète les différentes stratégies suivies en matière d'immigration. Après avoir culminé en 1907, celle-ci s'est considérablement ralentie pendant la première guerre mondiale pour reprendre ensuite avec plus d'intensité. Toutefois l'adoption, vers le milieu des années 1920, d'une législation restrictive concernant les immigrés a radicalement changé la situation. Cette législation, qui limitait les effectifs annuels et fixait des quotas pour chaque pays, prévoyait également un contrôle par les autorités consulaires américaines dans le pays d'origine de l'immigrant. A partir de ce moment-là, seuls les immigrants en situation irrégulière ou nécessitant des soins à l'hôpital public ont été envoyés sur Ellis Island. Les bâtiments ont servi le plus souvent à regrouper et renvoyer chez eux les étrangers entrés illégalement aux États-Unis ou les immigrants ayant enfreint les règles régissant leur admission. Ils ont également été utilisés pour la détention d'étrangers pendant la seconde guerre mondiale. C'est ainsi qu'au fil des ans, l'histoire de l'île a d'abord été le reflet de la politique libérale des États-Unis en matière d'immigration pour devenir ensuite emblématique des

nouvelles mesures restrictives qui ont progressivement endigué les flux migratoires vers les États-Unis.

C'est en 1924 que la statue de la Liberté a été officiellement désignée monument national et, en 1933, sa gestion a été confiée au Service des parcs nationaux. En 1965, par décision présidentielle, Ellis Island a elle aussi été reconnue comme lieu historique, afin de préserver les bâtiments d'origine ayant accueilli les bureaux d'immigration et l'hôpital et créer un Musée de l'immigration.

### **Musée de l'immigration - sa conception**

En décembre 1980, le Service des parcs nationaux a élaboré un plan dans lequel étaient proposées différentes options pour l'aménagement et la remise en état des bâtiments désaffectés d'Ellis Island. Le budget fédéral risquant d'être insuffisant, on était parvenu à la conclusion que seule une partie des structures historiques de l'île pourrait être sauvegardée. Cependant, l'enthousiasme suscité dans l'opinion publique par les premières propositions a permis d'envisager un éventuel financement privé.

Une commission composée de responsables de grandes sociétés a été chargée de superviser la campagne lancée par le président Reagan et le ministre de l'intérieur en vue de collecter des fonds pour la rénovation et l'aménagement des bâtiments situés sur l'île. Grâce à cette campagne de financement, on a pu réviser le plan initial et élaborer un projet beaucoup plus ambitieux financé à la fois par les ressources fédérales et par des groupes privés.

Il a été décidé d'installer le nouveau musée dans le bâtiment principal, là où des millions d'immigrants avaient accompli les formalités nécessaires

## QUEL SITE?

pour devenir citoyens américains. L'idée maîtresse était de transformer le bâtiment en un grand musée, tout en préservant son caractère historique, et de redonner à certains endroits, étroitement liés aux vicissitudes subies par les immigrants, l'aspect qu'ils avaient à l'époque. D'autres espaces devaient être modernisés et reconvertis, par exemple en théâtre. Même s'il n'était pas totalement interdit de modifier les structures ou de supprimer des vestiges historiques, il fallait fournir une justification motivant les travaux – destination de l'espace ainsi aménagé, raisons sanitaires, impératif de sécurité, etc. D'une façon générale, toute intervention ou toute modification des constructions initiales était évaluée au cas par cas.

Un document d'orientation a été rédigé pour définir les grands thèmes autour desquels s'articulerait le musée et servir de guide à sa construction. L'objectif premier était de replacer l'histoire d'Ellis Island dans le contexte plus vaste de l'immigration. Toute une série de moyens devait être déployée à cet effet – notamment expositions, programmes audiovisuels, services pédagogiques et publications – de manière à obtenir un juste équilibre entre créativité et innovation, tout en préservant le caractère historique de cet espace particulier. En dernier ressort, le but recherché était de faire d'Ellis Island à la fois un endroit attrayant et un lieu chargé d'histoire et de souvenirs.

### Construction et fonctionnement du musée

Le bâtiment principal a été transformé en Musée de l'immigration, conçu comme un grand musée de site visant à préserver le caractère historique de l'édifice et à sensibiliser le visiteur à l'importance du drame humain qui s'est déroulé entre ses murs. Ellis Island symbolise non seulement l'histoire de l'immigration, mais la diversité ethnique et culturelle

d'une nation fondée sur le respect de principes partagés, dont le dénominateur commun est la liberté.

Trois grands thèmes constituent le fil directeur du Musée :

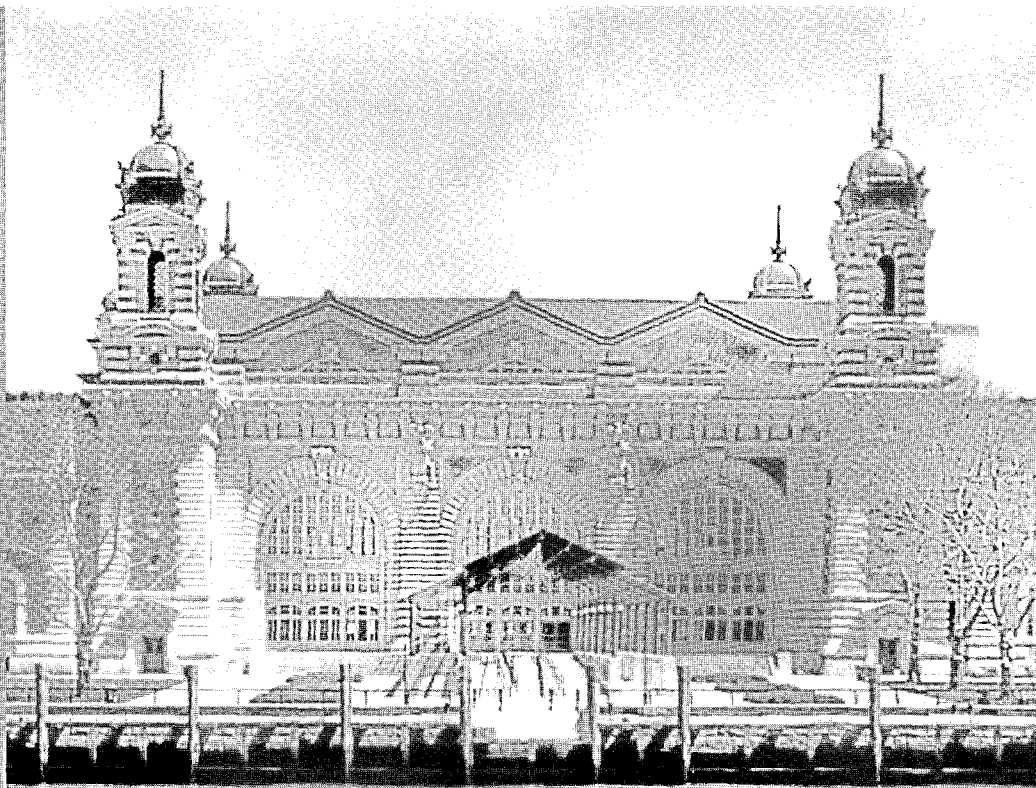
1. Ellis Island, porte d'accès à l'Amérique : le parcours des immigrants débarqués à Ellis Island est illustré par des expositions, des récits, des reconstitutions historiques, des programmes audiovisuels et des services personnalisés.
2. Les années record de l'immigration : l'histoire de l'immigration aux États-Unis est relatée dans son ensemble, en tant que phénomène à la fois historique et contemporain, dans une perspective locale et mondiale. Les différentes forces qui ont poussé les immigrants vers les États-Unis sont analysées, là encore, dans le cadre d'expositions, de narrations, de programmes audiovisuels et de services personnalisés.
3. Le peuplement de l'Amérique : le paradoxe de l'identité nationale s'explique par un mélange d'éléments de rétention ethnique et de métissage interculturel. Cette persistance de l'ethnicité aux côtés d'aspects culturels communs est mise en évidence, de même que la transition opérée par le pays qui, après avoir manqué de main d'œuvre à ses débuts – ce qui s'est traduit par la migration forcée d'esclaves et de serviteurs liés par contrat – est ensuite parvenu à un équilibre économique qui lui a permis d'adopter des mesures plus restrictives en matière d'immigration au XX<sup>e</sup> siècle.

Contrairement à la démarche privilégiée par le Musée américain de l'immigration autrefois

situé au pied de la statue de la Liberté, qui adhère totalement à la théorie du *melting pot*, le Musée d'Ellis Island s'inscrit dans une perspective plus vaste. Les expositions sont organisées autour d'un thème donné en s'inspirant de concepts universels illustrés par des exemples de groupes ethniques ou culturels spécifiques. On indique les raisons qui ont incité les immigrants à quitter leur pays : famine, instabilité politique, préjugés, industrialisation – autant de facteurs qui ont contribué dans une certaine mesure à l'émigration. Ces différents thèmes, illustrés par le biais de posters, de récits et de cassettes vidéo, puisent dans l'expérience des divers groupes ethniques, ce qui permet de mieux comprendre la coexistence d'une tradition commune avec la

spécificité propre à ces groupes. On peut notamment observer un globe terrestre à fibres optiques sur lequel apparaissent les schémas mondiaux de migration à travers les siècles. Les lumières clignotantes indiquent l'ampleur et l'orientation des principaux flux migratoires du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, en particulier les grandes tendances intra et intercontinentales.

Lors de la construction du Musée, le Service des parcs nationaux a veillé à ce que toutes les dispositions nécessaires soient prises, aussi bien sur le plan architectural que dans la présentation des programmes, pour rendre le Musée totalement accessible. Une équipe spéciale a été chargée



© Ellis Island Immigration Museum, National Park Service

6. Le Musée de l'immigration d'Ellis Island : entrée principale.

## QUEL SITE ?

d'établir un rapport contenant des recommandations détaillées en ce sens et de formuler des avis pendant toute la durée des travaux. L'objectif était de faire en sorte que les visiteurs porteurs d'un handicap moteur, sensoriel ou mental puissent tirer profit des enseignements du musée au même titre que les autres. Les panneaux indicateurs, les objets exposés et les bureaux d'information ont donc été conçus de manière à pouvoir être utilisés indifféremment par le personnel et les visiteurs, qu'ils soient valides ou invalides. Tous les programmes vidéo ont été sous-titrés et le texte des programmes audiovisuels a été mis à la disposition des malentendants. En outre, on trouve à côté du bureau d'information des objets dont le visiteur peut prendre connaissance par le toucher, notamment un modèle réduit des bâtiments situés sur Ellis Island, ainsi qu'un plan des différents niveaux conçu pour les malvoyants.

### Le Musée de nos jours

Le Musée invite les visiteurs à replacer leur propre histoire familiale dans le contexte plus vaste des millions d'immigrés qui sont devenus citoyens américains après avoir débarqué à Ellis Island. Le personnel encourage tous ceux qui connaissent, parmi leurs proches, quelqu'un ayant transité à Ellis Island ou y ayant travaillé, à participer au projet visant à retracer oralement l'histoire de l'île. Après avoir répondu à un questionnaire distribué au bureau d'accueil ou à la bibliothèque, ils sont interviewés sur place dans le studio d'enregistrement du Musée. Le centre consacré à la mémoire familiale de l'immigration met à disposition des ordinateurs grâce auxquels le visiteur peut retracer l'histoire de l'arrivée de sa famille en Amérique en consultant la liste des passagers débarqués dans le port de New York. Une autre invitation à trouver sa place dans ce musée de site est l'inscription de son patronyme sur le « Mur d'honneur » prévu à cet effet.

La collection de « trésors familiaux » rassemble les objets conservés précieusement par les immigrants pour leur rappeler leur pays d'origine – photos de famille, documents personnels, coffres anciens s'accompagnant de récits enregistrés. Les visiteurs sont généralement heureux de retrouver ces objets familiers qu'ils avaient l'habitude de voir chez eux. La section consacrée aux « années d'immigration massive » est davantage axée sur la vie des gens ordinaires que sur les célébrités et met en évidence l'impact de l'émigration sur les familles, le travail et la vie de la communauté. Dans la section intitulée « La porte se referme », les forces qui ont abouti à une restriction de l'immigration sont illustrées au moyen de caricatures, d'affiches et de manifestes contre l'immigration, à travers lesquels s'expriment les politiques d'exclusion prônées par les syndicats et le racisme américain. Enfin, l'exposition ayant pour thème le « Peuplement de l'Amérique » situe le phénomène de l'immigration aux États-Unis dans le contexte plus vaste des mouvements migratoires dans le monde au cours des quatre derniers siècles. Elle comprend des tableaux et des graphiques en trois dimensions indiquant la proportion croissante de femmes par rapport aux hommes parmi les immigrants, la répartition des immigrants en fonction de leur provenance (l'Europe, les Amériques, l'Asie et l'Afrique), le nombre d'arrivées et de départs au cours d'une année donnée ou encore les régions où se regroupent, à l'heure actuelle, les différentes ethnies.

Dans le cadre de ses expositions et de ses programmes, le musée met clairement en évidence les différences qui distinguent les groupes d'immigrants et les raisons qui ont motivé leur décision. Il fait comprendre que, loin d'être des victimes passives ballottées par leur destin, les immigrants avaient fait ce choix de façon délibérée. L'immigration aux États-Unis est présentée comme faisant partie



d'un vaste mouvement de population à l'échelle mondiale, s'inscrivant dans la démarche à long terme qui a abouti au peuplement du continent nord-américain. Son optique privilégie la masse des immigrants plutôt que tel ou tel personnage connu et elle met en balance les pressions exercées par le processus d'américanisation et la persistance de cultures ethniques. Le musée encourage de la sorte les visiteurs à se considérer eux-mêmes comme faisant partie intégrante de ce site historique.

Le Musée a pour mission permanente de démontrer qu'au-delà de l'histoire propre à Ellis Island, il existe une interaction dynamique de la culture américaine avec les différentes cultures des immigrants, de sorte que le déroulement de l'histoire des États-Unis et les frontières de la culture nationale s'en trouvent non seulement amplifiés, mais que leur essence même est modifiée par l'apport continu de populations étrangères au sein de la nation. Il est nécessaire d'approfondir l'étude des aspects culturels et des mythes qui ont forgé l'image des immigrants dans la culture populaire, ainsi que d'analyser la façon dont les immigrants interprètent leur propre histoire.

Le Service des parcs nationaux poursuit ses efforts en vue de préserver l'ensemble de l'île grâce à la rénovation et à la remise en état de l'hôpital et des bureaux d'immigration qui s'y trouvent. Les pouvoirs publics continuent d'étudier l'usage auquel ces bâtiments pourraient être destinés avec l'aide de fondations privées et en partenariat avec des instituts de conservation et des associations pédagogiques. Enfin, le Musée collabore avec d'autres musées de l'immigration et sites historiques en Amérique du Nord, en Europe et en divers endroits, pour retracer l'histoire de l'immigration dans le monde.

# | Maintien des zones humides : la conservation intégrée du patrimoine culturel et naturel<sup>1</sup>

*Par Sidney C. H. Cheung*

*Sidney C. H. Cheung, a suivi un cursus d'anthropologie au Japon et est actuellement Maître de conférences associé dans le Département d'anthropologie à l'Université chinoise de Hong Kong. Il a mené des recherches de terrain au Japon, à Hong Kong et dans le sud de la Chine et est l'auteur de nombreux articles basés sur ses recherches en anthropologie visuelle, en anthropologie du tourisme, sur le patrimoine culturel, sur la nourriture et sur l'identité.*

Un prospectus récent délivré par le gouvernement intitulé *Hong Kong 2030 : conception et stratégie*<sup>2</sup> contient un chapitre consacré au développement du tourisme au cours des trois prochaines décennies. Il débute ainsi : « Le tourisme est un secteur économique important et une grande source d'emplois. Avec l'augmentation constante de la demande en matière de voyages internationaux, interrégionaux et nationaux et les mesures actuelles visant à attirer les touristes internationaux et à faciliter l'accès de Hong Kong aux touristes du continent, on estime l'arrivée des visiteurs sur le territoire à près de 37 millions en 2011, 47 millions en 2016 et quelque 70 millions en 2030, dont deux tiers pourraient venir du continent. De par les facteurs incertains associés à ces chiffres, cette augmentation prévisionnelle devra être suivie et vérifiée régulièrement. »

Nous savons donc que le tourisme jouera un rôle prépondérant dans l'essor futur de Hong Kong. Cependant, le gouvernement s'est intéressé à un type de tourisme qui s'éloigne des courses, de la nourriture et du divertissement : « Avec la popularité

*grandissante de l'écotourisme et du tourisme culturel, nous avons l'opportunité d'exploiter les richesses du patrimoine culturel et naturel de Hong Kong afin d'enrichir l'expérience des visiteurs. [...] Le développement durable de l'écotourisme et du tourisme culturel requiert une certaine sensibilité à l'environnement et aux objets culturels et une coopération étroite avec le gouvernement, le secteur privé, les organismes de conservation et la communauté. »*

La participation des différentes parties devrait se faire dans l'ordre suivant : premièrement, les collectivités territoriales ; deuxièmement, les organismes de conservation nationaux et internationaux, ainsi que les ONG ; troisièmement, le gouvernement de Hong Kong SAR (*Special Administration Region*) et, enfin, le secteur privé, essentiellement les promoteurs et les constructeurs fonciers. Nous voulons nous assurer que la population locale reconnaisse et approuve les impacts du développement.

En prévision de l'émergence du tourisme culturel, il est capital de comprendre l'importance des édifices historiques dans le cadre du patrimoine architectural<sup>3</sup>. Qui plus est, la même approche appliquée aux biens du patrimoine peut se révéler utile à la sauvegarde de celui-ci dans sa globalité. Je voudrais vous faire part ici des résultats préliminaires de mon récent projet de recherche sur les relations sociales entre les étangs piscicoles et les marécages protégés au nord-ouest des Nouveaux Territoires. Ceux-ci soulèvent une question quant au développement durable, à savoir : comment équilibrer l'économie locale et le tourisme du patrimoine naturel ?

Le seul site de zone humide protégé classé mondialement de Hong Kong, Mai Po, au nord-ouest des Nouveaux Territoires (situés au nord

de Hong Kong), ainsi que les étangs piscicoles environnants, font face à une menace sans pareille. Celle-ci est due au développement des infrastructures, au vieillissement de la population locale, à la pollution et à la concurrence des marchés du poisson du reste de la Chine. La conséquence peut en être le déclin de l'industrie piscicole traditionnelle, ce qui risque de provoquer à terme la disparition de l'une des activités ancestrales de Hong Kong. Et, ce qui est plus grave encore, nous ne sommes pas uniquement en train de voir disparaître l'élevage industriel de poissons d'eau douce ou saumâtre, image du développement social et économique d'après-guerre de la société contemporaine de Hong Kong, mais également de perdre nos efforts pour préserver le patrimoine naturel de la conservation des marécages et l'aire d'approvisionnement de nombreux oiseaux migrateurs allant du nord au sud chaque année. Nous pouvons formuler l'hypothèse que, dans dix ans, il y aura moins de la moitié des étangs piscicoles en activité et qu'une partie de la terre passera aux mains des constructeurs de résidences et d'infrastructures. Même si une grande partie des marécages sera probablement cédée aux environmentalistes (en échange de projets résidentiels par des promoteurs tels que Cheung Kong, New World, Henderson, etc.), il n'existe aucun projet dans le domaine de la conservation du patrimoine naturel ou du développement durable pour cette zone humide. Je voudrais donc me pencher sur le sens que peut prendre la conservation des zones humides et sur le développement socio-économique des étangs piscicoles dans la baie de Inner Deep. J'envisage également d'étendre mes recherches aux relations que la communauté entretient avec le gouvernement, les promoteurs et les écologistes dans le contexte culturel et politique, et identifier si possible leurs difficultés et leurs défis quant à l'avenir de la conservation des zones humides dans cette région.

## QUEL SITE?

### Tourisme écologique à Hong Kong

Mon hypothèse de travail est que l'intérêt pour le tourisme écologique continuera de s'accroître, en particulier après le statut de région d'administration spéciale (SRAS) et l'envoi du traité de Visite individuelle du continent en 2003. Au cours des dix dernières années, de nombreux projets de tourisme écologique ont gagné les faveurs de la population locale. L'une des activités les plus médiatisées s'est tenue à la mi-novembre 1999. Organisée par le Ministère de l'agriculture, des pêches et de la conservation (AFCD), elle figurait sur la liste des festivités du millénaire à Hong Kong. L'AFCD est un ministère créé dans les années 1960 pour aider l'agriculture et la pêche à passer des méthodes de production traditionnelles à l'industrie légère mécanisée. Aujourd'hui, en plus de l'agriculture et de la pisciculture, l'AFCD est chargé de gérer tous les parcs nationaux de Hong Kong, couvrant 40 % de son territoire. Il s'occupe de l'entretien des chemins de randonnée, des services d'information aux touristes et des outils pédagogiques.

De nombreuses activités d'envergure ont eu lieu, dont le « Festival de la Randonnée 2000 » de novembre 1999 à janvier 2000, comprenant des randonnées et des visites guidées écologiques. La randonnée faisait partie du programme nommé « Les Marches du millénaire », comprenant dix pistes de randonnées sélectionnées dans les parcs nationaux et se déroulant pendant dix semaines d'affilée. Il commença en novembre et continua jusqu'au nouveau millénaire afin d'encourager les citoyens à utiliser judicieusement les ressources de la campagne et de promouvoir cette saine, agréable, mais exigeante activité de plein air, dans le respect de l'environnement. Bien que les participants ciblés pour cette activité soient essentiellement les résidents locaux, le Conseil touristique de Hong Kong

(Hong Kong Tourist Board, autrefois appelé Association pour le tourisme de Hong Kong) profita de cette occasion pour introduire un nouveau pôle d'attraction : les beaux paysages et l'environnement naturel. A la mi-octobre, il y eut un voyage organisé pour un moniteur japonais à destination des « Marches du millénaire ». Prenant conscience de l'ampleur de la demande des touristes japonais en matière de paysages pittoresques de par le monde, le HKTB réalisa, en collaboration avec l'AFCD, des vidéos, des prospectus et des ouvrages de promotion sur les paysages naturels en japonais. Ils firent également la promotion des beautés naturelles dans d'autres pays, tels que l'Australie et la Grande-Bretagne. Quatre groupes organisés australiens participèrent aux randonnées de 1999.

En plus du Festival de la Randonnée 2000, le gouvernement a mis en avant une série de lieux propices à l'essor du tourisme écologique. En 1999, lors d'une déclaration de politique générale<sup>4</sup>, le gouvernement fit part de son intention de mettre à profit les beaux paysages naturels de l'île de Lantau et le sud-est des Nouveaux territoires (essentiellement le district de Sai Kung) comme pôles d'activités et de loisirs compatibles avec le principe de sauvegarde de la nature. Il proposa l'ouverture d'un nouveau parc marin avec un centre d'écotourisme durable dans les îles Soko, au sud de l'île de Lantau, dans lequel l'habitat marin serait préservé et les activités de loisirs limitées. Qui plus est, le district de Sai Kung a été désigné autre parc de loisirs, mettant à profit les Sai Kung Country Parks déjà existants et leurs infrastructures de plein air. Un nouveau centre de loisirs aquatique dans le réservoir de l'île de High a également été envisagé. Le gouvernement de Hong Kong a donc l'intention de participer à la tendance universelle du tourisme écologique. Et pourtant, Hong Kong n'a pas la capacité de développer cette forme de tourisme à proprement

parler : le seul site ayant du potentiel est probablement le circuit du marécage de Mai Po, géré jusqu'à présent par différents groupes travaillant de concert.

### **De la faune et la flore des marais de Mai Po à la Réserve des zones humides de Hong Kong**

Les marais de Mai Po sont une zone humide de renom international<sup>5</sup>, connue depuis des décennies en tant qu'aire de repos des oiseaux migrateurs se rendant de Sibérie en Australie. Le caractère écologique de Mai Po attire l'attention depuis sa mention en 1976 comme Site d'intérêt scientifique spécial (SSSI). Les étangs piscicoles environnants de la baie de Inner Deep lui servent de zone tampon, stockant l'eau en vue de réduire les inondations saisonnières et abritant des espèces similaires à celles du système écologique des marécages de Mai Po. Ils s'étendent sur 64 hectares, complexes intérieurs et extérieurs compris, qui pourront ouvrir entièrement leurs portes au public en 2005.

De nos jours, les marécages de Mai Po sont un site important pour l'environnement, visité par plus de 68 000 oiseaux aquatiques migrateurs en hiver, dont douze espèces menacées dans le monde. C'est aussi un lieu de repos et de ravitaillement très fréquenté par les oiseaux migrateurs au printemps et à l'automne. En 1984, le Fond mondial pour la nature de Hong Kong prit en main la gestion du territoire de la réserve, qui avait été loué à raison de courts baux par le gouvernement<sup>6</sup>, et mit sur pied le Centre éducatif de la réserve naturelle de la faune et de la flore des marécages de Mai Po. En 1995, les 1 500 hectares des zones humides de Mai Po, comprenant la région avoisinante de la baie de Inner Deep, furent désignés Zone humide d'importance internationale sous l'égide de la Convention de Ramsar<sup>7</sup>. Il s'agit du septième site Ramsar en Chine,

possédant en ordre d'importance la sixième forêt de mangrove restante sur le littoral chinois et l'une des plus grandes roselières de la province de Guangdong.

### **Les marais de Mai Po, une partie du parc des marécages de Hong Kong**

Mai Po, même s'il est connu surtout pour ses oiseaux, est véritablement un marécage d'importance internationale abritant un large éventail d'habitats, de flore et de faune. C'est l'endroit idéal pour transmettre notre message écologique au public. Chaque année, plus de 40 000 écoliers et membres du public visitent les marécages. Étant donné que Mai Po est une réserve naturelle sous l'égide du Fond mondial pour la nature de Hong Kong, seuls peuvent y pénétrer ceux qui ont réservé une visite guidée ou les individus en possession d'un laissez-passer. (Des visites guidées payantes sont à la disposition du public le week-end et les jours fériés.) Ces visites guidées sont très demandées et sont souvent réservées plusieurs mois à l'avance. Pour améliorer la qualité de la pédagogie et la sensibilisation du public à la faune, à la flore et à l'environnement, un certain nombre d'interprètes à mi-temps a été formé et embauché pour les visites guidées. Ce sont généralement des étudiants de licence ou des ex-étudiants de l'Université de Hong Kong. Qui plus est, des rencontres sont organisées deux fois par mois les fins de semaine avec des groupes de volontaires du Fond mondial pour la nature de Hong Kong pour travailler avec le personnel sur le terrain à des projets précis.

Sont impliqués plusieurs partenaires gérant la zone. Le Fond mondial pour la nature de Hong Kong la chapeaute en sa qualité d'organisation non gouvernementale se consacrant à la préservation et à l'éducation écologique à Hong Kong. Il gère la zone en



## QUEL SITE?

étroite collaboration avec le Ministère de l'agriculture, des pêches et de la conservation. Il est responsable de la conservation du site dans son ensemble et du respect du règlement, ce qui inclut la délivrance et la vérification des laissez-passer. Il apporte également son aide en ce qui concerne la recherche et la pédagogie aux élevages traditionnels de crevettes et aux étangs piscicoles préservés dans la région. Dans le prospectus sur son projet d'aménagement, l'un de ses objectifs est de façon significative « d'exploiter pleinement le potentiel du site Ramsar en ce qui concerne la pédagogie et de sensibiliser l'opinion publique à l'intérêt des zones humides ». Dans le cadre de la promotion et de l'accès de la communauté à tous les aspects de la gestion pour améliorer son efficacité, les habitants participent également aux affaires de leur région.

Afin de contrôler l'afflux des touristes se rendant dans les marécages de Mai Po, le Parc de la zone humide de Hong Kong a été conçu de manière à répondre aux exigences du tourisme écologique. *« Situé au nord de Tin Shui Wai, le site du Parc de la zone humide de Hong Kong était destiné à l'origine à être une "zone d'atténuation écologique" (Ecological Mitigation Area, EMA) pour compenser la perte des zones humides dues à la création de la ville nouvelle de Tin Shui Wai. En 1998, le Ministère de l'agriculture, des pêches et de la conservation et l'Office du tourisme ont entrepris une étude de faisabilité du Parc international des zones humides et du centre de visiteurs en vue de promouvoir l'EMA au rang d'attraction écotouristique. Le Parc de Hong Kong illustre la diversité de l'écosystème des zones humides de Hong Kong et est la preuve qu'il est nécessaire de la conserver. Il offre un lieu destiné aux activités récréatives et pédagogiques à thème sur les fonctions et les valeurs des zones humides, à disposition des touristes nationaux et internationaux. Le Parc s'étend sur 64 hectares et sa construction est échelonnée en deux phases. Le complexe*

*de la première phase a ouvert ses portes en décembre 2000 et le reste du projet doit être achevé en 2005<sup>8</sup>. »*

L'attrait du tourisme des zones humides a crû au cours des dernières années en proportions égales chez les visiteurs nationaux et internationaux. Afin de préserver les zones humides de la Réserve de Mai Po, nous devrions informer le nombre croissant de visiteurs de l'importance de la sauvegarde de l'environnement en divulguant les principes de sa conservation par des activités en plein air. Pour atteindre cet objectif, je crois que le Parc de la zone humide de Hong Kong devrait exposer des objets, des photos illustrant la façon de conserver les zones humides, des maquettes interactives décrivant le système écologique et avoir un espace de projection passant des films sur la région. Il est important de mettre un lieu de ce type à la disposition des visiteurs pour qu'ils soient plus nombreux à partager leurs connaissances dans la joie, tout en apprenant l'histoire et l'importance de la conservation des zones humides. La conscience écologique des visiteurs en sortira accrue et les dégâts provoqués par l'ignorance et la négligence des touristes en seront réduits. Je suis persuadé que le Parc peut contribuer à résoudre le problème, mais qu'il s'agit également de prendre en compte les changements sociaux et économiques attestés survenus au sein de la population.

### **L'importance des étangs piscicoles à Hong Kong par rapport à la conservation des zones humides**

Nous savons que le développement d'un village de pêcheurs reflète les changements sociaux importants intervenus à Hong Kong, mais nous ne sommes pas en possession d'études approfondies sur la complexité de l'industrie des poissons d'eau douce, située principalement à la frontière entre Hong Kong et



7. Vue extérieure du Gei Wai Museum.

Shenzen<sup>9</sup>. J'ai donc considéré le village de pêcheurs de la baie de Inner Deep sous l'angle socio-culturel, me servant de la conservation des zones humides comme point de départ pour comprendre les conflits d'intérêts qui ont surgi dans la région.

La baie de Inner Deep possède une industrie de poissons d'eau douce traditionnelle depuis probablement quatre-vingts ans. Un certain nombre d'études a montré que l'essor des étangs piscicoles commerciaux date des années 1920, en particulier dans des régions telles que Nam Shan Wai, Tai Shan Wai, Wu Shan Wai, Shan Pui, Wang Chau, etc. Depuis 1945, c'est dans la baie de Inner Deep que l'on élève principalement la crevette *gei wai*,

le mullet, le gobie ophiocéphale et d'autres poissons d'eau douce. Depuis des décennies, plus que toute autre région, elle approvisionne Hong Kong en poissons d'eau douce. Jusqu'à la fin des années 1960, de nombreuses rizières furent transformées en étangs piscicoles. Si l'on excepte quelques informations éparses, cet essor local n'est pourtant pas bien documenté. À partir des années 1970, les propriétés des viviers furent régulièrement vendues à des promoteurs plus intéressés par divers projets immobiliers rentables que par une industrie piscicole durable. La plupart de ces propositions fut cependant rejetée d'emblée. En attendant l'approbation d'un projet concret, on alloua les étangs piscicoles aux fermiers locaux – dont certains étaient en fait les

## QUEL SITE?

anciens propriétaires – permettant ainsi à l'industrie piscicole de se maintenir dans la région.

À cette époque, les viviers constituaient une industrie importante et ravitaillaient à eux seuls le marché en poissons d'eau douce. Par exemple, jusqu'aux années 1980, le mullet représentait de quarante à cinquante pour cent du marché local de poisson d'eau douce de Hong Kong et était largement utilisé à l'occasion des banquets et des fêtes. Une fois la demande nationale assouvie, les restes de l'élevage des poissons faisaient tout naturellement le bonheur des oiseaux migrateurs se reposant dans les marécages. De nos jours, cette industrie est en régression à cause de l'absence de main-d'œuvre et du coût des opérations par rapport au continent. À cause de plusieurs types de pressions – sociales, économiques et physiques – nous risquons malheureusement maintenant de perdre ces étangs piscicoles, ainsi que les zones humides tampons de Mai Po. Ceci est d'autant plus grave que les viviers de la baie de Inner Deep servent de zone d'atténuation et de source majeure de nourriture traditionnelle non seulement pour la population, mais également pour les oiseaux migrateurs, conférant par là une valeur de préservation ajoutée aux marais de Mai Po et à la baie de Inner Deep.

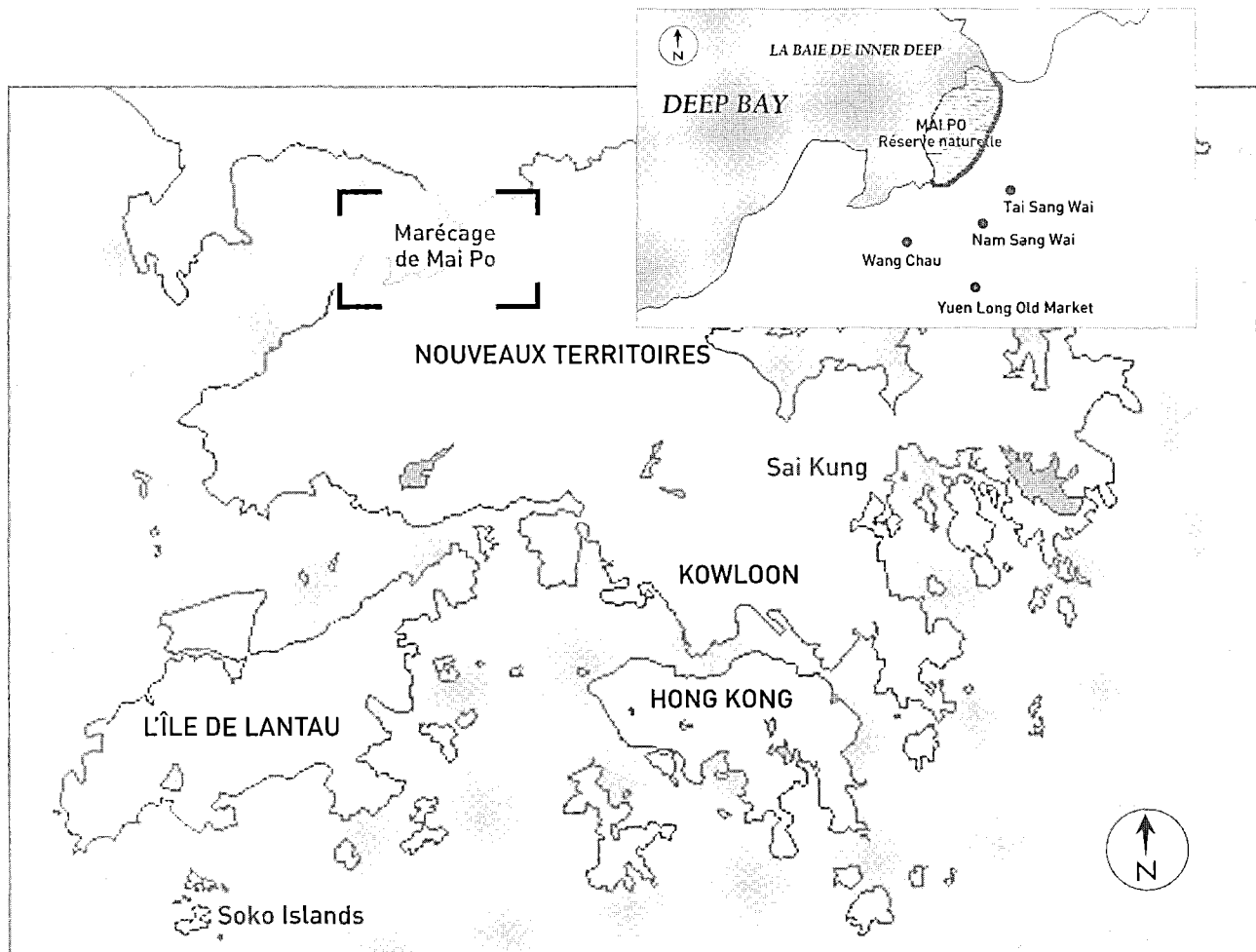
Selon le Ministère de l'agriculture, des pêches et de la conservation, la situation de l'élevage de poissons en bassins se résume ainsi : « En 2001, les étangs piscicoles nationaux, couvrant une aire d'environ 1 059 hectares, produiront 2 550 tonnes de poissons pour une valeur de 41 millions de dollars. 95 % des fermes environ pratiquent l'élevage mixte (carpe à grosse tête, carpe argentée, carpe commune, carpe herbivore, avec le tilapia ou le mullet). Les 5 % restants pratiquent l'élevage unique d'espèces carnivores telles que le gobie ophiocéphale et le loup de mer. Des poissons de mer,

tels que la daurade et le scatophage sont également élevés dans des viviers près des côtes. La plupart des frais et des alevins sont importés du continent et de Taiwan, où il se trouve encore quelques élevages de gobie ophiocéphale. Quelques frais de mullet peuvent également être pêchés près des côtes. Traditionnellement, le frai est parqué au début du printemps et la plupart des espèces atteignent leur taille commercialisable de huit à douze mois après<sup>10</sup>. » La perte de ces étangs représente donc beaucoup plus que le déclin de l'industrie piscicole de Hong Kong : elle affecte directement la conservation des zones humides en termes de baisse de qualité de l'eau, d'augmentation de la pollution et de perte d'une station de ravitaillement pour de nombreux oiseaux migrateurs, etc.

À cause du développement rural intensif et de l'augmentation des prix du foncier depuis la fin des années 1970 à Hong Kong, l'aménagement des Nouveaux Territoires est devenu beaucoup plus compliqué qu'il ne l'avait jamais été, d'autant plus que l'affectation des terres est passée de la production primaire à l'industrie et à la construction de nouvelles villes. L'expansion de la société nécessite de plus en plus de terres, mais, dans le même temps, le gouvernement a été sensibilisé à l'importance de la préservation de l'environnement et du développement durable et en fera sa priorité dans ses lignes politiques sociales et foncières futures. Ainsi que nous l'avons vu lors de récentes controverses à propos de zonage de village et du prolongement d'un embranchement de chemin de fer, Hong Kong demeure au cœur des préoccupations en matière de conservation du patrimoine naturel. Récemment cependant, même les zones tampons des marécages de Mai Po ont fait l'objet des convoitises des promoteurs immobiliers. En décembre 1999, l'un d'eux proposa le développement d'une aire de 80 hectares d'étangs piscicoles dans la

zone sud-ouest, à l'extérieur de la Réserve naturelle de Mai Po : 95 % du terrain devait être cédé à la Conservation des zones humides à condition qu'un immeuble de vingt étages soit construit sur les 5 % restants. Il y a cependant eu un contentieux récent entre les éleveurs et le promoteur car les premiers refusaient d'abandonner leurs viviers de mullets pour se regrouper ailleurs<sup>11</sup> ; le procès décida que les activités piscicoles devaient se poursuivre normalement et qu'une fondation serait mise sur pied pour compenser

le manque à gagner dû à la gestion de la réserve. Le projet de cette proposition de développement foncier, comprenant un rapport évaluant son impact sur l'environnement, devrait bientôt être terminé. S'il est approuvé par le Département de la protection de l'environnement, les travaux commenceront et d'autres projets ne manqueront pas de suivre. Dans une dizaine d'années, il faut donc s'attendre à des changements considérables dans la région, ce qui pose un certain nombre de problèmes par rapport



8. Carte de localisation de la zone de gestion de la biodiversité de Mai Po, promue zone humide d'importance internationale par la Convention de Ramsar en 1995.

## QUEL SITE?

au développement durable et à la préservation des zones humides : les méthodes traditionnelles d'élevage dans les étangs piscicoles pourront-elles perdurer? Qu'arrivera-t-il quand tous les éleveurs âgés ne pourront plus travailler? Qui prendra la relève pour que les oiseaux migrateurs puissent venir se reposer et trouver de la nourriture dans les étangs?

Cette étude de cas est la preuve qu'avant d'échafauder des lignes politiques de conservation du patrimoine naturel dans la région, il est nécessaire d'avoir une approche globale du développement socio-historique de la baie de Inner Deep. L'étude de l'industrie piscicole est l'un des meilleurs exemples en matière de préservation significative de l'environnement à Hong Kong. J'estime enfin que la conservation des zones humides ne pourra être réalisée que quand l'entrée des visiteurs sera contrôlée et qu'une politique à long terme sera appliquée dans les zones tampons où la plupart des étangs piscicoles sont situés.

## | NOTES

1. Communication faite au séminaire sur le tourisme culturel de Hoi An, organisé par l'UNESCO et le Centre pour la gestion et la préservation des monuments de Hoi An, qui s'est tenu dans l'ancienne cité de Hoi An, au Viet Nam, le 21 décembre 2003.
2. Hong Kong : gouvernement de Hong Kong SAR (Région à administration autonome), 2003.
3. J'ai mené des recherches sur le développement social et politique de la Route du patrimoine de Ping Shan à Hong Kong et les résultats sont exposés et discutés dans un certain nombre de mes publications :  
– Cheung, Chi-fai, « Nature Reserve Plan Unveiled for Wetland Site », *South China Morning Post*, 28 octobre 2002.  
– Cheung, C. H. Sidney, « The Meanings of a Heritage Trail in Hong Kong », *Annals of Tourism Research*, 26 (3), 1999, pp. 570-588.  
– Cheung, C. H. Sidney, « Martyrs, Mystery and Memory Behind a Communal Hal », *Traditional Dwellings and Settlements Review: Journal of the International Association for the Study of Traditional Environments*, 11 (2), 2000, pp. 29-39.  
– Cheung, C. H. Sidney, « Tourism, Land Use and Heritage Preservation », *Cultural Heritage, Man and Tourism* [Report of the Asia-Europe Seminar Hanoi (Viet Nam) 5-7 novembre 2001], Belgique : Laboratory of Anthropology of Communication, Université de Liège, 2002, pp. 108-111.  
– Cheung, C. H. Sidney, « Remembering through Space: The Politics of Heritage in Hong Kong », *International Journal of Heritage Studies*, 9 (1), 2003, pp.7-26.
4. Gouvernement de Hong Kong SAR (Région à administration autonome) *Hong Kong : discours de politique générale*, Hong Kong : Presses du gouvernement de Hong Kong SAR, 1999.
5. Voir le site de Mai Po à : <http://www.wwf.org.hk>
6. Un laissez-passer d'un an est renouvelable tous les ans pour la somme de HK \$1 (US \$0,13).
7. La Convention sur les zones humides, signée à Ramsar, en Iran, en 1971, est un traité intergouvernemental servant de cadre aux actions nationales et à la coopération internationale pour la conservation et l'usage adéquat des zones humides et de leurs ressources. À ce jour, 138 États parties l'ont signée. 1369 zones humides pour un total de 119,6 millions d'hectares ont été identifiées pour figurer sur la Liste des « zones humides d'importance internationale » de Ramsar. [voir le site web : <http://www.ramsar.org>].
8. <http://www.afcd.gov.hk/others/wetlandpark/htm-em/>
9. Chu, Wing Hing, « Fish Ponds in the Ecology of the Inner Deep Bay Wetlands of Hong Kong », *Asian Journal of Environmental Management*, 3 (1), 1995, pp.13-36.  
Irving, Richard and Brian Morton, *A Geography of the Mai Po Marshes*, Hong Kong : World Wide Fund For Nature Hong Kong, 1988.  
Lai, Lawrence and Ken Lam, « Pond Culture of Snakehead in Hong Kong : A Case Study of an Economic Solution to Common Resources », *Aquaculture International*, 6, 1998, pp. 67-75.
10. <http://afcd.gov.hk/fisheries/text/eng/aquac.htm>
11. Cheung, Chi-fai, « Nature Reserve Plan Unveiled for Wetland Site », *South China Morning Post*, 28 octobre 2002.



# | La guerre des murs : peintures murales en Irlande du Nord – un engagement politique

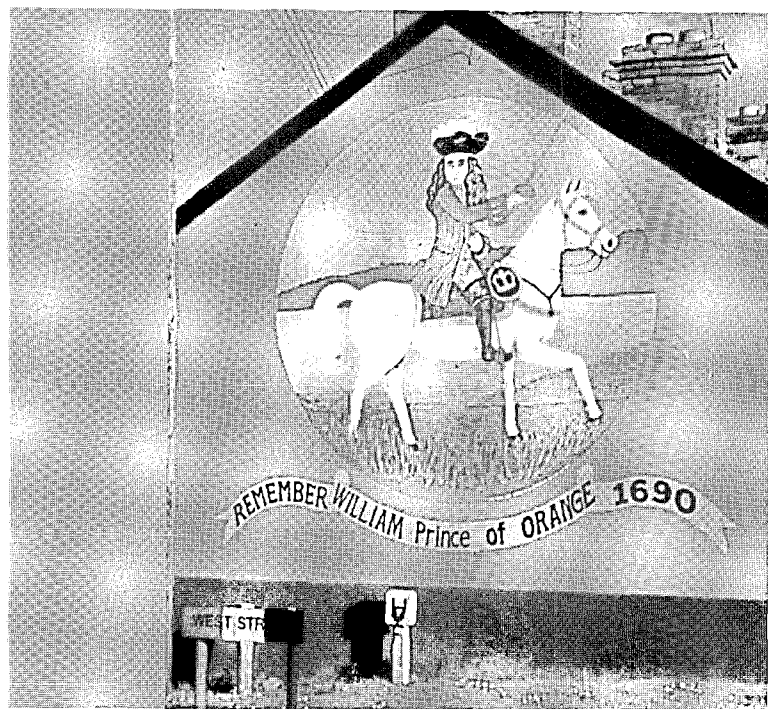
*Par Bill Rolston*

*Bill Rolston est professeur de sociologie à Jordanstown (Université de l'Ulster), au nord de Belfast. Depuis une trentaine d'années, il effectue des recherches et publie des essais sur la politique, la société et la culture en Irlande du Nord, en analysant plus particulièrement les causes et les conséquences de la violence politique. Il est notamment l'auteur des ouvrages suivants : Drawing Support: Murals in the North of Ireland, Belfast, Beyond the Pale Publications, 1992; Drawing Support: Murals of War and Peace, Belfast, Beyond the Pale Publications, 1996; Drawing Support: Murals and Transition in the North of Ireland, Belfast, Beyond the Pale Publications, 2003.*

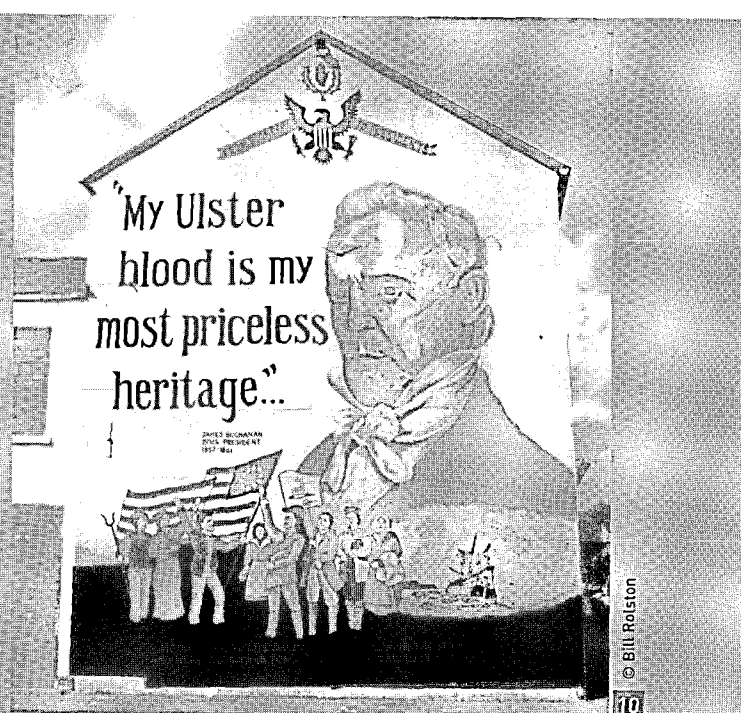
## Les peintures murales des loyalistes : rappel historique

En 1690, des batailles d'une importance capitale pour la couronne anglaise ont été livrées sur le sol irlandais. Le prince Guillaume d'Orange avait bravé le roi Jacques II, son beau-père, et leurs armées respectives s'étaient affrontées en leur présence à la bataille de la Boyne, près de Dundalk. Guillaume est sorti vainqueur du combat, mais la bataille décisive qui a contraint Jacques II à abdiquer et à s'enfuir en France a eu lieu un peu plus tard à Aughrim, près de Limerick. Outre les changements que cette victoire a entraînés pour la société et la vie politique anglaises, elle a eu de profondes répercussions sur l'Irlande. Au cours des siècles qui ont suivi, le peuple irlandais vaincu s'est trouvé sous le joug d'une législation pénale brutale qui a paralysé l'économie du pays et sa progression politique, et qui a maintenu les paysans dans un état

## QUEL SITE?



9. La victoire du Roi Billy à la Bataille de la Boyne, 1690. West Street, Ballycarry, County Antrim, 2000.



10. Portrait du 15<sup>e</sup> président des États-Unis, Buchanan, dont les parents étaient originaires de County Donegal. Ainsworth Street, Belfast, 1999.

de misère absolue. La domination protestante s'est instaurée dans le pays et a conservé son emprise sur le catholicisme pendant une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Un siècle après la bataille de la Boyne, une organisation connue sous le nom d'« Ordre d'Orange » a été créée pour célébrer la victoire. Une marche a été organisée le 12 juillet<sup>1</sup> afin d'honorer la mémoire glorieuse et immortelle du pieux roi Guillaume, qui avait permis aux protestants d'Irlande de préserver leur liberté, leur religion et leurs lois. Au cours des années qui ont suivi, l'Ordre a connu divers aléas, mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle il s'était solidement implanté. La marche des orangistes rassemblait des protestants de toutes classes défilant en fanfare en arborant des étendards sur lesquels étaient peintes à

la main des scènes représentant la puissance impériale britannique, des récits bibliques, etc. Mais le personnage le plus populaire était celui de « King Billy », ainsi qu'on le surnommait avec affection, chevauchant son cheval à la bataille de la Boyne.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'image de King Billy a commencé à apparaître au fronton des maisons, où l'on pouvait ainsi l'admirer toute l'année et non plus un seul jour, à l'occasion du défilé. D'autres thèmes ont également été représentés, comme la bataille de la Somme ou le naufrage du *Titanic*, construit dans les chantiers de Belfast. Mais King Billy restait le préféré. Les différents quartiers protestants rivalisaient d'imagination pour avoir la plus belle image de Billy et de la bataille de la Boyne et ces fresques murales

étaient repeintes chaque année en juillet, parfois depuis plus de cinquante ans. Même avant la partition de 1921, elles symbolisaient la solidarité des unionistes du nord de l'Irlande. Après la naissance de l'État d'Irlande du Nord, dans un bain de sang et sous le signe de la discrimination, la marche des orangistes et les peintures murales dont elle s'accompagnait ont revêtu une signification encore plus grande pour les unionistes.

Mais à la fin des années 1970, l'Irlande du Nord ne ressemblait plus à ce qu'elle avait été au début du siècle. Les manifestations pour la défense des droits civiques avaient été sauvagement réprimées, l'armée anglaise avait été déployée à mesure que les pouvoirs publics perdaient de leur légitimité et les autorités britanniques exigeaient maintenant des politiciens et des administrateurs locaux qu'ils agissent équitablement, sans aucun parti pris, tandis que des organisations militaires loyalistes comme l'Association de défense de l'Ulster (UDA) et le Corps des volontaires de l'Ulster (UVF) massacraient les catholiques et que, de son côté, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) avait déclaré la guerre aux institutions britanniques sur le sol irlandais. Les unionistes se scindèrent en deux groupes, certains reconnaissant qu'il était nécessaire de lâcher du lest tandis que d'autres demeuraient partisans d'une domination absolue. Dans ces conditions, les manifestations de solidarité symbolisées par le défilé du 12 juillet n'étaient plus d'actualité et les portraits de King Billy peints sur les murs ont fini par s'effacer. Ils ont été remplacés, pendant un certain temps, par des symboles tels que drapeaux, couronnes, Bibles et autres objets inanimés.

Vers la fin des années 1980, le paysage politique a de nouveau changé. L'accord signé entre Londres et Dublin, qui conférait à Dublin un certain pouvoir sur la gestion des affaires de l'Irlande du

Nord, a suscité une violente réaction des unionistes qui ont manifesté dans les rues. Parallèlement, les peintures murales se sont transformées et on a pu y voir des militants de l'UVF ou de l'UDA, généralement cagoulés et bardés d'armes. Dès lors, ces peintures n'ont plus été représentatives de l'ensemble des unionistes, mais sont devenues la carte de visite des groupes loyalistes paramilitaires. Chaque fois qu'un groupe prenait le contrôle d'une zone, il recouvrait les murs d'images d'hommes en armes, à la fois pour faire son autopromotion et rassurer la population locale en lui garantissant qu'il la défendrait contre les attaques de l'IRA. Il arrivait parfois que les rivalités entre les deux grandes factions loyalistes débouchent sur des affrontements et que les peintures murales soient endommagées par ces débordements de violence. Il n'était pas rare qu'à l'issue du combat, les vainqueurs laissent ainsi le signe irréfutable de leur supériorité.

De façon paradoxale, même après le cessez-le-feu décrété par les loyalistes en octobre 1994, l'iconographie paramilitaire est demeurée présente et le message a même gagné en intensité. En effet, le mot d'ordre des loyalistes avait toujours été de « ne jamais se rendre » et il fallait donc que chacun comprenne bien que le cessez-le-feu n'était pas synonyme de capitulation. En outre, à mesure que le processus de paix progressait tant bien que mal, les messages figurant sur les murs constituaient un avertissement pour les politiciens afin qu'ils ne s'écartent pas outre mesure des revendications des groupes paramilitaires dont ils étaient issus et ne fassent pas trop de concessions lors des négociations.

Depuis maintenant dix ans que le processus de paix est en marche, le caractère violent de cette imagerie militaire semble de plus en plus hors de propos. En conséquence, les loyalistes ont été

## QUEL SITE?

littéralement contraints de modifier leur image. De façon surprenante, les pressions n'ont pas été exercées seulement de l'extérieur par ceux qui ne partagent pas les aspirations politiques et les craintes des groupes paramilitaires, mais aussi de l'intérieur. Elles émanent d'anciens prisonniers et de membres du clergé, qui veulent éviter que d'autres jeunes gens soient incarcérés et, surtout, qui souhaitent faire naître un sentiment de solidarité et de fierté, lequel ne peut se traduire uniquement par la représentation de militants en armes.

Certains progrès ont été accomplis en ce sens. On a vu apparaître des fresques d'inspiration historique, notamment de nouveaux portraits de King Billy. Plus intéressante a été la tentative visant à inciter les loyalistes à se considérer non pas comme des Britanniques, mais plutôt comme des Écossais vivant en Ulster, c'est à dire des gens dont les ancêtres avaient quitté l'Écosse pour s'établir en Irlande et dont certains avaient ensuite émigré en Amérique. On trouve ainsi des portraits de personnalités symbolisant cette triple identité, comme James Buchanan, qui fut le quinzième Président des États-Unis, ou encore Davy Crockett. Une autre tendance a été l'apparition de peintures murales à la gloire de héros locaux. Par exemple, dans les quartiers est de Belfast, on peut voir maintenant sur les murs le portrait de « fils célèbres », comme C. S. Lewis et George Best.

Il est encore trop tôt pour prévoir quelle sera l'orientation future des peintures murales loyalistes. Les fresques historiques et les peintures à la gloire de la communauté représentent certes une bouffée d'air frais dans un contexte où même les habitants admettent que ces représentations de guerriers plus grands que nature créent un sentiment d'oppression. Et pourtant, elles demeurent la majorité.

Tant que les factions paramilitaires continueront de s'affronter ou de considérer avec défiance toute nouvelle initiative politique, il y a peu de chances que l'on puisse parvenir à une attitude plus sereine en ce qui concerne la question de savoir qui peut peindre quoi sur les murs de son quartier.

### Peintures murales républicaines

Pendant cinquante ans, l'État d'Irlande du Nord a été sous la domination exclusive du parti unioniste et, en conséquence, l'espace public était considéré comme appartenant à ce parti – conviction renforcée par le comportement des forces de police. Dans ces conditions, la possibilité pour les nationalistes de s'exprimer à travers des peintures murales était faible. La situation a radicalement changé en 1981, avec la grève de la faim des prisonniers républicains. Les détenus politiques avaient jusqu'alors bénéficié d'un statut spécial, qui les dispensait de porter l'uniforme de la prison et les autorisait à se regrouper en fonction du mouvement auquel ils appartenaient. Lorsque ce statut a été supprimé, ils ont entamé une grève de la faim, qui s'est terminée par le décès de dix d'entre eux pendant l'été 1981. Leur résistance avait bénéficié d'un soutien massif parmi la population et c'est alors que les jeunes des quartiers républicains ont commencé à, littéralement, « peindre » leur soutien<sup>2</sup> aux grévistes. De nombreux portraits de grévistes sont apparus sur les murs, notamment celui de Bobby Sands, qui avait été le premier à mourir, ainsi que des fresques représentant les prisonniers comme les victimes d'un système brutal. Mais les images les plus fréquentes étaient celles qui faisaient apparaître les grévistes comme potentiellement victorieux, réussissant à briser la détermination du gouvernement britannique qui voulait non seulement les « criminaliser », mais continuer à s'imposer en Irlande.

Il n'est donc guère surprenant que, dès le début, ces jeunes républicains aient également peint sur les murs les actions menées par l'IRA. Toutefois, à aucun moment l'imagerie paramilitaire républicaine n'est devenue prédominante, comme cela avait été le cas pour les loyalistes. Les républicains ont toujours trouvé d'autres thèmes à exploiter. Par exemple, durant sa grève de la faim, Bobby Sands s'était présenté comme candidat au Parlement britannique et avait été élu. Ce succès avait conforté les arguments de ceux qui, au sein de parti républicain – le Sinn Féin – affirmaient que le combat électoral était aussi important que la lutte armée pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, à mesure que le Sinn Féin s'engageait dans la lutte électorale au cours des années 1980, les peintures murales autour de ce thème étaient devenues courantes. Il est même arrivé que l'humour y ait sa place malgré la gravité du sujet. On pouvait voir, par exemple, une inscription exhortant les républicains à « rendre coup pour coup » tandis qu'une urne électorale tombait sur la tête d'un soldat britannique. Une autre image reproduisait le tableau d'Edvard Munch *Le Cri* avec ce slogan : « Donne-leur envie de crier – vote Sinn Féin ».

Contrairement aux loyalistes, les républicains pouvaient en outre puiser dans leur passé riche en histoire et en mythologie pour trouver l'inspiration de leurs peintures murales. Des héros mythiques comme Cuchulainn<sup>3</sup> ou encore les combats livrés par de redoutables guerriers celtes jouissaient d'une grande popularité dans les quartiers ouest de Belfast pendant les années 1980. En 1997, année où a été commémoré le 150<sup>e</sup> anniversaire de la grande famine, une douzaine de fresques murales ont été peintes pour illustrer cette période dramatique de l'histoire irlandaise. Cependant, comme pendant la grève de la faim, la représentation des victimes s'accompagnait aussi de

celle d'actes de résistance, par exemple la rébellion de 1798 ou l'insurrection nationaliste de 1916.

Une autre différence notable entre les peintures murales des républicains et celles des loyalistes résidait dans les thèmes internationaux abordés. Les républicains irlandais étaient très sensibles aux luttes et aux souffrances des peuples opprimés partout dans le monde. Ainsi, il leur arrivait de peindre des événements survenus en Afrique du Sud, au Timor oriental, au Nicaragua et en Palestine, ou encore de faire le portrait de personnages mythiques comme Che Guevara, Nelson Mandela, Martin Luther King ou Malcolm X.

Ainsi que le fait apparaître la variété des thèmes traités, les peintures murales républicaines sont le produit d'une vaste communauté, qui englobe des collectivités locales, des groupes de pression, des militants et des activistes. Cela a eu des conséquences considérables. Ces peintures ne sont pas réalisées sur ordre de tel ou tel groupe paramilitaire prédominant dans une zone donnée, comme cela est le cas pour les loyalistes. Elles sont souvent représentatives



11. Portrait du prisonnier républicain Bobby Sands, mort à la suite d'une grève de la faim en 1981. Falls Road, Belfast. 2000.

## QUEL SITE?

d'autres composantes de la communauté et elles peuvent même traduire tout simplement le désir de transmettre un message. Dans le camp républicain, les peintres jouissent d'une liberté politique et artistique bien plus grande que dans le camp loyaliste ; la communauté leur confie la réalisation d'une œuvre parce qu'ils sont au cœur même des débats et des événements qui se déroulent en son sein et non pas de simples artisans agissant sur commande. C'est la raison pour laquelle la représentation de militants et de militantes de l'IRA encagoulés et armés a été un thème parmi d'autres dans les peintures murales et que ce thème a ensuite été abandonné quand l'IRA a déclaré le cessez-le-feu, en août 1994.

Depuis dix ans, les seules peintures murales représentant des actions de l'IRA sont des œuvres à la mémoire de compagnons d'armes décédés. Même dans ce cas, il ne faut pas les confondre avec les œuvres équivalentes du camp loyaliste. Bien qu'elles mettent en scène des hommes (et des femmes) armés, ceux-ci ne sont ni encagoulés ni anonymes. Bien au contraire, il s'agit de personnes ayant réellement existé et ayant trouvé la mort au cours d'un conflit violent. En outre, même s'ils sont armés, ces personnages sont représentés au sein de leur communauté ; on peut voir, par exemple, des guerriers de l'IRA en train de déjeuner dans une maison tandis que deux femmes aux cheveux blancs servent à table.

Au cours de la même période, les autres thèmes du répertoire ont continué d'être exploités avec succès. Pour ne citer qu'un seul exemple, prenons le cas des peintures murales ayant pour thème des questions internationales. Il existe à Belfast un mur situé dans Falls Road, principale artère du quartier nationaliste, qui est devenu un véritable mur « international », où sont notamment

représentés : des soldats de l'armée israélienne face à une femme palestinienne ; Sevgi Erdogan, membre du Front révolutionnaire de libération du peuple turc, mort à la suite d'une grève de la faim en juillet 2001 ; Leonard Peltier, citoyen américain purgeant une double peine de prison à vie pour le meurtre, en 1975, de deux agents du FBI alors qu'il était assiégé dans la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud ; un tableau à la gloire de l'ETA peint par des visiteurs basques de passage à Belfast ; enfin, une fresque en faveur de l'indépendance de la Catalogne.

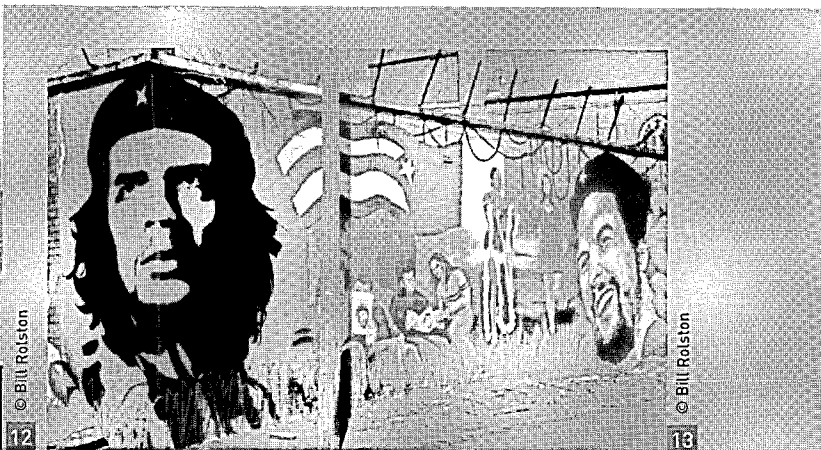
Par ailleurs, contrairement à leurs homologues loyalistes, les muralistes républicains ont rapidement appris à commenter l'actualité politique. Par exemple, bien que la marche des orangistes ait provoqué à plusieurs reprises de graves affrontements au cours des dernières années, aucune peinture murale n'a essayé d'expliquer pourquoi ces derniers voulaient à tout prix traverser une zone où ils n'étaient pas les bienvenus. En revanche, nombreuses sont les peintures murales où les nationalistes indiquent les raisons pour lesquelles ils refusent de telles manifestations de triomphalisme à l'intérieur de leur communauté.

La situation est telle, à l'heure actuelle, que cette tradition des peintures murales en Irlande du Nord, bien que profondément enracinée si l'on s'en tient à la quantité d'œuvres produites, se trouve néanmoins à un tournant décisif. Les loyalistes ne peuvent continuer indéfiniment à peindre des scènes militaires violentes alors que se poursuit le processus de paix, sans donner l'impression qu'ils passent à côté de l'enjeu politique. Il est trop tôt pour dire si l'apparition récente, dans les quartiers loyalistes, de fresques d'inspiration historique et de peintures exaltant le sentiment de fierté communautaire se confirmera et permettra à cette tradition centenaire de s'adapter à





12. Fresque représentant l'Insurrection de Pâques, 1916, avec les portraits de Padraig Pearse, de la comtesse Marcievicz et de James Connolly. Whiterock Road, Belfast, 2003.



13. Portrait de Che Guevara et prisonniers irlandais républicains lisant l'un de ses livres. Shiels Street, Belfast, 1998.

la société nouvelle et de prendre un nouveau départ. De leur côté, les muralistes républicains sont issus d'une communauté consciente que le temps joue en sa faveur. Bien qu'ils soient les derniers venus dans cette catégorie de production artistique, ils ont l'intuition et la conviction profonde que le changement est inévitable. C'est pourquoi il se dégage de leurs peintures un sentiment d'espoir et un optimisme qui frappent immédiatement l'observateur.

Même s'il est probable que la tradition des peintures murales se poursuivra, leur préservation n'est généralement pas un sujet de préoccupation pour leurs auteurs. En fait, ils n'hésitent pas à les détruire, même quand il s'agit de leurs propres œuvres. Quand un thème n'est plus d'actualité, ils le remplacent par un autre. Cela montre bien que la peinture est, pour eux, un moyen d'expression au service d'une cause et que la politique prend le pas sur l'art. Une exception à la règle est celle des Bogside Artists<sup>4</sup>, groupe de trois peintres auteurs d'une série de fresques murales à Derry. Certains d'entre eux, qui ont étudié les beaux-

arts, s'apparentent plus à des artistes peintres qu'aux muralistes d'Irlande du Nord, politiquement engagés. Par exemple, ils considèrent que leurs peintures murales constituent une sorte de galerie d'art en plein air, qui mérite d'être conservée et entretenue. En fait, d'après disputes ont opposé ces artistes aux muralistes républicains, ces derniers estimant que leurs œuvres avaient fait leur temps et devaient laisser la place à des sujets plus actuels.

Les autorités compétentes d'Irlande du Nord dans le domaine des beaux-arts ont préféré ne pas prendre position au sujet des peintures murales d'inspiration politique. Les institutions locales – Conseil des beaux-arts, École des beaux-arts, etc. – ne s'y intéressent en aucune façon et les ignorent délibérément. Cela pouvait s'expliquer autrefois par la crainte qu'on les accuse d'une certaine indulgence à l'égard du terrorisme. Mais ce comportement traduit, en fait, une prise de conscience du hiatus profond qui existe entre art et propagande. Il n'a même pas été constitué d'archives photographiques

## QUEL SITE?

de ces peintures murales et seules quelques personnes ont pris une telle initiative à titre individuel<sup>5</sup>.

Le paradoxe est que, malgré le fait qu'une dizaine d'années se soient écoulées depuis le cessez-le-feu, les peintures murales continuent d'être un sujet politique brûlant pour les autorités. Non seulement celles-ci ont fait l'impasse sur plus de trente ans d'histoire représentée à travers ces fresques, mais maintenant encore elles éprouvent de la réticence à s'engager dans ce travail de mémoire. La sauvegarde du patrimoine culturel étant considérée de nos jours comme un instrument de réconciliation, cela signifie qu'on laisse passer l'occasion de conserver la mémoire historique contenue dans ces œuvres et que cette importante mission est laissée à de simples particuliers.

5. Par exemple, l'inventaire exhaustif des peintures murales établi par Jonathan McCormick depuis le milieu des années 1990 (<http://cain.ulst.ac.uk/mccormick/index.html>); voir aussi mes ouvrages traitant du muralisme à partir du début des années 1980 (<http://cain.ulst.ac.uk/bibdb/murals/rolstom.htm>, <http://cain.ulst.ac.uk/bibdb/murals/rolstom1.htm>, <http://cain.ulst.ac.uk/bibdb/murals/rolstom2.htm>).

## | NOTES

1. En fait, la bataille a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet de l'ancien calendrier julien. En 1752, l'Angleterre a adopté le calendrier grégorien et 11 jours ont dû être ajoutés. La nouvelle date de la bataille de la Boyne est donc devenue le 12 juillet.

2. Rolston Bill, *Drawing Support: Murals in the North of Ireland, Belfast*, Beyond the Pale Publications, 1992; *Drawing Support: Murals of War and Peace, Belfast*, Beyond the Pale Publications, 1996; *Drawing Support: Murals and Transition in the North of Ireland*, Belfast, Beyond the Pale Publications, 2003.

3. Dans l'épopée Tàin Bo Cuailnge (*The Cattle Raid of Cooley*), Cuchulainn est un héros qui affronte seul l'armée de la Reine Mebh après que ses guerriers ont été envoûtés. C'est pourquoi il est devenu un modèle pour les rebelles républicains pendant l'insurrection de 1916, car ils ont dû comme lui combattre un ennemi redoutable, dans ce cas le tout-puissant Empire britannique.

4. Consulter à ce sujet le site <http://cain.ulst.ac.uk/bogsideartists/menu.htm>

# | L'Historial de la Grande Guerre à Péronne<sup>1</sup> (France) : un musée sur un ancien champ de bataille de la première guerre mondiale

Par Susanne Brandt

*Susanne Brandt est membre du personnel scientifique au Séminaire d'histoire de l'Université Heinrich Heine de Dusseldorf. Ses centres d'intérêt sont l'histoire militaire, la culture de la mémoire, les reportages et les visites sur des champs de bataille. Elle a publié divers articles et ouvrages, dont le dernier s'intitule Vom Kriegsschauplatz zum Gedächtnisraum: Die Westfront 1914-1940, Baden-Baden 2000 et un article récent « Dies: Reklamefahrten zur Hölle oder Pilgerreisen? Schlachfeldtourismus zur Westfront von 1914 bis heute », dans Tourismus Journal, vol. 7, 2003, n° 1, pp. 107-124.*

Quelle est la signification d'un site historique ? S'en dégage-t-il quelque chose de plus qu'à travers les mots ou les images ? Pourquoi construit-on des musées sur l'emplacement d'événements historiques ? L'article qui suit cherche à répondre à ces questions en nous conviant à visiter l'Historial de la Grande Guerre à Péronne.

Situé dans la petite ville de Péronne, dans le département de la Somme, ce musée de la première guerre mondiale a ouvert ses portes en 1992. Au milieu d'un petit parc se dressent les vestiges d'un château médiéval prolongé par un bâtiment moderne. À l'image de ces deux constructions soudées l'une à l'autre, le musée parvient à la fois à satisfaire la curiosité du visiteur et à éveiller l'intérêt du public. Conçu par ses fondateurs comme musée de la première guerre mondiale, l'Historial est situé dans une région où, de 1914 à 1918, des soldats du monde entier sont venus s'affronter ou combattre côte à côte. La multitude de monuments

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

et de cimetières témoigne des milliers de soldats australiens, africains et américains tombés au champ de bataille. Le musée s'est fixé pour objectif d'offrir une vision internationale du premier conflit mondial sans pour autant négliger les différentes optiques nationales. Les concepteurs ont jugé indispensable de respecter la diversité des interprétations historiques et nationales et leur conviction était que la meilleure façon de susciter l'intérêt était de donner la parole à des opinions non seulement divergentes mais souvent contradictoires. L'originalité de ce musée est la volonté de présenter l'histoire de l'Europe moins comme une nouvelle version de l'histoire nationale que comme un événement multidimensionnel<sup>2</sup>.

### L'Historial de Péronne – présentation d'un événement multidimensionnel

Au rez-de-chaussée du musée, on trouve une très vaste collection de cartes postales, de pièces d'uniformes, ainsi que de souvenirs patriotiques et autres objets insolites semblables à ceux exposés un peu partout dans le monde depuis 1914. Toutefois, les concepteurs du musée n'ont pas tardé à comprendre qu'avec la concurrence des autres musées, notamment celui de Verdun tout proche, tous ces objets rassemblés sans fil directeur pouvaient difficilement constituer un gage de succès. Ils savaient que les expositions en soi n'étaient pas suffisamment explicites et qu'elles devaient être présentées au visiteur dans un cadre historique. Ils étaient en outre conscients qu'un musée moderne doit évoluer constamment si l'on veut être sûr que le visiteur revienne. Il est rapidement apparu qu'il était nécessaire d'incorporer dans la planification du musée les traces visibles de la guerre, telles que cimetières, monuments, tranchées, abris ou cratères d'obus. De nombreux vestiges risquant de passer inaperçus aux yeux d'un visiteur distrait sont maintenant clairement signalés par des panneaux ornés d'un coquelicot,

emblème de la Somme. Les fondateurs du musée ont eu, en outre, l'idée judicieuse de créer à l'intérieur de celui-ci un centre de recherche pouvant offrir une tribune de discussion aux spécialistes du monde entier en mettant à leur disposition une très riche documentation. Depuis son ouverture, l'Historial a non seulement accueilli des colloques internationaux, mais il a également organisé des séminaires et des conférences à l'intention des jeunes historiens, ainsi que de nombreuses expositions itinérantes.

Une initiative véritablement révolutionnaire a été prise pour la présentation des objets, qui ont été dans la plupart des cas retirés des vitrines et placés à la portée des visiteurs. Par exemple, les uniformes des soldats et les équipements militaires sont posés dans des fosses découpées dans le sol du musée, avec d'autres effets personnels tels que passeports, photographies et lettres. Ces objets n'ont pas été placés, comme cela est souvent le cas, sur des mannequins pour faire plus vrai, mais sans aucune protection. Des inquiétudes avaient été exprimées, pendant la phase de planification, sur le risque que ces objets soient détériorés par la poussière ou qu'ils soient volés, mais les responsables savaient ce qu'ils faisaient. L'expérience leur a, en effet, donné raison : aucune augmentation des vols n'a été constatée. La présentation des uniformes étendus dans les fosses, comme si le soldat était mort ici même et se trouvait couché dans sa tombe, a ému le public. Le musée n'est pas surchargé d'objets et ces derniers sont présentés avec le plus grand soin. Un espace a, par exemple, été consacré aux eaux-fortes d'Otto Dix, artiste allemand qui, après la guerre, a apporté son témoignage du front avec un réalisme cruel.

Le musée de Péronne n'a pas seulement incité les autres musées de guerre de la région à se moderniser et à tenir compte du fait que les jeunes

visiteurs ne faisaient pas forcément la distinction entre un uniforme allemand, anglais ou français. Il a, en outre, éveillé l'intérêt du grand public pour la première guerre mondiale sous ses formes encore visibles – tranchées recouvertes de végétation, caves et abris, galeries souterraines, etc. Au cours des dernières années, on a même déterré un char d'assaut qui est maintenant indiqué au passant par un panneau comme étant un vestige de la Grande Guerre.

Dans le village de Vauquois, près de Verdun, ce regain d'intérêt pour le premier conflit mondial a abouti à la découverte récente d'un ensemble de tunnels souterrains creusés pendant la guerre par les soldats français et allemands pour miner leurs positions respectives. Ces tunnels, qui ont été progressivement mis au jour, peuvent maintenant être visités par le public, quoique sous stricte surveillance. En mai 1916, les Allemands avaient fait exploser 60 tonnes de dynamite à Vauquois, provoquant un énorme cratère qui couvre toute la superficie du village. Le site recouvert en partie de végétation, est désormais ouvert au public. Lorsqu'on voit marcher les gens au bord du précipice de l'autre côté du cratère, on peut alors se rendre compte de la violence de l'explosion. La visite du tunnel souterrain donne une idée de ce dont était capable le soldat de l'époque, qui était aussi le plus souvent un paysan. Beaucoup de ces soldats savaient creuser le sol et ils restaient parfois stationnés au même endroit pendant plus de trois ans. En fait, très peu mouraient au combat et la plupart sautaient sur des mines. Dans la Somme, l'immense cratère de Lochnagar provoqué par l'explosion d'une mine a également été conservé et ce site constitue le point de départ des célébrations organisées chaque année, le 1<sup>er</sup> juillet, pour commémorer l'évènement. Ce cratère de 100 mètres de large et de 30 mètres de profondeur fait apparaître, comme nulle part ailleurs, le pouvoir destructeur des armements modernes.

### Sites de guerre et diversité des agencements muséographiques

La commémoration de la première guerre mondiale donne lieu à des initiatives de plus en plus nombreuses, non seulement dans la Somme et parmi les historiens professionnels, mais aussi de la part de tous ceux qui s'intéressent à la question dans le monde entier. Il existe en France et en Belgique un grand nombre de musées privés – Hill 62 Museum (Sanctuary Wood) près de Zillebeke, en Belgique, Hooge Crater Museum près d'Ypres, Hill 60 Museum (Zillebeke-Ypres) – qui ont vu le jour grâce aux efforts dévoués des habitants. Les objets exposés ne sont pas tous authentiques et, par exemple, le Fokker Dreidecker rouge que l'on peut voir au Hooge Crater Museum est, en réalité, une copie en mousse de polystyrène. Quant au Musée des abris, à Albert, il est connu pour mettre en vente tous les objets qui y sont exposés. Cette culture particulière de la mémoire se caractérise par la facilité avec laquelle il est possible de franchir la ligne de démarcation qui sépare l'intérêt pour l'histoire de la passion des armes et des panoplies militaires.

Quiconque traverse la Somme en quête de vestiges du premier conflit mondial court le risque d'en rencontrer plus qu'il n'en cherchait. La première impression qui se dégage du Tommy Bar de Pozière est celle d'un patriotisme exagérément kitsch : deux mannequins grandeur nature, habillés en *tommies* (soldats anglais), se dressent bien en évidence à l'entrée du bar, tandis que dans la vitrine sont exposées des douilles d'obus astiquées et richement décorées. Les murs sont recouverts de photos et d'illustrations de la bataille de la Somme, au milieu desquelles se trouve le soi-disant dernier ballon de football ayant servi aux soldats allemands et britanniques à jouer secrètement ensemble pendant la guerre. Dans le jardin, à proximité du terrain de jeux des enfants, le visiteur peut voir une

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

tranchée qui semble s'agrandir un peu plus chaque année et dans laquelle des scènes de combat sont reconstituées à l'aide d'accessoires d'époque et de mannequins. Tout autour des tranchées et entre les fils de fer barbelés rouillés, des oies déambulent. Cette mise en scène naïve de l'histoire, dont le but est simplement de montrer la réalité de la guerre, mais qui risque en fait de créer une grave confusion entre des expériences diversement vécues, peut faire naître chez le visiteur un sentiment de surprise et même d'écœurement. Cette attraction locale, qui n'est pas seulement destinée aux touristes anglais, prouve combien le souvenir du premier conflit mondial est demeuré vivace dans les esprits et mérite quand même d'être visitée. Elle peut aussi permettre aux visiteurs allemands de se rendre compte de la complexité des souvenirs de guerre selon les pays. Les douilles exposées dans la vitrine du Tommy Bar étaient récupérées pendant la guerre par les soldats et devenaient un article artisanal, constituant un exemple classique de kitsch militaire. L'Historial de Péronne a également contribué à donner ses lettres de noblesse à cet « art des tranchées »<sup>3</sup>, qui faisait partie de la vie quotidienne des soldats.

Sur la route de La Boisselle, de nombreux panneaux indiquent l'emplacement de la ligne de front de l'offensive de la Somme, qui a débuté le 1<sup>er</sup> juillet et s'est poursuivie pendant six mois. Si ces panneaux attestent d'une réalité qu'on ne peut plus discerner maintenant, ils permettent néanmoins de visualiser de façon impressionnante le peu de terrain que les soldats réussissaient à gagner au cours de ces longs mois de combat. Les cimetières qui jalonnent le parcours témoignent du sang versé. Il faut descendre de voiture un moment et pénétrer dans l'un d'eux. L'alignement de croix noires (cimetières allemands) ou blanches et de pierres tombales donne au visiteur un aperçu du destin tragique qui se dessine derrière ce carnage. Un regard jeté aux inscriptions suffit pour savoir combien

de jeunes gens ont perdu la vie ici même. À Ypres, en Belgique, la porte de Menin produit le même effet. Édifiée dans la rue où les troupes anglaises ont pris le départ pour aller au front, elle est recouverte de 54 900 noms gravés dans la pierre. Ces hommes sont tombés au champ de bataille et leurs corps n'ont jamais été ramenés. Jusqu'à maintenant encore, le rituel du cessez-le-feu s'y déroule chaque soir. La rue est fermée à la circulation et la brigade des pompiers joue la sonnerie aux morts à la mémoire des soldats disparus. Nombreuses sont à chaque fois les personnes présentes à cette brève cérémonie, tandis que les couronnes et les petits coquelicots en papier déposés au pied de la tour témoignent que le souvenir des soldats morts au combat est encore vivant dans le cœur de leurs proches, qui l'ont eux-mêmes transmis à leurs petits-enfants, qui ne les ont pas connus. Il existe bien d'autres monuments semblables érigés à la mémoire de ceux qui n'ont pas de sépulture, notamment le mémorial de Thiepval, qui surplombe l'Ancre-Ebene et porte les noms de plus de 73 000 soldats britanniques disparus, et le cimetière anglais de Tyne-Cot situé près de la ville belge de Passchendaele.

Il faudrait plus particulièrement chercher à susciter l'émotion du visiteur moderne là où plus rien ne reste de ce qui avait autrefois existé. De nombreuses agglomérations autour de Verdun ont été entièrement détruites par des tirs d'artillerie ; rien, si ce n'est quelques pierres, ne permet de soupçonner leur existence et aucun effort n'a été fait pour les reconstruire. Des monuments ont été érigés pour témoigner que tel ou tel lieu était autrefois habité, comme dans le cas de Fay, ville entièrement rasée au sol et dont le site a été ouvert au public par le Conseil général de la Somme. En certains endroits, seuls une pierre ou un repère ont été laissés pour signaler l'emplacement d'une maison. Tel a été souvent le cas pendant la période d'après guerre, pour faire



apparaître clairement la responsabilité de l'Allemagne et légitimer les demandes d'indemnisation. Cela donne une idée de la difficulté de montrer les aspects les plus terrifiants de la guerre : la mort et la destruction. Telle est en fait la mission véritable des musées, dont la tâche est cependant facilitée par le fait qu'ils peuvent examiner de plus près les traces laissées par la guerre.

### La petite et la grande histoire

À Ypres, la halle au drap datant de l'époque du Moyen Âge, qui avait été entièrement détruite pendant la guerre et reconstruite à l'identique dans les années 1920, a récemment accueilli un autre musée sur la Grande Guerre (dans Flander's Fields, en 1998). Tout comme l'Historial de Péronne, ce musée relate les événements de l'époque en sélectionnant certains objets qu'il replace dans leur contexte historique. Les objets exposés n'évoquent plus rien au visiteur, mais leur histoire vaut la peine d'être racontée et c'est en effet la tâche essentielle qui attend maintenant les musées et les organismes de tourisme. Au musée d'Ypres, on a fait un réel effort pour que le visiteur contemporain soit en prise directe avec le passé. À l'entrée, chacun reçoit une carte où est inscrit le nom d'un soldat ou d'un simple civil. En divers endroits du musée, il est ensuite possible d'en savoir plus sur ce qui lui est arrivé. « Mon » soldat britannique n'avait pas survécu à la guerre et, au terme de la visite, j'apprenais que son corps reposait dans le cimetière de Tyne-Cot. Je décidai donc de m'y rendre et, en consultant un guide local, je découvrai qu'en fait il n'avait pas de sépulture propre, mais que son nom était gravé sur un immense mur semi-circulaire qui entourait le site. C'était la première fois que je pénétrais dans un cimetière non pas pour le visiter, mais pour rechercher une personne précise. Sans vraiment penser qu'il était possible de combler le fossé qui nous sépare d'un événement historique et encore moins de remonter le temps pour

se fondre au passé, j'éprouvais cependant le même sentiment que quelqu'un qui recherche un proche. Je m'aperçus toutefois que son nom figurait à côté de celui d'un inconnu et je me sentis à nouveau comme une étrangère. Telle est, pour moi, la configuration idéale que doit créer un musée : le visiteur doit plonger au cœur de l'histoire tout en conservant ses distances, de façon à ne jamais fusionner totalement avec le passé.

Près de Diksmuide en Belgique, dans le petit cimetière allemand de Vladslo, se trouve un mémorial célèbre. En octobre 1914, l'artiste allemande et militante de la paix Käthe Kollwitz a perdu son fils Peter sur le front occidental. Pendant près de 20 ans – le mémorial a été érigé en 1932 – elle a réfléchi à la façon dont elle pourrait donner forme à sa douleur et honorer la mémoire de son fils<sup>4</sup>. Contrairement aux autres monuments de l'époque, qui représentaient des soldats au combat ou à l'agonie, Käthe Kollwitz souhaitait apparaître elle aussi dans sa sculpture, peut-être parce qu'à l'instar d'un objet de musée, un mémorial fonctionne uniquement comme moyen de communication et de reconnaissance aux yeux de l'observateur. Elle a donc commencé par se représenter elle-même et son mari, prostrés devant



14. Le mémorial sur la colline de Morthomme, près de Verdun, indique l'endroit où les Français ont arrêté l'avancée allemande.

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

le corps de leur enfant. Mais elle a bientôt compris que son œuvre serait beaucoup plus éloquente si, à la place d'un corps sculpté dans la pierre, leur fils disparu était représenté par un vide entre ses deux parents. Sous sa forme définitive, le mémorial nous fait voir le père et la mère abîmés dans leur chagrin tandis que le jeune homme est totalement absent de la scène. Il appartient alors au spectateur de concentrer ses pensées sur ce personnage invisible. La sculpture ne nous apprend pas si le jeune homme avait été un soldat courageux ni s'il avait été fier de donner sa vie pour la patrie. Elle ne nous dit rien non plus de la façon dont il est mort. Elle ne fait que transmettre le sentiment de détresse qui accable ses parents et les isole du reste du monde. C'est ce qui fait la singularité du monument, surtout si l'on sait avec quelle obstination les contemporains de l'artiste ont essayé de donner un sens à cette hécatombe, alors que peu d'entre eux ont eu le courage et la force d'âme d'accepter ces pertes en vies humaines sans y chercher une explication ou une signification apparente. Il est peu probable qu'un musée puisse produire une impression aussi forte qu'une visite à ce cimetière et à ce mémorial si émouvant.

Verdun, la Somme et les Flandres constituent autant de lieux jalonnés d'innombrables vestiges de la première guerre mondiale. Chaque visiteur, qu'il soit de passage ou qu'il souhaite s'attarder davantage, peut y trouver une page d'histoire qui éveille encore des échos de nos jours et dont les enseignements sont bien plus riches que la lecture de n'importe quel ouvrage. Des musées comme l'Historial se gardent bien de donner des interprétations sommaires mais ont pour unique ambition de stimuler la curiosité du visiteur. La différence majeure qui les distingue des musées antérieurs (par exemple, l'Imperial War Museum de Londres) est qu'à l'instar de nombreux autres musées et non des moindres, ces derniers ont également constitué des outils de propagande. Certains ont voulu

donner une justification à la guerre et glorifier l'esprit de sacrifice et de bravoure, tandis que d'autres ont embrassé la cause du pacifisme et de l'amitié entre les peuples. Les vestiges conservés jusqu'à nos jours ne l'ont pas été par hasard : en décembre 1921, la Chambre des députés a adopté une loi concernant les vestiges et souvenirs de la guerre, aux termes de laquelle 236 vestiges de guerre devaient être déclarés monuments historiques et, en tant que tels, ne pouvaient être ni modifiés ni détruits. Plus précisément, cela impliquait qu'il fallait préserver les sites où s'étaient déroulées d'importantes batailles, de même que les tranchées, tunnels, cratères de mines et villes en ruines. Le texte stipulait que ces blessures devaient rester visibles à jamais sur le sol français, afin de servir d'enseignement non seulement aux autres nations mais aussi aux générations futures et aux descendants des victimes françaises. Si l'exploitation des champs de bataille à des fins de propagande peut un jour laisser place à la conviction qu'il existe de nombreuses interprétations possibles des vestiges laissés par le passé, le mérite en reviendra sans conteste à des musées modernes comme l'Historial de la Grande Guerre de Péronne.

### | NOTES

1. Consulter le site Internet <http://www.historial.org/>
2. Hairy, Hugues, «Das Historial de la Grande Guerre in Péronne», *Hinz, Hans-Martin (Hrsg.), Der Krieg und seine Museen, Frankfurt/Main/New York 1997, 1997, pp. 156-162.*
3. Saunders, Nicholas J., *Trench Art. A Brief History and Guide, 1914-1939*, Londres, 2001. Voir aussi : Saunders, Nicholas J., «Matter and Memory in the Landscapes of Conflict: The Western Front 1914-1999», *Bender, Barbara/Winer, Margot (Hrsg.), Contested Landscapes: Movement, Exile, Place, Oxford/New York 2001, pp. 37-53.*
4. Koselleck, Reinhart, «Kriegerdenkmale als Identitätsstiftungen der Überlebenden», *Marquard, Odo/Stierte, Karlheinz (Hrsg.), Identität, Munich 1979, pp. 255-276.*

# | Le centre d'interprétation de Place-Royale : un triple défi

*Par Claire Simard*

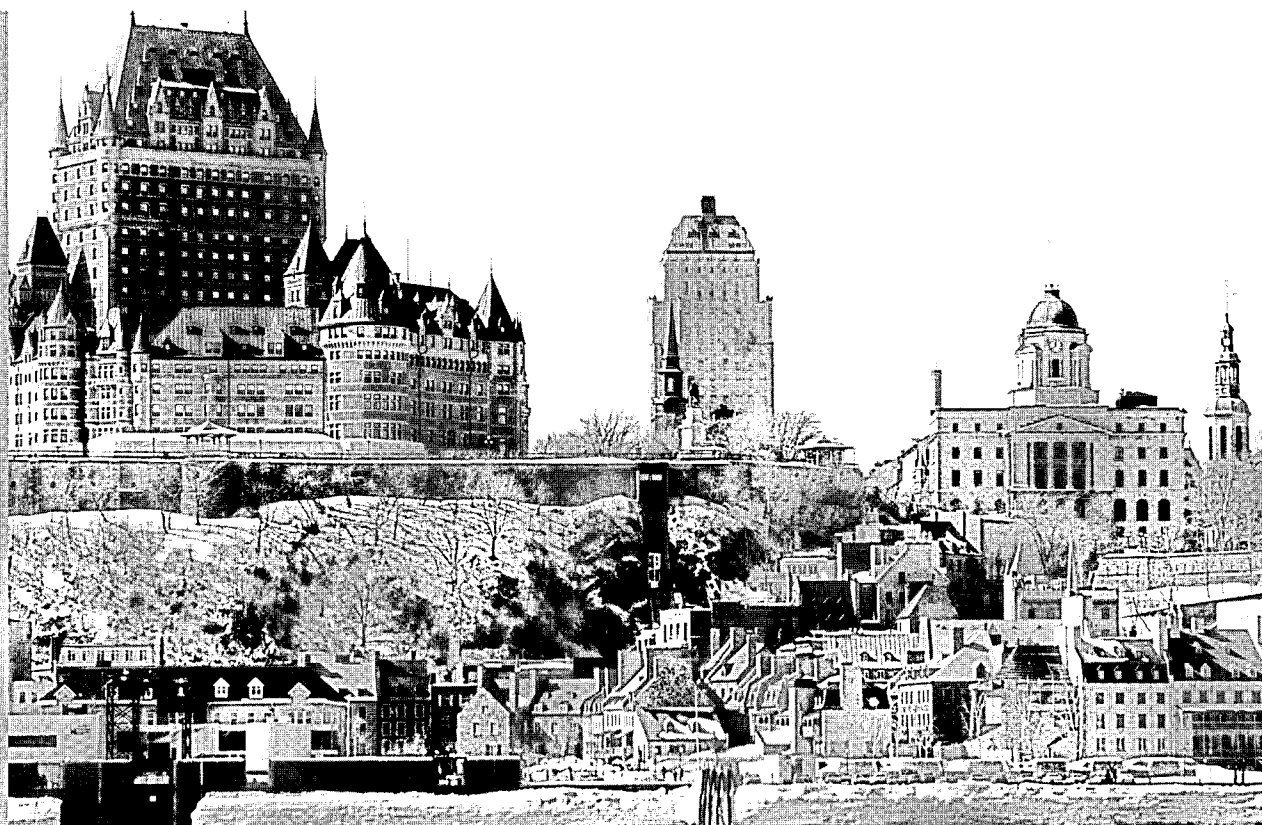
*Claire Simard œuvre dans le champ de la culture, des communications et de l'administration. Elle a occupé diverses fonctions au Ministère des affaires culturelles du Québec, notamment celles de Directrice de la communication, Directrice des arts et des équipements culturels (région de Montréal) et Directrice des services aux artistes. Elle est nommée Directrice générale du Musée de la civilisation en 2001. Elle a, en plus de la responsabilité de cette institution nationale, celle du Musée de l'Amérique française, du Centre d'interprétation de Place-Royale, de la Maison Chevalier et de la Réserve muséale de la capitale nationale du Québec.*

Dernier-né du complexe muséologique dont le Musée de la civilisation a la responsabilité, le Centre d'interprétation de Place-Royale<sup>1</sup>, inauguré en novembre 1999, est situé là où Samuel de Champlain a fondé, en 1608, le premier établissement français permanent en Amérique. Place-Royale fait partie du périmètre historique qui a valu au Vieux-Québec, la reconnaissance de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en 1985. L'arrondissement historique de Québec est, en effet, le premier ensemble urbain au nord du Mexique à figurer parmi les villes et villages du patrimoine culturel et national de l'humanité. L'inscription du Centre d'interprétation de Place-Royale dans un site historique si hautement symbolique, à l'aube du 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Québec, était donc un geste d'autant plus délicat qu'un équilibre sensible devait être respecté entre le poids du passé et la réalité contemporaine. C'est un véritable défi que le Musée de la civilisation a relevé.

## **Un site historique restauré et fixé dans le temps**

Pointe de terre exigüe blottie entre le cap Diamant et le fleuve Saint-Laurent, Place-Royale est ce havre

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION



15. Vue du quartier historique de Québec, fondé par l'explorateur français Champlain au début du XVII<sup>e</sup> siècle et inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1985.

naturel, bien protégé et stratégique que choisit Samuel de Champlain à son arrivée le 3 juillet 1608, pour y construire son habitation en terre nouvelle.

*« De l'isle d'Orléans jusques a Quebecq y a une lieue, j'y arrivay le 3 juillet, où estant, je cherchay lieu propre pour nostre habitation, mais je n'en peu trouver de plus commode, ny mieux situé que la pointe de Québecq, ainsi appelé des sauvages, la quelle estoit remplie de noyers. »<sup>2</sup>*

C'est le début d'une grande aventure, celle d'une ville qui est la capitale du Québec, mais plus encore, celle d'une culture française toujours très

vivante en terre d'Amérique. C'est sans contredit ce que veut souligner le Ministère des affaires culturelles du Québec lorsqu'il prend la décision de restaurer ce quartier en déclin, durant les années 1960. À cet effet, il acquiert la presque totalité des maisons situées à l'intérieur du périmètre et prend le parti de redonner aux immeubles l'apparence de maisons du XVIII<sup>e</sup> siècle. En recréant de manière saisissante le milieu urbain du régime français, il amène résidents et visiteurs au cœur de la Nouvelle-France. Le Ministère renforce ainsi la valeur symbolique du site choisi par Samuel de Champlain. Cette affirmation du fait français correspond d'ailleurs à une conscience collective en effervescence au Québec, au début des années 1970.

Cela n'empêche pas que le choix du Ministère des affaires culturelles de restaurer « à l'identique » le quartier soit contesté quelques années plus tard, lors du colloque de 1978 sur l'avenir de Place-Royale. La principale critique portait sur le choix de fixer le paysage à un moment précis de son histoire et en oblitérant toute son évolution architecturale ainsi que les apports postérieurs à la période française.

### **Contribuer à la revitalisation du quartier**

C'est donc dans un quartier au visage du XVIII<sup>e</sup> siècle, et dans un contexte d'opinions divergences que s'inscrit, près de vingt ans plus tard, le projet de créer le Centre d'interprétation de Place-Royale. D'un quartier animé pendant des siècles par les activités portuaires, le site historique est devenu une destination touristique majeure de la ville de Québec. Environ 1 150 000 touristes visitent Place-Royale annuellement. Le quartier vit bien plus au rythme de la haute saison touristique qu'à celui de ses quelques centaines d'habitants. Cet état de fait pose alors la question de la pluralité de ces fonctionnalités urbaines : résidentielle, commerciale, institutionnelle. Sur les deux premiers points, le consensus social est clair : Place-Royale doit être un véritable quartier habité et animé dans lequel la vocation touristique vient s'intégrer harmonieusement. La valeur historique de Place-Royale, la beauté de son site, une vie culturelle et sociale dynamique, une activité économique prospère sont autant d'éléments essentiels à son équilibre et à son authenticité. Au plan institutionnel, c'est l'interprétation historique qui s'affirme comme une fonction prioritaire. Ce mandat est confié au Musée de la civilisation qui prend alors la relève du Ministère des affaires culturelles.

La mission du Musée de la civilisation est en premier lieu de révéler la vie d'hier; mais il doit également participer à la vie contemporaine et

contribuer à l'équilibre entre la compréhension du passé et les enjeux du futur. La fonction d'interprétation est, à cet égard, primordiale. Elle s'insère dans un environnement hautement patrimonial mais en même temps dans un tissu urbain fragile, à la recherche de pont entre le passé, le présent et l'avenir.

Le Musée de la civilisation a choisi de concentrer l'interprétation de tout espace urbain. Au lieu de se déployer dans quatre maisons historiques et un centre d'accueil et d'information, approche retenue par le Ministère après le chantier de restauration, le Musée a préféré rassembler dans un même endroit, les maisons Hazeur et Smith<sup>3</sup>, toutes les activités nécessaires à l'interprétation de l'espace urbain. Ce bâtiment unique est l'instrument stratégique permettant de concentrer son programme et d'accueillir le public toute l'année.

La localisation du Centre d'interprétation dans la maison Hazeur offrait de nombreux avantages. Comme le site historique lui-même, le Centre est situé entre le fleuve Saint-Laurent, intimement lié au développement de Place-Royale, et le cap Diamant. Il est adossé à la côte de la Montagne ouverte par Samuel de Champlain en 1623. Il s'ouvre sur la place Royale, devant le bronze du roi Louis XIV, à deux pas de l'église Notre-Dame-des-Victoires et des vestiges de l'Habitation de Champlain que nous espérons rendre accessibles aux visiteurs à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec.

En rationalisant les espaces d'interprétation, le Musée a pu libérer des bâtiments qui sont maintenant utilisés à d'autres fins, de logement et de commerce. Le Musée de la civilisation contribue ainsi, même modestement, à la revitalisation du quartier et au renforcement du tissu urbain. Cette ouverture aux besoins du milieu s'est poursuivie

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

au moment d'élaborer le programme architectural et muséographique du Centre d'interprétation.

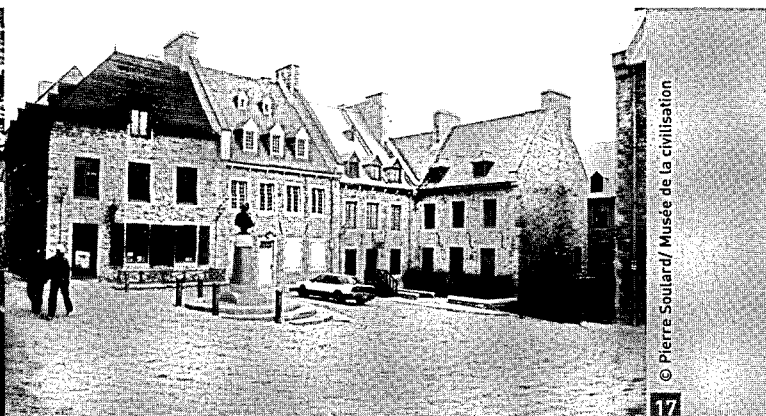
La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), propriétaire du parc immobilier de Place-Royale et le Musée de la civilisation se sont associés dans cette entreprise. La création par la SODEC d'une Commission de la Place-Royale constituée des représentants des institutions, des résidents et des commerçants a été déterminante. Lieu d'écoute et de parole, la Commission permet à chacun de cultiver une sensibilité à la réalité des autres, et d'élaborer des

démarche consensuelle où, grâce au dialogue entre les acteurs en présence, se développe une adhésion au projet qui soulevait des réticences au départ, et même un certain sentiment d'appartenance, et qui furent surmontés par la construction d'une salle communautaire pour les gens du quartier.

Au terme du processus, le projet s'inscrit dans une perspective globale et se définit comme une symbiose entre les trois fonctions essentielles à la vie et à l'authenticité du quartier historique : l'habitat, le commerce et le tourisme. L'interprétation occupe un



16. Vue aérienne du quartier historique de Québec.



17. La Place Royale, restaurée dans les années 1970, présente des caractéristiques de la période coloniale de la Nouvelle-France.

consensus sur le développement de Place-Royale. Sans nier la vocation touristique du secteur, chacun reconnaît que la mixité de fonctions d'un quartier animé où se mêlent logements, commerces et institutions est un élément important de la vocation historique du lieu. Elle représente une garantie pour la qualité de vie des citoyens et pour l'authenticité de l'expérience patrimoniale offerte aux visiteurs. Le Centre d'interprétation est l'élément catalyseur de cette réhabilitation. La programmation architecturale a été l'occasion d'entreprendre une

espace stratégique suffisant pour raconter l'essentiel de l'histoire de Place-Royale, sans en dénaturer l'aspect vivant et contemporain et contribue ainsi à renforcer le tissu urbain.

### **Défi architectural : créer un bâtiment contemporain en dialogue avec le site historique**

La maison Hazeur était en ruine en 1990. Seuls subsistaient en un mur de maçonnerie de trois étages



en façade, une cave voûtée et une cour divisée par des murets. L'importance du vide créé par l'incendie a donné l'opportunité d'intégrer, au cœur de la place, un bâtiment contemporain en dialogue avec le lieu historique.

En tant que nouvel occupant institutionnel, le Centre devait écrire un chapitre de l'histoire du site, y imprimer la marque de son époque et participer à l'évolution architecturale d'une Place-Royale restaurée durant les années 1970. L'enjeu était de taille. Les architectes Gauthier, Guité, Daoust, Lestage, choisis au terme d'un concours national, ont eu pour contraintes le respect de la fonction et du concept d'interprétation. Ils ont également eu à démontrer leur sensibilité à l'environnement patrimonial tout en affirmant un geste d'expression contemporaine.

En accord avec le concept d'interprétation élaboré par le Musée de la civilisation, l'architecture du Centre d'interprétation mise sur la transparence et la perméabilité entre l'intérieur et l'extérieur. Le verre, utilisé en abondance, efface les frontières entre les espaces et favorise le dialogue entre la place et le Centre. L'architecture participe ainsi au discours interprétatif de l'ensemble urbain. En effet, loin de vouloir retenir le visiteur en ses murs, le Centre d'interprétation n'a de sens que dans la mesure où il s'ouvre sur Place-Royale et donne des clés pour comprendre et mieux apprécier le site historique. Dans divers espaces – le hall, la paroi de verre qui sépare le Centre de l'escalier public qui relie la côte de la Montagne à la place, ou bien encore à chaque étage où des percées visuelles sont autant de petits belvédères intérieurs – le Centre est en dialogue permanent avec Place-Royale et peut, ainsi, créer des liens entre l'interprétation et l'objet interprété. Le visiteur a également accès à deux belvédères extérieurs offrant des

vues privilégiées : l'une sur les vestiges de la cour Smith et l'autre, de la toiture sur le site historique dans son ensemble. Grâce à cette approche sensible et novatrice, l'architecture et la muséographie se répondent et se complètent. Cet esprit de dialogue se retrouve dans les activités d'animation historique qui ont lieu durant la belle saison : visites commentées, ateliers éducatifs, animations théâtrales, grand marché d'antan, etc. Ce faisant, le Musée multiplie les portes d'accès à l'histoire de Place-Royale et favorise un va-et-vient entre le site historique et le Centre d'interprétation.

### **Défi muséographique : donner chair et vie au passé**

À certains égards, la maison Hazeur est un microcosme de l'histoire de Place-Royale. Ses vestiges en accentuent le pouvoir évocateur et la capacité à communiquer. Le Centre d'interprétation tire profit de la présence de ces traces et de l'importante collection archéologique constituée lors des fouilles effectuées sur tout le site.

Construite sur l'un des plus anciens établissements, la maison Hazeur témoigne des débuts de la présence française en Amérique. Sa façade de maçonnerie, bien qu'incomplète, montre l'évolution de l'habitation sur la Place-Royale. Le premier étage date vraisemblablement de 1683-1685, années où François Hazeur fit bâtir la maison à la suite d'un incendie qui en 1682 ravagea toute la basse-ville. Le deuxième étage est reconstruit après un bombardement britannique, en 1759. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un troisième étage en brique est ajouté. Le rez-de-chaussée, où à l'origine François Hazeur tenait boutique, a vu sa façade transformée pour les besoins du Centre d'interprétation. Une cave voûtée et d'autres vestiges historiques et archéologiques enrichissent le discours. C'est le cas des murs et des latrines, mais également des artefacts

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

préhistoriques qui témoignent de la présence de groupes amérindiens nomades, entre 1000 et 400 av. J.-C., mis au jour là même où actuellement le spectacle multimédia retrace les grandes étapes de l'histoire de Place-Royale,

La Place-Royale restaurée nous amène au cœur de la Nouvelle-France le Centre d'interprétation nous présente un parcours de la préhistoire à l'époque contemporaine. La visite du quartier nous fait découvrir les maisons de pierre, l'église Notre-Dame des Victoires, la batterie Royale et la visite du Centre nous entraîne à la découverte des hommes et des femmes qui ont vécu derrière les façades des maisons restaurées, tout au long de l'histoire de Place-Royale. Faire halte avec des nomades amérindiens, habiter sous le toit de Samuel de Champlain, dîner chez les Perthuis, faire une promenade sur les quais, louer une chambre au Neptune Inn, faire bombance au London Coffee House, acheter des produits importés à la maison Joseph & Co, faire des affaires avec Charles Aubert de la Chesnaye ou Williams Burns, et écouter les résidants nous parler de Place-Royale aujourd'hui : le Centre d'interprétation raconte en effet comment les gens, avec leurs rêves, leurs espoirs et leurs ambitions, ont bâti leur maison, gagné leur vie, eu des enfants, tenu boutique, commercé, affronté les épreuves pour faire de Place-Royale ce qu'elle est. Le public retiendra la grandeur de Place-Royale. Cette minuscule pointe de terre avançant dans le fleuve Saint-Laurent est un lieu de convergence ouvert sur le monde : halte pour les Amérindiens, comptoir de traite des fourrures, plaque tournante de l'import-export sous les régimes français et anglais, lieu d'accueil des immigrants et plus tard des premiers touristes des temps modernes. Samuel de Champlain lui-même en serait étonné. En construisant une première habitation en bois, véritable forteresse qui servit d'entrepôt, de logis et de poste

de traite, Champlain et la vingtaine d'hommes qui l'accompagnaient ont lancé le coup d'envoi d'une grande aventure, celle de l'Amérique française.

Le Centre d'interprétation, au travers de ses différentes dimensions urbanistique, architecturale et muséographique, fait le récit de Place-Royale et de sa valeur hautement symbolique. Privilégier l'authenticité des vestiges et des collections, donner chair et vie aux grands personnages et aux petites gens qui ont façonné Place-Royale est une approche globale qui permet de mieux saisir les différentes significations du site historique. Le Centre d'interprétation s'intègre dans une réalité plurielle et joue un rôle structurant. Il participe au renforcement du tissu social du quartier historique, à l'évolution de son architecture et à la qualité de son animation culturelle. Le Centre d'interprétation est ainsi tout autant au service de ses concitoyens que des visiteurs qui font escale à Place-Royale. Le Musée de la civilisation situe son action dans la perspective du passé, du présent et de l'avenir. Fidèle à sa signature institutionnelle, il fait de même avec le Centre d'interprétation, car Place-Royale est aussi *un monde en continuité et en devenir*.

### I NOTES

1. Voir le site [http://www.mcq.org/place\\_royale/index.html](http://www.mcq.org/place_royale/index.html)
2. Samuel de Champlain, *Œuvres de Champlain*, 2<sup>e</sup> éd. présentée par Georges-Émile Giguère, Vol. 1, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 148.
3. Cette option s'imposait d'autant plus qu'un incendie a malheureusement ravagé en 1990 les maisons Hazeur et Smith, laissant la place défigurée par des façades placardées.

# | Tipasa, site phare du patrimoine mondial de l'Algérie

*Par Sabah Ferdi*

*Sabah Ferdi est archéologue et inspectrice du patrimoine en charge du site du patrimoine mondial de Tipasa depuis 1982. Elle est également Commissaire général d'expositions patrimoniales et membre fondateur et actif de plusieurs associations nationales et internationales pour la sauvegarde et l'étude du patrimoine. Elle est l'auteur d'ouvrages sur l'antiquité classique et tardive.*

## Présentation, conservation, interprétation d'un site mixte

L'idée de patrimoine évoque quelque chose qui nous a été transmis par ceux qui nous ont précédés. Il est aussi constitué, de façon plus concrète, des biens dont nous devenons propriétaires individuellement ou collectivement. Il est alors le signe visible de ce qui nous enrachine en un lieu ou en un temps : c'est un avoir constitutif de notre être. Le patrimoine, qu'il soit culturel ou naturel, ne peut plus aujourd'hui être cédé, vendu, abandonné ou détruit car sa découverte a fait de notre génération et de notre culture les héritiers, les usagers et les responsables de sa sauvegarde et de sa transmission aux générations futures.

A Tipasa, cet effort de l'homme pour soumettre le monde, dont parle Ibn Khaldoun dans sa *Mouquadima*<sup>1</sup>, a su conjuguer avec un rare bonheur, l'entreprise humaine et la splendeur de la nature. La ville de Tipasa, creuset et symbole de civilisations, a eu la suprême élégance de cacher ses monuments et ses réalisations entre la mer et la montagne, dans un écrin de pins, d'oliviers et d'arbustes méditerranéens. En parcourant ces vestiges, le visiteur déroule le papyrus de notre histoire et découvre



18. Amphithéâtre romain à Tipasa.

l'effort des hommes de notre pays pour s'intégrer à leur environnement : ce qui constitue exactement, comme le disait Ibn Khaldoun, la civilisation.

Des édifices du culte aux monuments funéraires, nos ancêtres ont laissé sur ce site des témoignages uniques de leur savoir-faire technique et de leurs croyances. Nous pouvons mesurer leur capacité à intégrer et à faire fructifier des apports civilisationnels tout au long de quelques-unes des grandes étapes de l'histoire de notre pays : depuis les lointaines périodes du paléolithique jusqu'aux périodes punique, romaine, byzantine, en passant

par celle des royaumes maurétaniens. Visiter Tipasa, c'est rencontrer notre peuple dans ses œuvres et dans ses rêves. C'est communier avec notre histoire. Mais c'est aussi pénétrer dans un jardin de beauté qui honore l'homme, la nature et la création.

### Environnement et typologie du site

Trois ensembles environnementaux constituent le site de Tipasa : l'ensemble oriental, dans lequel se trouve la ville de Tipasa recouvre les contreforts ouest du Sahel, de formation astienne et quaternaire. Le littoral est occupé par des dunes consolidées dessinant

des criques et des promontoires situés à l'intérieur des parcs archéologiques ; l'arrière pays s'élève progressivement en dessinant des coteaux parsemés d'oueds. L'ensemble central, constitué par la vallée de l'oued Nador, est une dépression où s'accumulent les matériaux meubles et récents. L'ensemble occidental est formé par le massif montagneux du Chenoua.

### **Le cadre naturel du site propose donc un paysage très suggestif**

Les vestiges archéologiques se déploient le long d'une vaste baie dont la côte est découpée en criques, plages et promontoires et, à l'intérieur, dans un environnement de verdure luxuriante. Les contreforts du mont Chenoua viennent clore à l'ouest la perspective du site. À 70 km à l'ouest d'Alger, le site s'étend sur une superficie d'environ 70 hectares. Il se présente en deux vastes parcs archéologiques de vestiges monumentaux, en partie fouillés et bien visibles, disposés à l'est et à l'ouest d'un long périmètre de remparts antiques qui délimite la partie de la côte établie entre deux promontoires.

Dans la partie centrale, la ville antique est encore, en grande partie, enfouie sous une épaisse couche de sédiments alluvionnaires, variant d'1 m à 4 m de profondeur, sur lesquels s'étend, jusqu'à l'enceinte sud, un village du XIX<sup>e</sup> siècle avec un type simple d'habitat organisé selon une trame spatiale claire et régulière. Cette trame offre à tout point de vue une perspective paysagère sur les collines et la mer encadrant la cité de Tipasa. Sur l'axe principal, dans le centre de la ville antique, sur la place qui domine le port, s'élève le petit musée qui fut construit en 1955. Il se compose de deux salles d'exposition et d'un patio. C'est un antiquarium assez caractéristique d'un site antique de l'Algérie, qui présente l'essentiel des objets mis au jour par les fouilles.

Le périmètre de protection archéologique a préservé de vastes superficies non fouillées protégeant également une flore méditerranéenne abondante. Ensemble unique de vestiges phéniciens, romains, paléochrétiens et byzantins, Tipasa est considérée comme l'un des sites méditerranéens les plus importants et les mieux préservés et à ce titre, le site a été inscrit sur la Liste du patrimoine de l'humanité en 1982.

### **Tipasa : à la rencontre du patrimoine**

La promotion de la ville de Tipasa au rang de chef-lieu de *wilaya* (province) en 1984 a engendré la nécessité d'introduire des services et équipements nouveaux, créant ainsi une forte extension et densification de l'urbanisme. Cet état de fait a eu pour corollaire la sous estimation de l'acquis historico-culturel de la ville et les percées et les extensions nouvelles ont été à l'origine de la marginalisation du centre historique et de la fragmentation de sa périphérie. La plus grande partie des nouvelles constructions a été érigée dans les périmètres de visibilité, de classement et dans la zone tampon du site. Elles portent ainsi atteinte à l'unité et l'intégrité visuelle de ce paysage décrit par les écrivains et les poètes.

La ville contemporaine de Tipasa a évolué dans l'incohérence et le déséquilibre structurel, en ignorant la stratification des systèmes d'ordonnement urbain qu'a connu la ville depuis l'Antiquité. Dans le souci de préserver la ville historique et son environnement, les services archéologiques algériens chargés de la sauvegarde ont établi en collaboration avec l'UNESCO et en concertation avec les autorités locales un plan permanent de sauvegarde et de valorisation du site de Tipasa. Le Plan de sauvegarde, qui englobe les parcs archéologiques et le tissu traditionnel de la ville XIX<sup>e</sup> siècle, s'articule sur plusieurs axes. Un premier

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

axe s'occupe de la collecte de tous les documents nécessaires à une analyse en profondeur du site de Tipasa dans sa globalité (éléments historiques, architecturaux, sociologiques, géophysiques, géomorphologiques, etc.), ainsi que du diagnostic de l'état du bâti traditionnel. Le second a pour objet l'actualisation du plan topographique et du plan des services urbains (voirie, services d'assainissement) du site de Tipasa afin d'avoir une meilleure lisibilité de l'état du site. L'actualisation des plans a été renforcée par la réalisation d'une documentation photographique et de relevés graphiques de l'ensemble du bâti. La réalisation du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du site de Tipasa a constitué le dernier axe. Une fois réunies, ces informations ont permis la réalisation d'un outil de planification, de sauvegarde et d'urbanisme de la ville de Tipasa. Ce Plan permanent de sauvegarde part des données historiques et de l'espace urbain pour proposer un règlement définissant aussi bien les règles d'architecture que les servitudes auxquelles sont soumis les immeubles et bâtis anciens situés dans le centre historique du XIX<sup>e</sup> siècle. Cet outil de travail important, compte tenu des potentialités d'innovation qu'il offre en matière de conservation et de sauvegarde d'un patrimoine dans sa globalité, a été adopté par arrêté interministériel et transformé en 1997 par délibération communale en Plan d'occupation des sols (POS) du centre historique de Tipasa.

Le Plan excède la conservation et la sauvegarde à motivation historique pour prendre en charge une politique de sauvegarde globale, environnementale, urbaine et architecturale. Cette préoccupation comporte donc une importante composante de planification. Mais sur le terrain, le Plan a montré quelques limites en raison de l'inadéquation des instruments de sauvegarde<sup>2</sup> à un site à composantes complexes : archéologiques, historiques, culturelles et sociologiques.

Les services archéologiques de Tipasa ont donc lancé une opération d'analyse complémentaire utilisant une méthode de contrôle morphologique et architectural par l'établissement de matrices territoriale, urbaine, architecturale et de construction. Les diagrammes qui en ont été tirés sont des outils d'investigation et d'interprétation de la *forma urbis* de Tipasa. Les cartes des permanences et de transformation dans le lotissement foncier et bâti et les cartes d'individuation des unités constituent désormais un canevas pour toutes les interventions au sein du centre historique, depuis la restructuration du tissu urbain jusqu'à la restauration du bâti. Cette opération n'a pas pour but la connaissance de l'histoire des formes, bien évidemment, mais elle permet de comprendre la logique de formation et de transformation de l'établissement de Tipasa en vue d'une meilleure sauvegarde.

### Le musée de Tipasa

Le Musée est un petit bâtiment, joliment agencé, qui s'élève sur la place qui domine le port. Il fut construit en 1955 selon les plans de l'architecte en chef des monuments historiques. Il se compose de deux salles d'exposition et d'un patio. Après avoir traversé ce dernier, le visiteur accède à la salle principale d'exposition : là, des vitrines disposées aux quatre coins présentent une importante collection de pièces archéologiques telles que poteries puniques, romaines ou de fabrication locale, pièces de verre d'une exceptionnelle beauté, trésor monétaire, bijoux d'or, mosaïques, sarcophages et inscriptions funéraires. L'essentiel des collections exposées provient des nécropoles environnantes.

Le musée de Tipasa, en plus de sa mission de conservation et de protection, est aussi un centre régional dispensateur de connaissances et

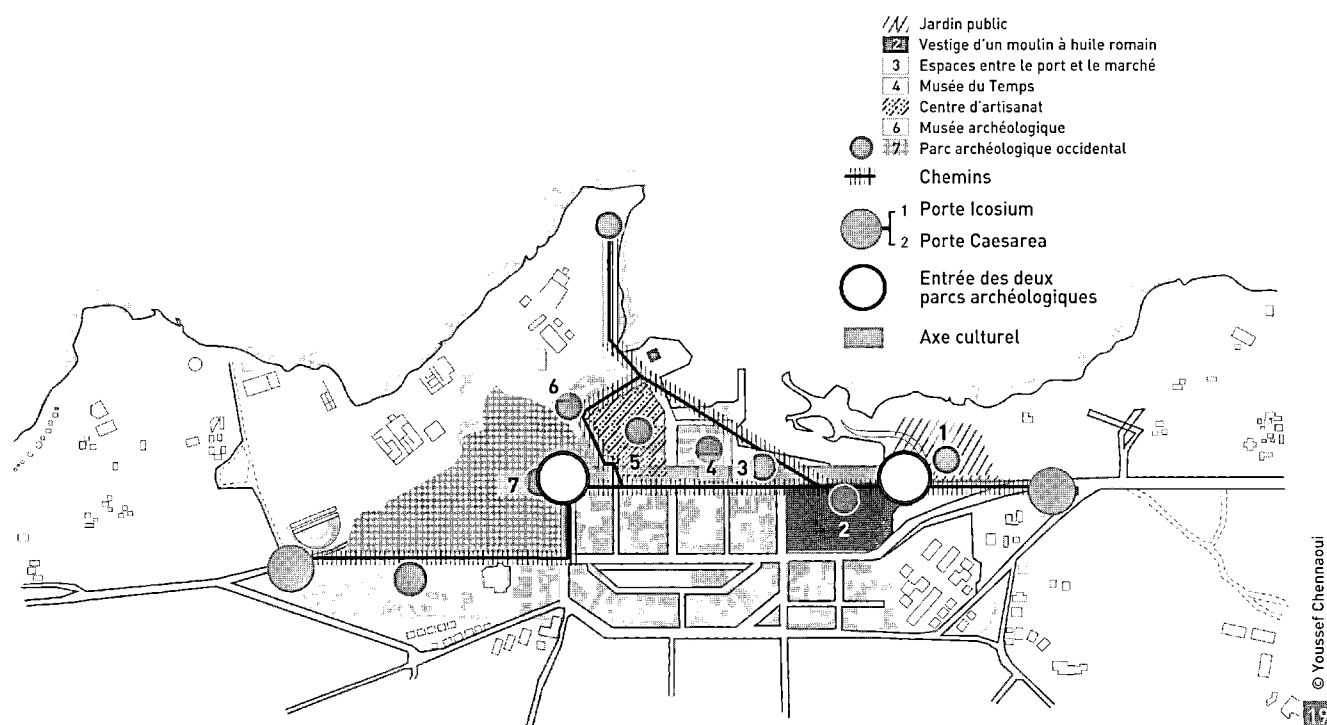


d'informations sur l'histoire du site et de son territoire. Il est le précurseur dans l'élaboration et l'application du Plan permanent de sauvegarde, à ce titre, il instruit les dossiers du permis de construire et de lotir et délivre les autorisations nécessaires en conformité avec ce plan. Il est également le noyau fédérateur dans l'élaboration et la coordination des manifestations culturelles, il programme, coordonne et soutient toutes les actions visant à la promotion du site dans la stratégie d'urbanisation et d'aménagement du territoire.

### Le projet de valorisation

Tipasa, chef-lieu de *wilaya*, présente un caractère particulier dont l'originalité mérite qu'on s'y arrête et qu'on la valorise. Il constitue, en effet, un lieu où la ville et la vie contemporaines s'intègrent dans un site

archéologique. Celui-ci nécessite, par conséquent, une mise en valeur culturelle et touristique qui ne l'isole pas de la ville récente tout en le préservant des effets néfastes. La valorisation doit s'articuler autour de trois éléments structurants : le *decumanus*, le parc archéofloral et la muraille antique. Le site antique était traversé par une voie décumane dont on retrouve encore aujourd'hui d'importants vestiges. Cette voie, qui traverse d'est en ouest les deux parcs archéologiques et le centre de la ville actuelle mérite d'être entièrement redécouverte afin de souligner la circulation entre ces lieux. Elle offrirait une perspective complète de la ville et constituerait une frontière naturelle entre la ville antique et moderne, tout en permettant une prise en compte du tourisme culturel et patrimonial. Cet axe serait défini par une plantation d'arbres éclairés de nuit.



19. Plan du site de Tipasa par rapport à la ville moderne.

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

Afin de préserver l'ensemble du site de l'urbanisme sauvage, il a été proposé d'organiser les différents sites en parcs floraux et archéologiques dans lesquels les circulations publiques seraient délimitées par des plantations tout en permettant de ceinturer, d'une manière élégante et harmonieuse, les espaces où les fouilles sont à protéger ou à prévoir. Cette action préviendrait la circulation anarchique qui est source d'incendies et de dégradation des monuments. La solution du parc permet une séparation nette entre la nature et les vestiges archéologiques tout en offrant une circulation régulière autour des monuments. Un système d'éclairage ambiant devrait compléter ce circuit.

Outre l'axe horizontal de la voie décumane, celui du mur d'enceinte de la cité antique situé à l'est de la ville moderne serait restitué par un éclairage urbain nocturne afin de créer un second axe, perpendiculaire au premier.

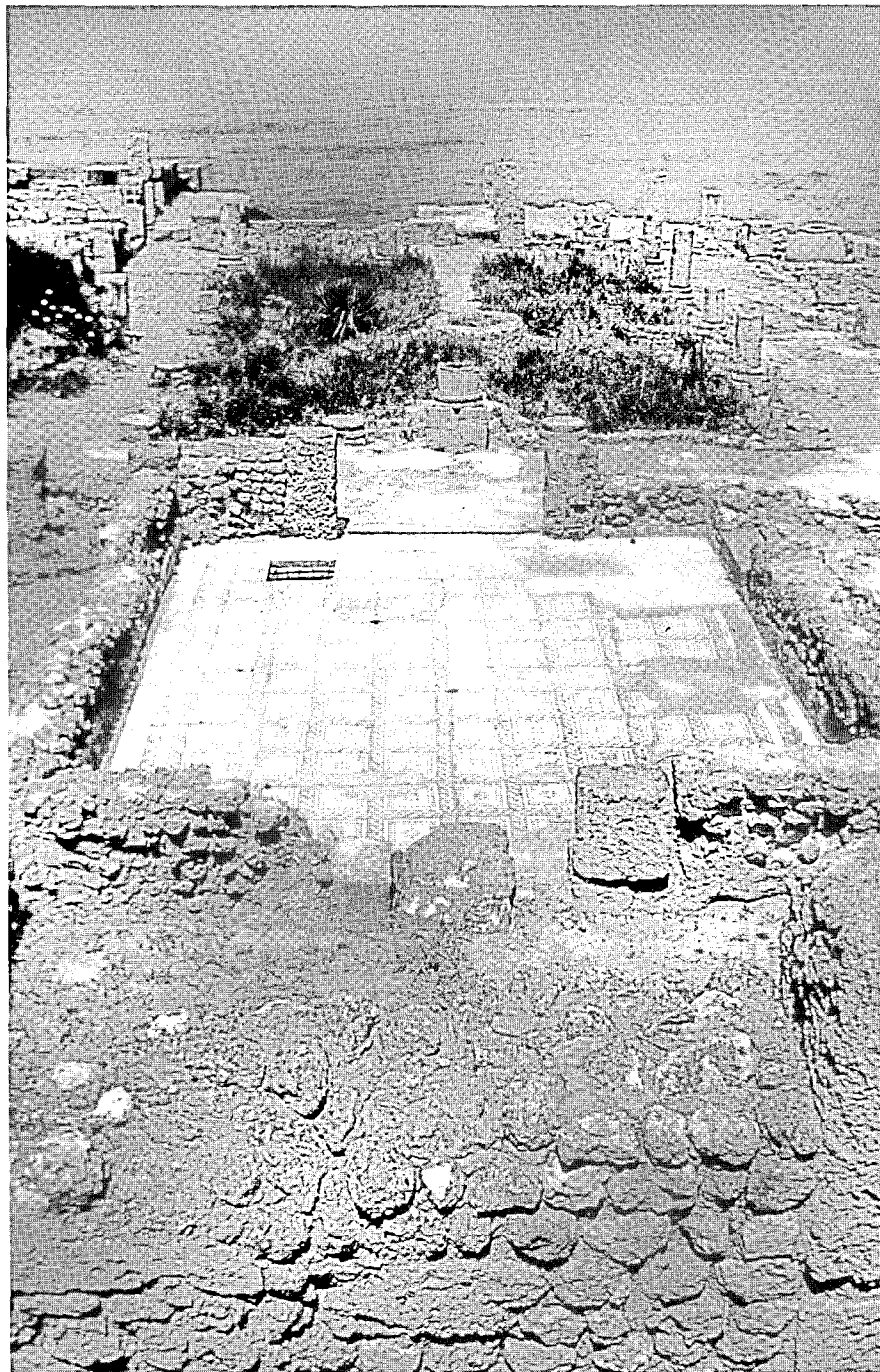
C'est à travers l'aménagement du territoire que nous pouvons prendre en charge d'une façon durable la question de la valorisation du patrimoine et de son intégration dans le développement économique. La valorisation et la sauvegarde font partie de la politique de l'environnement et la conservation du caractère historique des ensembles patrimoniaux est indissociable de la politique sociale de l'habitat. La prise en charge du patrimoine n'est donc pas seulement l'affaire des experts ; l'appui de l'opinion publique est essentiel. Le citoyen doit participer à cette action depuis l'établissement des inventaires jusqu'à la préparation des décisions. Un véritable dialogue doit s'instaurer entre les experts, les pouvoirs publics, les aménageurs et le public. Car c'est par ce dialogue que l'importance et la signification du patrimoine et de son environnement seront mis en évidence.

### I NOTES

1. Ibn Khaldun, *Discours sur l'histoire universelle* [Al-Muqaddima], Beyrouth/Paris, 1967.

Réédité par UNESCO/Sindbad en 1978, collection UNESCO d'œuvres représentatives.

2. On entend par instruments de sauvegarde des instruments d'investigation et d'analyse de la forme urbaine et du bâti ancien (en vue d'élaborer des recommandations techniques quant aux zones *non aedificandi* et *non altus tollendi* aux abords des monuments et vestiges), du choix du vocabulaire architectural, des matériaux et des couleurs pour la réparation du bâti ancien ou la construction de nouveaux projets.



© UNESCO/Charaffi, Fabian  
20

20. À Tipasa, les ruines phéniciennes, romaines, paléochrétiennes et byzantines côtoient des monuments autochtones.

# | Inventaire et gestion globale en archéologie : l'exemple du Musée de Neuchâtel

Par Marie-Odile Vaudou

*Marie-Odile Vaudou est archéologue et historienne de l'art, licenciée ès lettres avec mémoire de l'Université de Lausanne (Suisse). Responsable de la réalisation de la méthode d'inventaire au Laténium de 1996 à 2003, elle a collaboré, pendant près de quinze années, à la classification des collections du Musée d'archéologie et d'histoire de Lausanne. Elle a publié plusieurs articles sur la gestion du patrimoine et les systèmes d'inventaire. Son travail au Laténium fait l'objet d'une publication à paraître, Pour une gestion durable du matériel archéologique : de la fouille au musée, méthode et nomenclature d'un nouveau système d'inventaire informatisé, Service et Musée d'archéologie du canton de Neuchâtel (SMA), Neuchâtel, 2004<sup>1</sup>.*

Procédant d'une réflexion globale, la nouvelle méthode d'inventaire en archéologie, développée de 1996 à 2003 au Musée d'archéologie de Neuchâtel (SMA) en Suisse, s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire qui vise à gérer le produit intégral de la fouille. Cette approche inclut toutes les productions de l'homme et de son milieu. Elle conduit l'objet archéologique de la fouille à son entreposage dans les dépôts ou à sa présentation dans les vitrines dans une démarche unique. Cette gestion fait partie du cycle de la conservation, de l'étude et de la mise en valeur du patrimoine local. L'inventaire informatisé constitue une étape cruciale au sein de cette chaîne opératoire, car il permet de classer les objets, non plus uniquement pour eux-mêmes, mais en relation avec le contexte de découverte. Il est ainsi possible de traiter dans une même perspective les objets, les échantillons végétaux, les prélèvements d'animaux, le matériel lithique aussi bien que la documentation

archivistique et les études connexes. Cette démarche est influencée par l'évolution de l'archéologie qui intègre, dès le milieu des années 1960, de nouveaux outils de recherche en recourant aux sciences de la terre et aux sciences dures, comme la chimie ou l'informatique.

L'accroissement de la documentation archéologique et archivistique produit de fouilles systématiques, ainsi que la diversité des études menées conjointement, ont nécessité de gérer une masse toujours plus volumineuse et variée d'informations. La disparition définitive des sites, suite aux fouilles de sauvetage qui précèdent les aménagements publics, conduit à porter une attention particulière aux relevés et aux méthodes d'enregistrement des données. Une réflexion sur la gestion du matériel à une échelle beaucoup plus vaste qu'auparavant s'est donc imposée comme corollaire de ces changements.

### **Maîtriser la quantité et la diversité du matériel**

La création d'un nouveau système d'inventorisation au Laténium, le parc musée d'archéologie sur la commune d'Hauterive<sup>2</sup>, a permis de gérer, de façon systématique et homogène, la quantité et la diversité du matériel archéologique conservé dans le Musée. Les fouilles de sauvetage et les sondages menés depuis 1964 sur le tracé de l'autoroute, sur la rive nord du lac, et dans le reste du canton, ont permis de mettre au jour un vaste matériel qui complète les collections nationales et internationales créées dès la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Elles s'échelonnent sur une période de 50 000 ans, depuis le Paléolithique moyen (le vestige le plus ancien est une mâchoire de Néandertalien datant environ de 45 000 ans av. J.-C.) jusqu'à l'époque moderne. La richesse du mobilier, qui représente plusieurs tonnes de matériel, s'explique en grande

partie par la géographie, l'histoire du lieu et la bonne conservation des objets dans les sédiments lacustres.

Quels que soient leur état de conservation, leur provenance ou leur dimension, les objets sont classés sans aucun critère discriminant. Une perle en ambre, un menhir, un ossement, une épingle ou un clou ont, du point de vue de l'inventaire, une importance équivalente ! Les seules distinctions possibles, qui peuvent survenir lors des enregistrements, peuvent relever de la complexité de l'objet ; il peut s'agir de la spécificité d'une forme ou d'un décor, ou d'une exploitation particulière du mobilier en vue d'une étude ou d'une exposition.

L'inventaire doit assurer le catalogage, l'identification et la documentation de cette immense mémoire collective. Il a pour but de quantifier et de qualifier le matériel selon des critères scientifiques, de le localiser et de gérer les mouvements d'objets. Le système normalisé permet les comptages et révèle des sériations qui ne sont, sans lui, pas visibles ; il doit permettre de sélectionner des pièces selon des caractéristiques précises afin de créer des corpus en vue d'études ou d'expositions. C'est un outil d'interprétation et de synthèse qui permet d'avoir une vision directe, individuelle ou globale, des objets et qui évite les longs dépouillements manuels. En inventoriant la masse et en maîtrisant l'inflation du matériel issu des fouilles contemporaines, on garantit également un stockage rationnel dans les dépôts. Gérer la quantité, c'est la préserver pour mieux l'exploiter. Dans l'urgence des découvertes liées aux fouilles de sauvetage, l'inventaire constitue un cadre stable. Il assure au matériel une gestion fondamentale, qu'il est possible de compléter ultérieurement. La saisie informatisée du mobilier est, sur les chantiers, concomitante de la fouille.

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

### Cadre juridique et spécificité helvétique

En raison de l'absence de pouvoir centralisé en Suisse (l'État fédéral confère aux cantons une certaine autonomie), il résulte, selon les régions du pays, le type de trouvailles et l'importance des gisements, des disparités entre les différents services cantonaux d'archéologie. Afin de garantir une certaine cohérence dans la gestion du patrimoine helvétique, dès 1961, un arrêté fédéral stipulait que le financement des fouilles archéologiques entreprises sur le tracé des futures autoroutes était à la charge du gouvernement<sup>4</sup>. En revanche, la conservation et la publication des trouvailles sont à la charge des cantons où les fouilles sont situées. Ils deviennent propriétaires des objets<sup>5</sup>. Conformément aux statuts de l'ICOM et aux conditions d'adhésion à l'Association des musées suisses, les institutions helvétiques doivent tenir compte des critères suivants pour la gestion de leurs collections : « *Les collections ont une valeur patrimoniale avérée et sont gérées selon des critères adéquats. Il existe un inventaire (terminé ou en cours d'élaboration) des collections établi sur des bases scientifiques accessibles aux chercheurs. La qualité et l'intégrité des collections ne peuvent être réduites par la vente d'objets de ces collections* »<sup>6</sup>. Le Musée d'archéologie a donc pour mission d'exposer, d'identifier, d'inventorier, de documenter, de restaurer, de mettre en réserve et de protéger le matériel archéologique ainsi que la documentation archivistique.

Une tentative de gestion commune du patrimoine culturel dans son ensemble a été élaborée en 1996 à travers la Banque de données des biens culturels suisses. Elle n'a cependant pas été appliquée sur l'ensemble du territoire. Ce système de catalogage comprenait le mobilier de diverses disciplines, comme l'archéologie, les beaux-arts, l'histoire, l'ethnographie, etc. Ce système SIGMA (Système d'inventaire et

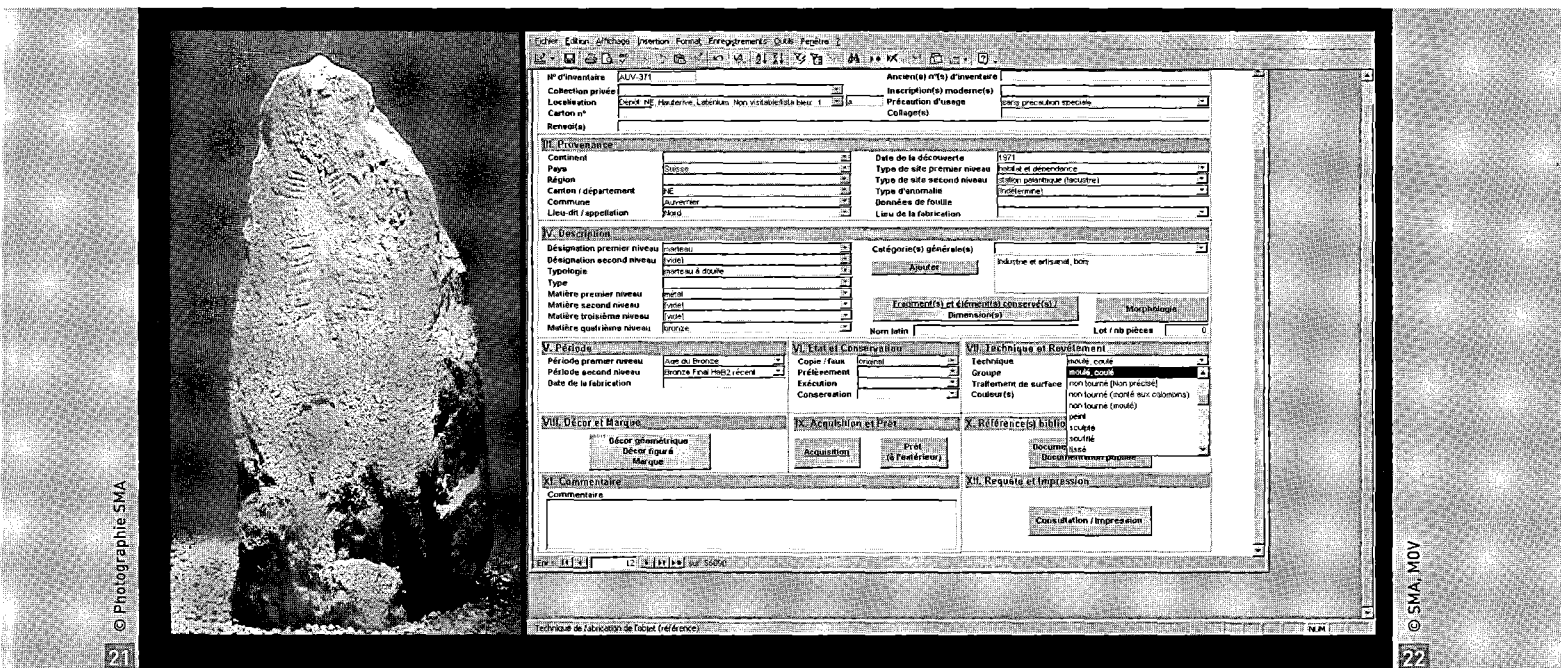
de gestion muséographique et archéologique), qui utilise le logiciel Texto, a été développé au Musée d'archéologie et d'histoire de Lausanne dès 1989.

### Inventaire et gestion globale

Outre l'obligation juridique d'effectuer des inventaires pour les musées, la perspective de l'ouverture du Laténium<sup>7</sup> et du déménagement des objets dans les nouveaux locaux a été un des éléments décisifs de la réalisation d'un nouveau système d'inventaire. En effet, il fallait enregistrer de façon prioritaire toutes les pièces et les lots destinés à être exposés dans le futur musée. Finalement le regroupement, dès septembre 2001, du Musée, du Service des fouilles et de l'Institut de préhistoire de l'Université au Laténium a influé sur la conception et la structure de l'inventaire. Au Laténium, la volonté de gérer de façon collective le produit global de la fouille, des collections du Musée et des archives (rapports, études, etc.) a été le déclencheur d'une réflexion de fond, menée par Béat Arnold, archéologue cantonal. Il en est résulté une approche marquée conjointement par les problématiques posées par le terrain et par celles des collections. La structure de l'inventaire a tenu compte, à partir des thésaurus communs au service des fouilles et au Musée, des données de terrain aussi bien que des informations typologiques et muséographiques propres aux objets. Cette synergie constitue une des spécificités de l'inventaire du Laténium. En utilisant un langage descriptif suffisamment précis pour rendre compte du degré de finesse de l'objet et intelligible de manière à être applicable à tout le matériel, le système développé établit un pont entre le niveau général et celui du spécialiste. Afin de garantir une efficacité maximale lors des enregistrements, qui peuvent être sommaires ou détaillés, la structure hiérarchique ne dépasse pas quatre degrés de précision au sein des rubriques<sup>8</sup>.

Depuis les années 1970, différents systèmes d'enregistrement des données avaient déjà été expérimentés sur le logiciel D-Base pour les fouilles lacustres. Ils visaient à élaborer un langage descriptif commun et sommaire. Les informations étaient très difficiles à exploiter car elles étaient distribuées de façon statique sur des centaines de cahiers. Une dizaine d'années plus tard, la volonté de structurer des données archéologiques pour les rendre accessibles aux autres chercheurs a prévalu. L'expérience de

est donc destinée à chapeauter les différentes bases, depuis la prospection jusqu'à l'entreposage dans les dépôts, en passant par la fouille, la conservation-restauration, l'inventaire et l'étude. Elle a pour objectif d'optimiser les conditions d'analyse, grâce à une exploitation et une accessibilité maximale des données. Il s'agit d'un outil documentaire évolutif, établi sur le logiciel Access®. Destiné à être utilisé de façon durable, il doit bénéficier des expériences actuelles et futures. Son efficience croît en fonction



21. Menhir anthropomorphe trouvé à Bevaix et daté de 5500 av. J.-C. La gravure du visage semble être plus récente.

22. Le système d'inventaire gère les objets issus des fouilles et des collections, par le biais de thésaurus communs.

bases de données différentes pour les sites fouillés à cette période a rendu indispensable la création de systèmes de gestion homogènes et standardisés. Grâce à l'établissement de tables de corrélation, l'inventaire actuel a pu récupérer une partie de ces données anciennes. Cette nouvelle banque de données générale

de la quantité des informations à gérer. Ce système de gestion centralisé favorise la consultation des informations et permet au chercheur de travailler sur ses propres bases ou à partir de celles de ses collègues. Grâce à l'établissement d'un réseau informatisé, chaque banque de données est accessible, en lecture seule, aux



## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

collaborateurs du Service et du Musée d'archéologie de Neuchâtel (SMA).

### **Une plateforme commune**

La volonté de gérer de façon exhaustive les vestiges a nécessité la réalisation de thésaurus communs aux différents départements, concernant les provenances, les matières, les périodes, les typologies et les types du site. Cette plateforme commune permet un regroupement homogène des informations et un chemin d'accès à l'identification d'un artefact dans telle ou telle étape de la chaîne opératoire. Il est ainsi possible de consulter, par le biais du numéro d'inventaire de l'objet, les différentes bases spécifiques et de connaître les informations connexes au mobilier. A-t-il fait l'objet d'une étude par un spécialiste ou d'une fouille spécifique? On consulte alors la base des spécialistes ou la base des fouilles.

Certaines rubriques sont propres à l'inventaire du mobilier et n'apparaissent pas dans la base de données des fouilles, comme notamment les précautions d'usage à respecter lors de la manutention des pièces ou le nom des collectionneurs. Inversement, des données spécifiques aux fouilles, comme les relations stratigraphiques, ne figurent pas dans la base des objets.

Il existe une version complète des thésaurus, destinée à l'inventaire du Musée, et une version allégée destinée aux fouilles. Cette dernière comporte les termes et les rubriques utilisés fréquemment sur le terrain. En effet, certains termes, comme les armures ou les carreaux d'arbalète, sont peu utiles sur les fouilles actuelles! En revanche, la version complète peut toujours être activée, même sur le terrain, si un spécialiste livre une information spécifique sur une matière, une typologie ou lors de découvertes insolites.

### **Un fichier général unique**

La masse et la diversité du matériel ont favorisé la création d'un seul fichier informatisé. L'accès aux informations, par le biais des requêtes, se fait en une seule opération, car toutes les données sont unifiées et centralisées. Des fichiers distincts par période peuvent engendrer une dispersion des données et des équivoques pour les pièces qui existent à plusieurs époques ou qui sont difficilement datables. Les requêtes permettent ensuite de faire tous les tris souhaités, de localiser des pièces individuelles ou des ensembles. L'intérêt, et l'atout, d'un fichier unique est de permettre d'intégrer, dans une seule fiche, des informations de différente nature relatives au mobilier. Dans le cadre du réseau informatisé, qui relie les différents départements, le fichier unique facilite la consultation et la circulation des informations. Il permet de détecter plus directement les erreurs d'enregistrement du mobilier et de compléter, voire de corriger, les informations de façon homogène.

### **Maintien des spécificités et perspective commune d'exploitation**

Dans le cas de l'inventaire, le vocabulaire propre à un seul chercheur disparaît au profit d'une syntaxe commune compréhensible par tous. Certains thésaurus, comme la provenance, la période, la typologie, la matière, la technique, le traitement de surface et le type de pâte des céramiques, sont communs aux départements du Musée et du Service des fouilles. Ce tronc commun, dans lequel l'utilisateur peut puiser, permet de consulter, par exemple, la base générale de l'inventaire du Musée et de bénéficier, pour le même objet, des données précises de terrain en consultant la base des fouilles. Les thésaurus communs permettent donc une lecture à deux niveaux, tout en

offrant une homogénéité dans la syntaxe des rubriques fondamentales. Les spécificités des départements sont donc maintenues (puisque l'inventaire du Musée a des rubriques spécifiques, comme le nom des collectionneurs, ainsi que la base des fouilles avec les données stratigraphiques. Le côté contraignant des thésaurus communs est compensé par l'accessibilité du système et la constitution de corpus à des fins d'analyse. Ces deux niveaux de gestion ouvrent une perspective commune pour l'ensemble de la documentation archéologique et, par conséquent, une meilleure exploitation scientifique. C'est l'occasion de mettre en relation plusieurs compétences. En ouvrant l'accès aux données, on dynamise et décloisonne les différentes unités. Mais il est impératif qu'un objet soit nommé de la même façon dans les différentes bases, afin de pouvoir bénéficier de corpus exhaustifs.

### Étapes de la réalisation

Plusieurs étapes ont été nécessaires à la réalisation du système d'inventaire. Il a fallu, dans un premier temps, évaluer les besoins des collaborateurs, puis envisager tous les cas de figure imposés par le matériel (la structure, une fois établie, autorise des développements, mais pas de modification de fond). Les rubriques ont été créées et regroupées par thème, avec leurs niveaux de précision respectifs. La phase ultime a consisté à enregistrer, à titre expérimental, un ensemble clos de mobilier, constitué de différents décors, formes, dimensions et désignations, pour vérifier le bon fonctionnement du système. Cette étape est indispensable pour s'assurer de la pertinence et de la viabilité de la méthode. La gestion minutieuse des premiers enregistrements d'objets a permis par la suite d'appréhender des ensembles plus vastes, comme les lots. Le système a gagné en efficacité et ouvert des échanges avec d'autres institutions ou des chercheurs.

Les relations informatiques sont ici intentionnellement peu nombreuses, car une reconversion dans un logiciel plus performant, comme Oracle®, peut être envisagée à terme. Des mesures de protection ont été établies pour éviter les doublons, notamment pour la rubrique du numéro d'inventaire. Ce champ est primordial, car il fait le lien avec les autres bases.

### Le formulaire de saisie

Afin de faciliter la saisie et de gagner en efficacité, le formulaire d'enregistrement des objets est intentionnellement très structuré et sobre d'aspect. Il comprend des rubriques qui sont toutes agencées de façon hiérarchique, du général au particulier, afin d'établir différents degrés de précision. Certaines rubriques fondamentales, comme le numéro d'inventaire, la désignation, la provenance, la matière et la période générales, sont obligatoires. En revanche, les rubriques plus spécifiques, comme la typologie, les décors, les périodes et les matières précises (de troisième ou de quatrième niveau) ne sont remplies que si les informations livrées par l'objet, ou le degré de connaissance du chargé de saisie, sont suffisantes. Il existe différents types de rubriques :

*Liste déroulante* : certains thésaurus, dont ceux des désignations, des matières, des périodes ou des techniques, se déroulent automatiquement dans l'ordre alphabétique, lorsqu'ils sont activés. Ce système impose le terme à l'utilisateur, garantit l'unité de la syntaxe et prévient les erreurs de saisie ou l'ajout arbitraire de termes. Les thésaurus peuvent être complétés par le responsable de la gestion.

*Filtre* : il existe, entre certains thésaurus, ceux notamment des désignations, des typologies, des périodes ou des matières, des filtres qui permettent

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

de générer automatiquement un niveau de précision supplémentaire. Par exemple, la sélection d'un terme de la liste des périodes générales, c'est-à-dire de premier niveau (par exemple âge du bronze) détermine les sous-périodes (le « second niveau ») qui lui sont relatives, comme Bronze ancien ou Bronze final, etc.

*Liste mixte* : ce type de liste permet d'ajouter ou de préciser librement un terme figurant déjà dans le thésaurus. C'est le cas notamment des descriptions des décors.

*Rubrique automatique* : certaines rubriques ont des contenus récurrents qui s'inscrivent par défaut, c'est-à-dire de façon automatique. C'est le cas notamment de la rubrique de Copie/Faux (le terme « original » s'inscrit à chaque nouvelle fiche). S'il s'agit d'un fac-similé ou d'une réplique, l'utilisateur déroule la liste et sélectionne le terme adéquat.

*Champ texte* : les champs textes, comme la rubrique du commentaire, sont exclusivement réservés aux remarques qui ne peuvent pas être reportées dans les rubriques ordinaires.

*Fenêtre* : les fenêtres s'ouvrent sur des rubriques. Il s'agit notamment des décors, des dimensions, des éléments conservés, des acquisitions et des prêts. Les intitulés, figurant sur les boutons, sont soulignés automatiquement, lorsque la fenêtre contient des informations.

*Requêtes* : l'ensemble « Requête et Impression » est un module de recherche pour la consultation et l'impression des fiches. Les requêtes sont multiples et peuvent comporter un nombre indifférent de critères. On peut sélectionner, par exemple, toutes les épingles de tel site et de telle typologie qui ne sont pas de l'âge

du fer, ou encore toutes les céramiques à pâte claire et à revêtement de la période romaine.

### Un unique responsable de la gestion

L'exploitation ultérieure optimale des informations procède d'un enregistrement efficace et soigné. Chaque fiche ne prend sa réelle signification que lorsqu'elle s'inscrit dans la quantité et la durée. Une telle démarche aide également à surmonter le caractère parfois ingrat de la saisie ! Les résultats d'une requête ne sont pertinents que dans l'exhaustivité des enregistrements, car les similitudes ou les différences entre les artefacts sont manifestes à ce moment. En cas d'ambiguïtés entre plusieurs termes, lors de la saisie, le responsable fait un choix et décide d'enregistrer tout le mobilier de la même façon. Cependant, il est fréquent que des objets revêtent des dénominations différentes selon les spécialistes ou les périodes (il existe parfois autant d'auteurs que d'appellations !). Dans le doute, il est préférable d'opter pour un terme neutre et sans nuance interprétative, qui sera toujours enregistré de la même façon. Si on enregistre, par exemple, alternativement le terme « torque » ou « collier » pour désigner le même objet, il résultera, lors des requêtes, un comptage erroné et des corpus incomplets. Il faut donc se prémunir de telles ambiguïtés et prendre des options claires. Dans le cas d'un artefact dont la désignation s'est précisée ultérieurement, il est possible de faire un remplacement global d'un terme par un autre. Cette opération n'est possible que si un type d'objet a été saisi de façon systématique.

En utilisant un langage descriptif suffisamment précis pour rendre compte du degré de finesse de l'objet et intelligible de manière à être applicable à tout le mobilier, il s'établit un pont entre les demandes et

les réponses. La syntaxe normalisée prévient les écueils du langage individuel. C'est pourquoi un système de données commun est beaucoup plus complexe à développer qu'une base individuelle. Le suivi de la gestion de l'inventaire doit impérativement revenir à une personne de référence, qualifiée et compétente. Elle est responsable des ajouts, des remplacements, voire des suppressions de termes dans les thésaurus, dans le respect de la structure initiale. Elle centralise les données, encadre les chargés de saisie, corrige les fiches et les imprime ; toutes les modifications sont ainsi effectuées par la même main, ce qui unifie les données et facilite les recherches (en particulier lorsqu'il s'agit d'enregistrements faits par plusieurs personnes). Si la fiche présente une anomalie ou une ambiguïté, le retour à l'objet est nécessaire.

### Politique de catalogage

L'efficacité des enregistrements du mobilier est intimement liée à la politique de catalogage, qui doit être clairement définie sur le long terme. L'inventaire étant une des pièces maîtresses de la conservation des ensembles de vestiges, il est envisagé d'enregistrer, à terme, tout le mobilier. Cela ne signifie pas qu'il sera étudié globalement ! Il est nécessaire, pour effectuer des enregistrements cohérents, de définir au préalable ce qui va être inventorié. Et de regrouper le matériel par site, par matière et par période. Le niveau de précision de la saisie dépend de l'exploitation ultérieure du matériel. Il peut augmenter si la pièce va être publiée ou exposée (comme ce fut le cas pour le matériel des vitrines), ou diminuer si elle est stockée par caisses dans les dépôts. Dans certains cas, le traitement par lot permet de préserver l'unité d'ensembles qui n'ont pas encore été analysés. Il sera ainsi possible de retrouver un mobilier original, qui sera, à terme, restauré, inventorié en détail et dessiné.

De façon générale et sans mention spéciale, le chargé de saisie remplit toujours les rubriques avec le plus de précisions possible. L'enregistrement est toujours effectué à partir de l'objet, qui est l'archive primaire. Les informations issues notamment des registres, des rapports de fouilles ou des étiquettes accompagnant les objets doivent être mentionnées. Elles ne constituent cependant pas l'information de base, puisqu'il s'agit d'archives secondaires. Une saisie unifiée permet également d'éviter des pertes de temps importantes lors de la correction des fiches.

### Bilan et perspectives

Parce qu'il est appelé à devenir également un document d'archive tributaire de l'évolution de l'archéologie, l'inventaire informatisé est destiné à avoir son propre cycle de conservation au même titre que tout autre document. Ce lien entre l'objet mobilier et sa documentation garantit une évolution maîtrisée des étapes de la chaîne opératoire. La grille de lecture que propose l'inventaire à partir de paramètres explicites relève d'une démarche rigoureuse qui rejoint, dans sa structure, la rigueur des modèles et l'objectivité propres aux sciences dures préconisées notamment par la New Archaeology anglo-saxonne. Cette grille conserve cependant une certaine souplesse dans le sens où elle n'enferme pas le matériel dans un carcan, mais lui donne une chance d'interprétation continue et de nouvelle histoire. De ce point de vue, notre démarche est proche de « l'archéologie contextuelle » de Ian Hodder<sup>9</sup>, qui donne du sens aux vestiges, par le biais de l'établissement de typologies strictes en permettant, entre autres choses, de préciser les relations de ressemblance ou de dissemblance qu'entretiennent entre eux les artefacts.

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

### | NOTES

1. Cet ouvrage contient une introduction sur les objectifs et les choix qui ont présidé à la conception du système. Celle-ci est complétée par une partie pratique qui décrit chaque rubrique du formulaire d'enregistrement. Finalement une partie technique, constituée de thésaurus spécifiques, comme les décors, les techniques ou les formes des récipients, est définie et illustrée.

2. L'ancien Musée cantonal d'archéologie de Neuchâtel est devenu le Laténium et a été inauguré le 7 septembre 2001. Il résulte d'une synergie entre musée, parc, service cantonal d'archéologie, institut de préhistoire rattaché à l'Université, laboratoire de conservation-restauration et de dendrochronologie. Le Laténium tire son appellation du site de proximité de Marin/La Tène, qui est connu pour avoir donné son nom au second âge du Fer. Construit face au lac, à l'emplacement de deux villages sur pilotis datés respectivement de 3800 et de 1050 à 870 av. J.-C., le Musée est entouré par le parc archéologique. Le visiteur bénéficie ainsi d'une continuité entre les salles de l'exposition, qui présentent principalement des objets du patrimoine local, et des structures complètes reconstituées à l'extérieur (maison sur pilotis, tumulus, jardin romain, etc.). Le Laténium appartient dorénavant à l'histoire du site ; il a reçu le prix du Musée par le Conseil de l'Europe en 2003. Le dépôt visitable conserve plus de 800 000 objets et privilégie la présentation d'ensembles typologiques de matériel, regroupés par période ou par culture. L'exposition permanente regroupe 3 000 objets de cet ensemble.

3. *Archéologie suisse. L'archéologie neuchâteloise revisitée*. Société suisse de préhistoire et d'archéologie (Bâle), 25, 2002, 80 p.

4. Cette ordonnance est également appliquée aux financements des fouilles archéologiques effectuées sur les tracés ferroviaires.

5. Tissot, N. *Protection juridique des vestiges archéologiques – Problèmes liés au droit des expropriations et de l'aménagement du territoire*. Éditions Ides et Calendes, Neuchâtel, 1991, 262 p.

6. Bruelisauer, J. Der Verband der Museen der Schweiz, *Archéologie suisse*. Société suisse de préhistoire et d'archéologie (Bâle), 21/2, 1998, pp. 48-49.

7. Le peuple neuchâtelois, sensibilisé à la richesse de son patrimoine, a voté en 1996 l'attribution de crédits destinés à la construction du musée et à sa muséographie, voir *Architecture suisse* 2002, p. 145-4. *Architecture suisse* Laténium-Parc et Musée

d'archéologie de Neuchâtel 2068 Hauterive (Neuchâtel), AIX 10, 2002, 145, pp. 1-4.

8. À titre de comparaison, le Musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye (France) utilise un système qui permet un niveau de précision extrême : la hiérarchie à l'intérieur des rubriques s'élève jusqu'à sept degrés et les champs sont multiples. En revanche, le département des Antiquités grecques et romaines du Louvre utilise un système beaucoup plus succinct. La précision de l'outil varie donc considérablement d'un établissement à l'autre.

9. Voir Ian Hodder, *The Archeology of Contextual Meaning*, Cambridge University Press, 1987, cité par Philippe Jockey, *L'Archéologie*, Paris, Berlin, 1999.

# | De Tony Garnier au Musée Urbain : la naissance d'une cité culturelle

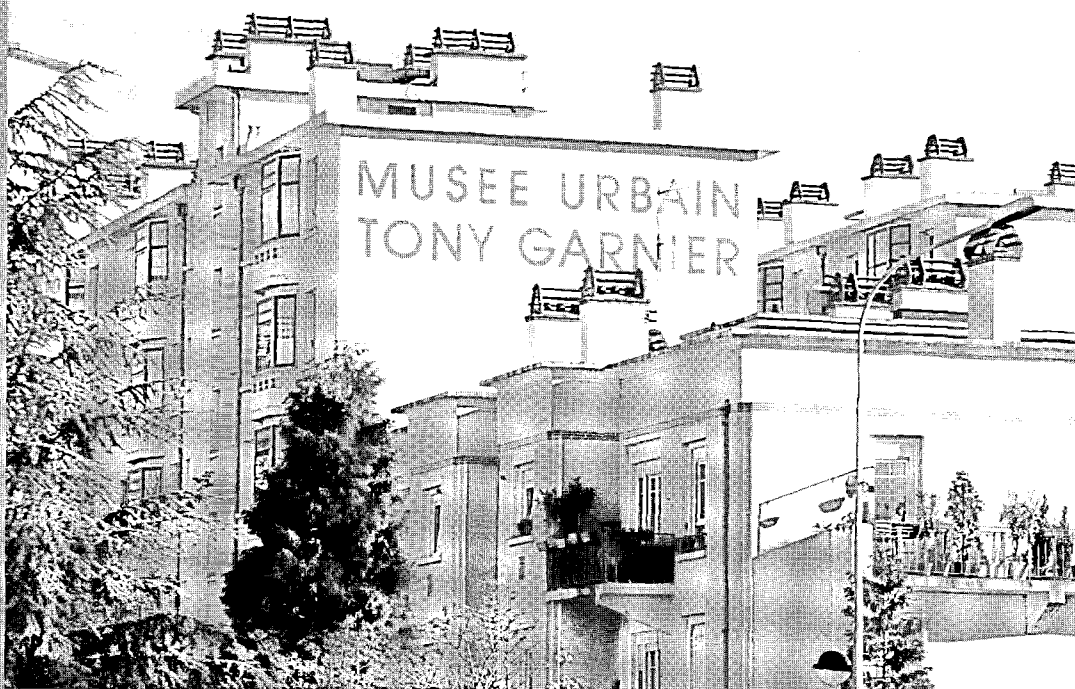
*Par Alain Chenevez*

*Alain Chenevez est directeur du Musée Urbain Tony Garnier à Lyon en France. De formation universitaire, ancien Attaché temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Franche-Comté, il est docteur en sociologie. Sa thèse portait sur l'ancienne saline royale d'Arc-et-Senans (France-Doubs) où il a collaboré à l'exposition «À la Recherche de la Cité idéale», inaugurée en mai 2000.*

## Introduction

Le Musée Urbain Tony Garnier constitue une structure culturelle en plein air, insolite et monumentale. C'est un lieu d'habitation tout d'abord appelé « HLM » (Habitations à Loyer Modéré). Situé dans le quartier populaire des États-Unis dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon<sup>1</sup>, il est ouvert à la visite touristique, en raison de la présence sur plus de 5 500 m<sup>2</sup> de 25 peintures murales. 19 d'entre elles rendent hommage au pionnier de l'urbanisme moderne : Tony Garnier. Elles sont complétées par 6 représentations internationales d'une cité idéale.

Construit par l'architecte Tony Garnier (1869-1948) entre 1920 et 1933, le quartier populaire des États-Unis à Lyon est le lieu de naissance d'une expérience originale de promotion de la culture urbaine, pilotée initialement par ses habitants. La première étape de création du Musée Urbain est la réhabilitation des immeubles par l'OPAC (Office Public d'Aménagement et de Construction) du Grand Lyon en 1985. Puis, en 1988, sur l'initiative des habitants, des artistes de la Cité de la Création<sup>2</sup>,



23. La cité Tony Garnier, Lyon, France.

conçoivent et réalisent une composition esthétique sur les murs pignons du quartier. Cette œuvre marque la naissance du Musée Urbain, mais dix ans de travail seront nécessaires à sa concrétisation.

Primé par l'UNESCO en 1991 pour son action culturelle exemplaire, récompensé par les Trophées du Tourisme en 2002, reconnu d'intérêt général et labellisé « Patrimoine xx<sup>e</sup> siècle » en 2003 par l'État français, le Musée est aujourd'hui en plein développement<sup>3</sup>. Ce projet populaire de musée de site en zone urbaine ne s'est pas accompli sans contingences ni controverses. Il est le fruit d'une action collective citoyenne et la lutte pour sa pérennité demeure jusqu'à aujourd'hui. Quels en ont été les étapes, les enjeux, les modalités, les acteurs? Revenons sur cette histoire à transmettre.

### Histoire d'une conversion culturelle

La fondation de la cité Tony Garnier, lieu du Musée Urbain, remonte au début du xx<sup>e</sup> siècle. La ville de Lyon, dans la région Rhône-Alpes, au confluent du Rhône et de la Saône, est une ville de tradition commerçante qui dès le milieu du xix<sup>e</sup> siècle connaît une forte poussée industrielle. Les habitations des ouvriers en centre-ville sont souvent des taudis concentrant des problèmes d'hygiène et d'insalubrité. Le maire de la ville, Edouard Herriot, décide alors de lancer de grands travaux dans le but d'accueillir de nouvelles industries et de permettre de loger les ouvriers dans une large plaine, au sud-est de la ville. L'architecte lyonnais Tony Garnier, aujourd'hui considéré comme l'un des précurseurs de l'urbanisme moderne<sup>4</sup>, est alors choisi pour diriger ces travaux.



Soucieux de corriger le problème de l'habitat ouvrier, Tony Garnier propose la construction des premières Habitations Bon Marché (HBM) de France dans un nouveau quartier et selon une approche novatrice : le quartier ne doit pas être spécialisé, il doit au contraire accueillir de nombreuses activités sociales, dans un cadre harmonieux et verdoyant. Ce projet est prévu pour 12 000 habitants. Les travaux débutent en 1920 et se terminent en 1934. L'ensemble est alors inauguré et de nombreuses familles emménagent.

Les bâtiments de Tony Garnier ne connaissent par la suite aucune réfection dans les années 1980, l'ensemble se détériore lentement. Une anecdote illustre cette situation avec ironie : l'équipe de tournage travaillant à l'adaptation du roman de Milan Kundera *L'insoutenable légèreté de l'être*, cherche à cette date un site urbain ressemblant au ghetto de Prague dans les années 1930 : la cité Tony Garnier présente alors matériellement l'état de vétusté recherchée. Cet épisode incite entre autres les habitants à se constituer en Comité de locataires pour obtenir du propriétaire des lieux, l'OPAC du Grand Lyon, la réhabilitation de leurs logements : « *La réhabilitation est venue parce qu'on la demandée[...] on s'est bagarré pour l'obtenir. Il a fallu qu'on s'impose[...]* » rappelle Lily Eigeldinger, alors Présidente du Comité des locataires et « cheville ouvrière » de la mobilisation du quartier. Nous sommes en 1983 et cette date marque la naissance d'une action collective d'habitants qui, en vingt ans de mobilisation et de combats réguliers, obtiennent la transformation complète de l'image de leur quartier. Parallèlement, et pour accélérer la réhabilitation qui s'éternise, un projet culturel et patrimonial naît en 1987, à la suite d'une rencontre avec les artistes muralistes de la Cité de la Création.

Les habitants et les artistes de la Cité de la Création décident de la réalisation d'un parcours

culturel en plein air, en proposant des peintures murales sur les murs pignons des immeubles, sur le thème de la « cité industrielle » : vision majeure de l'architecte lyonnais Tony Garnier. A l'origine du projet, une idée simple et joliment formulée par Eddie Gilles-Di Pierno, actuel Président du Comité d'intérêt local : « *Ce projet aurait pour vocation d'obtenir des financements pour la réhabilitation du quartier en montant un projet culturel et patrimonial plutôt qu'en brûlant des voitures* ». Projet ambitieux qui mettra dix ans à se réaliser, de 1988 à 1997. Car certains jugeaient une cité populaire peu propice à la réalisation de ce genre d'opération.

### Les conditions de la mutation culturelle

L'objectif, réhabiliter un parc d'habitat social, peut, au départ, paraître ordinaire. À l'arrivée, c'est un projet ambitieux et par de nombreux aspects exemplaire qui a été réalisé : 1 568 logements habités par plus de 4 000 personnes sur un seul site ont été réhabilités ; 30 000 m<sup>2</sup> d'espaces publics comprenant la création de cours et de rues-jardins ont été aménagés ; un point d'information multi média services destiné à renforcer le lien entre habitants et services publics (La Poste, France Télécom, EDF-GDF, Générale des Eaux, etc.) a été créé et une « Association du Musée Urbain Tony Garnier », gérée par les locataires, a été mise en place en 1992. Cette dernière a pour missions, comme l'indique l'article 1 de ses statuts, de : (a) Gérer et promouvoir le Musée Urbain Tony Garnier, consacré à l'architecte lyonnais, constructeur des Habitations à Bon Marché du quartier des États-Unis (Lyon 8<sup>e</sup>) ; (b) développer les études sur Tony Garnier et son œuvre, et en assurer la diffusion ainsi que la promotion, et (c) développer les recherches sur la rénovation et la mise en valeur de quartiers ou d'architectures remarquables, et sur les modalités d'implication des habitants dans ces processus.

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

Cette initiative populaire a inventé, au sein d'un quartier, un concept novateur qui lie culture et habitat en posant comme principe que les habitants doivent jouer un rôle actif dans la programmation et la mise en œuvre des opérations de revalorisation de leur quartier. La prise en compte de la valeur du facteur humain est aussi importante que la requalification des lieux. Cette particularité, qui lie intimement art urbain et projet culturel, constitue l'identité du Musée Urbain Tony Garnier. Elle est essentielle pour comprendre l'état d'esprit qui guide son fonctionnement et l'amène à favoriser une participation active des habitants au développement de ses activités.

Plusieurs raisons, de nature contingente et structurelle, peuvent apporter des éléments de compréhension du succès du projet. Tout d'abord des éléments d'ordres sociologiques. Loin du centre de Lyon, la cité Tony Garnier est restée longtemps un « village ». Les habitants se connaissaient de longue date et partageaient une culture commune, forgée par leur origine ouvrière, le militantisme politique, les années de résistance pendant la guerre et l'isolement du quartier jusqu'en 1959. Cette situation sociologique et géographique a probablement favorisé les phénomènes de mobilisation structurée par des rapports affectifs et communautaires.

Des éléments politiques ont également soutenu la conversion culturelle du quartier. Les crédits publics, alloués dans le cadre de la politique de la ville, et l'affectation de ressources publiques exceptionnelles au profit de territoires dits sensibles ont été déterminants. L'inscription du quartier des États-Unis en zone de développement social des quartiers, dès 1986, permet de mobiliser auprès de l'État, de la Région, du Département et de la Ville de Lyon, les financements nécessaires à la réhabilitation du quartier : 43 millions

d'euros sur 13 ans, dont 2 millions d'euros pour l'espace public et seulement 1,2 million d'euros pour la fabrication des peintures murales.

La reconnaissance de l'UNESCO en 1991, qui a ouvert la voie à la réalisation de six murs peints internationaux et a donné au projet une envergure internationale, a contribué également à établir sa légitimité, y compris sur le plan local. Enfin, pour un projet dont une des caractéristiques est de n'entrer dans aucun cadre administratif, l'action et l'engagement de femmes et d'hommes exceptionnels (habitants, artistes, journalistes, responsables, OPAC, fonctionnaires ou hommes politiques) ont été déterminants. Habitants et artistes ont su rallier à leurs vues tous les acteurs du projet et faire largement connaître cette initiative en mobilisant un fort soutien médiatique. Mais nul effet négatif ne s'est fait sentir sur la mobilité des populations. Le Musée Urbain est l'aboutissement d'une action collective structurée, mettant en jeu différents acteurs aux intérêts souvent divergents mais unis dans la construction du projet. C'est un processus organisé, structuré par des événements politiques et des événements historiques, mais avec des opérations parfois proches du travail militant : (faire connaître, susciter l'adhésion, obtenir un consensus minimum pour financer et mobiliser une reconnaissance symbolique et collective) et des autres opérations expertes. La fabrication d'un projet d'établissement, l'organisation d'activités culturelles, la diffusion d'une identité par les habitants, la mise en place et la gestion d'une équipe de salariés professionnels.

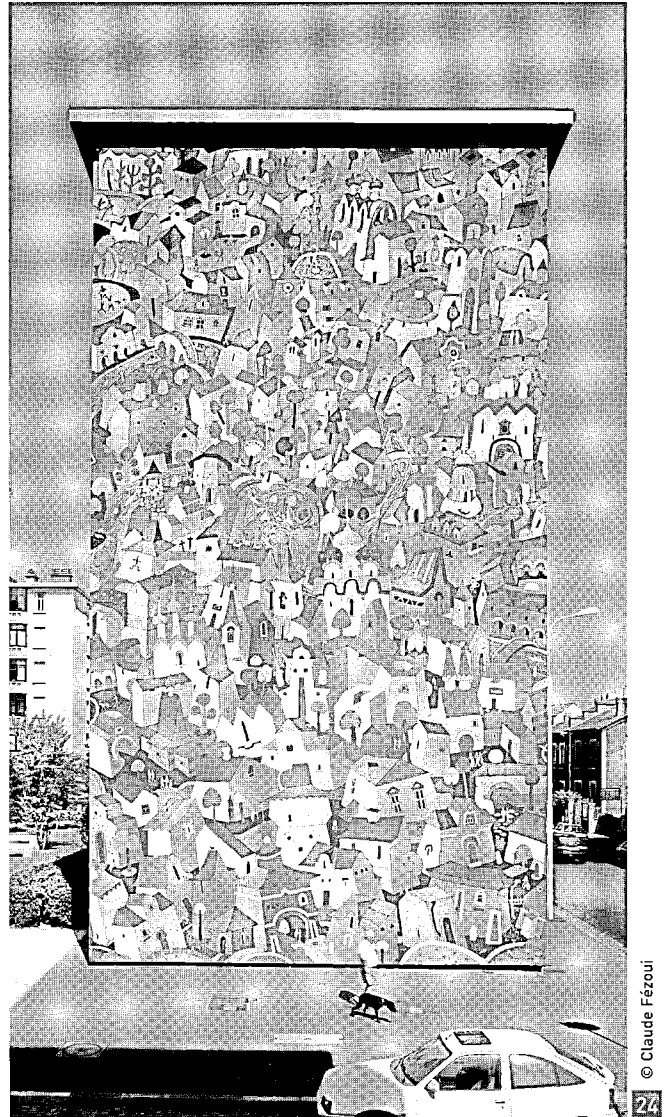
### L'avenir du Musée Urbain

Cette réalisation collective de valorisation populaire est parvenue à changer l'image du quartier des

« États-Unis », non seulement dans l'esprit des gens qui y vivent, mais également dans celui des habitants de l'agglomération lyonnaise. Le quartier est resté populaire et est encore aujourd'hui habité par des familles modestes que lie une histoire mouvementée et des combats passés.

Les bénévoles, les administrateurs et les salariés de l'association ont travaillé ces dernières années à un projet permettant une meilleure qualité d'accueil des 20 000 visiteurs annuels. Le Musée s'est doté d'outils de communication, prémices d'une politique de promotion et de communication formalisée<sup>5</sup>. Cette nouvelle étape se matérialise également, au cours du premier semestre 2004, par des travaux d'agrandissement et d'amélioration des locaux du Musée. L'objectif est de faire du Musée Urbain Tony Garnier un point de visite incontournable de l'agglomération lyonnaise, en s'appuyant sur les axes suivants :

- 1 valorisation de l'ensemble du patrimoine de la ville de Lyon, à travers son inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et la mise en place d'un inventaire général des éléments d'architecture les plus remarquables ; création de visites commentées et d'un fonds documentaire informatisé de référence sur Tony Garnier ;
- 2 organisations d'expositions, en relation avec des sites culturels de la région ;
- 3 mise en place d'un projet commun avec des sites, appelés à constituer un réseau de « pôles muséaux associés ». Le Musée Urbain serait un des éléments clés de ce réseau, en traitant de l'architecture et du patrimoine du xx<sup>e</sup> siècle et en œuvrant en tant que laboratoire des politiques urbaines.



24. *Cité idéale de Russie*. Œuvre de Gregory Chestakov, Lyon, France.

Mais au moment où s'amorce cette nouvelle étape, le musée a des difficultés à pérenniser ses moyens d'existence. Les crédits politiques de la ville se raréfient. Destinés à être ponctuels, ils ont servi d'accompagnement financier à la première phase du projet. Mais pour continuer son action culturelle et sociale et l'inscrire dans le temps, le Musée

## QUELLE FONCTION? PRÉSERVATION, GESTION, PRÉSENTATION

doit fonctionner avec des crédits de subvention réguliers. Comme beaucoup d'institutions de taille moyenne ou modeste, le Musée Urbain souffre du désengagement de l'État et de la diminution des aides publiques en France, ainsi que du retour à une politique classique privilégiant les grands sites.

Cette conjonction défavorable se double de la difficulté du Musée Urbain Tony Garnier à développer des ressources propres par la vente de prestations et de produits dérivés, option difficile à mettre en œuvre sur un site ouvert en milieu urbain et à fort contenu social. Les visiteurs peuvent se promener dans le quartier, profiter des cours-jardins, contempler les peintures murales et utiliser la signalétique disponible dans les rues sans passer par l'espace d'accueil et d'exposition. Cela limite les possibilités de l'association de développer des ressources propres.

### Conclusion

Fruit d'une action collective exemplaire et du soutien de collectivités publiques multiples, le Musée Urbain est un patrimoine populaire, architectural et urbain de premier ordre et une cité culturelle déclarée d'intérêt général, primée et soutenue par l'UNESCO. C'est un lieu emblématique de la culture populaire, de son architecture, de son habitat, de son engagement, de son initiative et de sa volonté à construire une plus-value symbolique culturelle et patrimoniale. Avec ses 25 peintures monumentales, ce parcours exceptionnel revendique l'art et la culture comme un droit essentiel. Les murs peints représentent la mémoire des habitants, celle d'une action exemplaire de démocratisation de la culture et du patrimoine

### | NOTES

1. Deuxième agglomération de France avec 1 300 000 habitants.
2. Fondée en 1978, l'entreprise Cité de la Création est un collectif d'artistes dont un des objectifs est « d'embellir » l'espace urbain. Il crée des œuvres murales, des fresques, des décorations ou objets urbains, dans l'espace public ou privé. Ces créations ont pour vocation de révéler, de marquer et/ou d'agrémenter des lieux. La Cité de la Création est aujourd'hui internationalement connue, elle a signé plus de 350 œuvres dans plusieurs villes de France mais aussi à Barcelone, Mexico, Leipzig, Lisbonne, Vienne, Jérusalem ou Québec avec comme références principales à Lyon : le mur des Canuts, la fresque des Lyonnais, la bibliothèque de la Cité, le théâtre des Charpennes, etc., et bien sûr les 25 fresques qui composent la cité Tony Garnier.
3. Le Musée aujourd'hui, c'est aussi : cinq salariés, une salle d'exposition de plus de 300 m<sup>2</sup>, un espace d'accueil et de boutique, un appartement à visiter qui restitue fidèlement l'atmosphère des années 1930, des audioguides et de nombreux projets culturels.
4. En référence à la publication de son ouvrage sur la cité industrielle publié en 1904.
5. Nouvelle charte graphique, plaquettes promotionnelles et site Internet : [www.museeurbaintonygarnier.com](http://www.museeurbaintonygarnier.com)

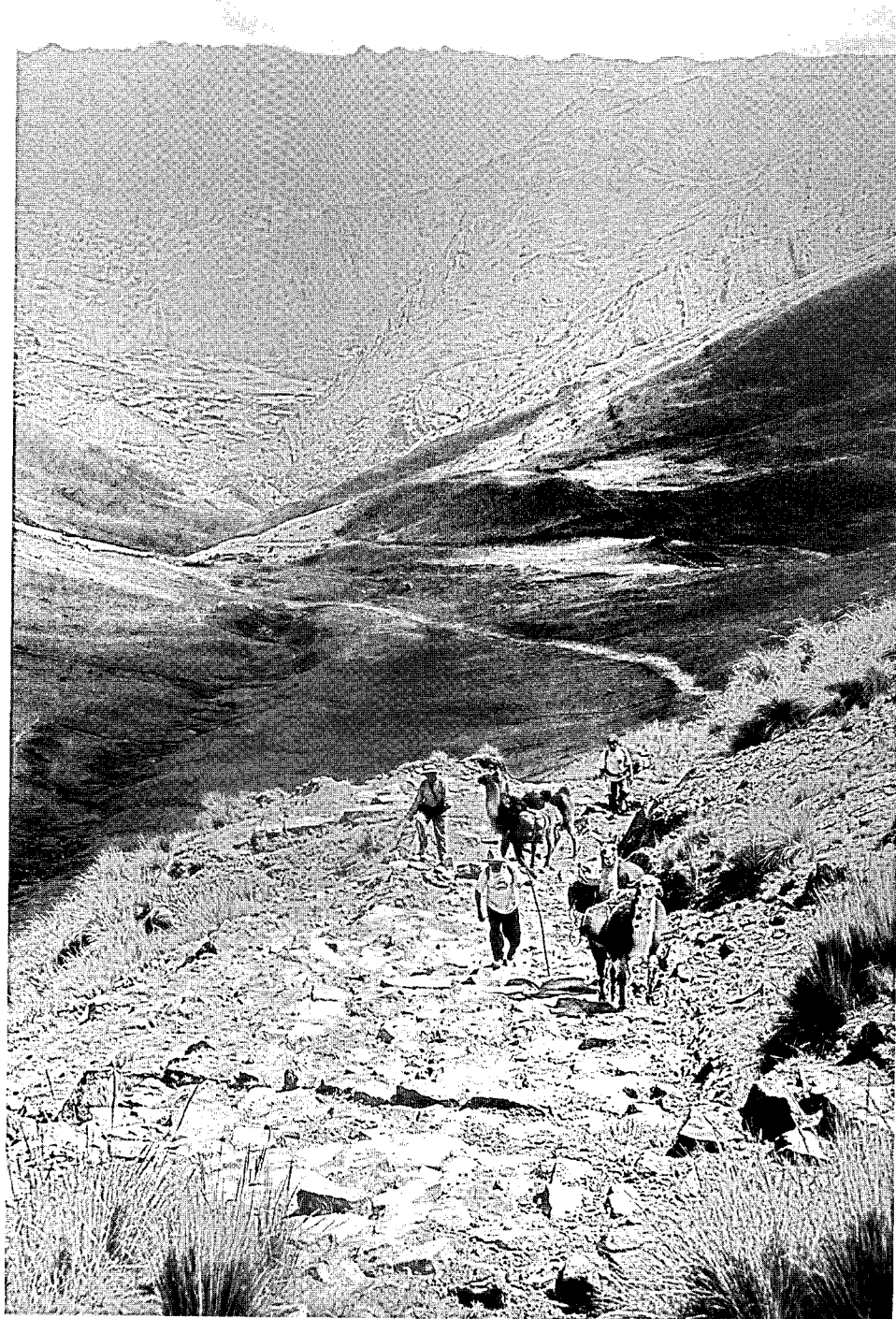
# | Ouverture d'esprit : concept-clé de l'interprétation et de la conservation

*Par Susan Calafate Boyle*

*Susan Calafate Boyle est née en Argentine. Elle est titulaire d'un doctorat en histoire socio-économique de l'Amérique à l'Université de Missouri-Columbia. Elle a effectué des recherches approfondies sur les Français à Sainte-Geneviève et sur les marchands de la route de Santa Fé. Elle travaille actuellement au Service des parcs nationaux, où elle est responsable de l'unique site du Colorado inscrit au patrimoine national, le canyon de Cache-la-Poudre. Ses activités au sein du Service portent essentiellement sur les parcs non traditionnels, la planification, l'interprétation et les paysages culturels.*

Interprétation et éducation jouent un rôle primordial dans la conservation des ressources naturelles et culturelles, car elles permettent de forger des liens émotionnels et intellectuels avec ces ressources et, ainsi, de mieux en comprendre l'importance. Seule cette prise de conscience conduit à apprécier à sa juste valeur un objet ou un endroit et à vouloir le protéger<sup>1</sup>. En Amérique latine, les responsables des zones protégées n'ont pas suffisamment perçu le potentiel qu'offrent l'interprétation et l'éducation dans la valorisation des ressources qui leur sont confiées.

Au cours des trente dernières années, les pays d'Amérique latine ont accompli des progrès considérables dans la conservation des ressources naturelles et culturelles. Un grand nombre de parcs nationaux et de réserves provinciales ont été créés et les sites Ramsar se sont multipliés<sup>2</sup>. Les candidatures en vue de figurer sur la Liste du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'UNESCO ne cessent d'augmenter et les pays commencent à



© Guías del Caminante/Ricardo Espinosa  
25

25. Le grand Chemin de l'Inca passe sans transition des vallées aux austères cimes des Andes.

coopérer à la procédure d'inscription. Partout, sur le continent, le public est sensibilisé à l'importance que revêt la protection des ressources nationales. Et pourtant, les programmes d'interprétation et d'éducation font l'objet d'une faible attention<sup>3</sup>. Cette lacune doit absolument être comblée, car les aires protégées d'Amérique latine offrent l'une des meilleures occasions d'affirmer l'identité du continent et d'en définir les caractéristiques. Dans le cadre d'une interprétation appropriée, ces aires peuvent devenir des outils majeurs pour insuffler à la population un nouveau dynamisme, la conforter dans ses croyances et susciter une réflexion et un débat sur le passé, le présent et l'avenir de la nation.

Le marasme économique qui sévit sur la plus grande partie du continent incite les gouvernements à rechercher des remèdes énergiques au fléau du chômage et à la pauvreté qui gagne du terrain. Dans ce climat délétère, il conviendrait sans doute de prendre en considération les retombées économiques, sociales et culturelles que pourraient entraîner, à long terme, les zones protégées d'Amérique latine et de mettre en évidence les avantages dont pourrait bénéficier la population locale en participant aux programmes de protection et d'interprétation. Avec une bonne gestion et une action efficace de valorisation, les magnifiques parcs et réserves que possède l'Amérique latine, à l'échelle nationale et provinciale, pourraient constituer un facteur déterminant, à la fois pour attirer les visiteurs et mettre en œuvre des projets durables qui aideraient les communautés à améliorer leur niveau de vie, ainsi qu'à préserver leur culture et leur dignité<sup>4</sup>. Ce type d'initiative pourrait effectivement contribuer à mieux faire apprécier ces sites et à stimuler l'intérêt pour leur conservation future. Certes une telle stratégie ne saurait suffire à résoudre à elle seule la grave crise sociale et économique,

mais elle peut cependant procurer des avantages à long terme aux populations qui vivent à proximité des parcs nationaux ou des réserves provinciales.

Un programme d'interprétation de bonne qualité est indispensable, car l'intérêt inhérent à un site exceptionnel – qu'il soit naturel ou culturel – va bien au-delà de son aspect esthétique. Très souvent on ne peut prendre pleinement conscience de sa valeur ou le replacer dans son contexte que si l'on est bien informé<sup>5</sup>. Le programme doit donc rechercher en permanence les liens qui existent entre les caractéristiques matérielles et immatérielles du site et offrir au visiteur, par de nouveaux moyens, la possibilité de tisser lui-même sa propre relation intime, intellectuelle ou émotionnelle avec le site. On entend par interprétation la démarche qui aide le public à établir une corrélation entre l'aspect extérieur d'une ressource donnée et sa signification profonde, à saisir le rapport unissant le tangible (par exemple, un pictogramme) et l'intangible (les raisons qui sont à l'origine de ce pictogramme, sa relation avec l'artiste, les méthodes de peinture, etc.). L'interprétation est aussi un processus dynamique, souple et ciblé, qui permet de mieux comprendre l'importance d'un site, d'en apprécier la valeur et, en définitive, de maîtriser les connaissances à son sujet. En offrant la possibilité de percevoir le sens profond de telle ou telle ressource, elle appelle l'attention du visiteur sur l'importance de ce qu'il voit et l'incite à rechercher des analogies avec les autres ressources qu'il a pu observer. L'interprétation aide l'individu à définir sa propre relation avec ces ressources et l'impact qu'il peut produire sur elles et, surtout, elle l'aide à se sentir concerné.

En Amérique latine, la plupart des aires protégées n'offrent pratiquement aucune infrastructure d'interprétation et, quand il en existe, celle-ci est presque exclusivement axée sur l'identification et



la description du site et aborde rarement des sujets plus complexes ou plus élaborés. Cela est dû sans doute au fait que le lien entre l'enseignement scolaire et l'interprétation est faible, voire inexistant. Les renseignements fournis portent sur la flore ou la faune mais n'expliquent pas, par exemple, pourquoi la présence d'oiseaux reflète le bon équilibre de l'écosystème. Il importe certes de connaître le nom des animaux, mais il est encore plus utile de savoir quel est leur rôle au sein d'une niche écologique donnée pour apprécier à leur juste valeur les ressources. L'enjeu est le même dans le cas des sites culturels. Ceux-ci doivent, dans tous les cas, être replacés dans leur contexte historique et géographique. Il est également nécessaire de les rattacher au présent. C'est pourquoi, si l'on veut que le visiteur puisse apprécier pleinement ce qu'il voit, il faut qu'il dispose de cartes visualisant l'avancée des différentes cultures qui ont laissé leur empreinte dans la région et faisant apparaître leur relation avec les habitants actuels. Des renseignements complets sont généralement disponibles sur place, mais s'ils ne sont pas partagés avec le public, il devient très difficile pour le visiteur de forger des liens intellectuels et émotionnels avec les ressources à protéger.

### **Contribution et participation du public**

La contribution et la participation du public sont d'importants facteurs de succès dans la préservation et l'interprétation des zones protégées. Certaines organisations privées non-gouvernementales prennent part à la gestion des zones protégées en Amérique latine, mais dans la plupart des cas ce sont les administrations provinciales ou nationales qui en ont la responsabilité. Étant donné que ces zones sont la propriété des provinces et de la nation, elles

appartiennent à la population du pays où elles se trouvent<sup>6</sup> – laquelle doit impérativement être consultée lorsqu'on envisage la mise en œuvre d'un programme de gestion et d'interprétation. En effet, c'est elle qui possède les ressources dont l'existence est le plus intimement liée au site à protéger. Il s'agit là d'un principe fondamental qui doit présider à la gestion des zones protégées d'Amérique latine, alors que le visiteur est trop souvent considéré comme un intrus que l'on tolère à peine.

Il importe encore plus d'encourager les communautés locales à participer aux différentes étapes de la planification des structures de gestion et d'interprétation. Autrefois, on avait coutume de déplacer les populations locales lorsqu'on décidait de créer une zone protégée. Cette pratique discutable d'un point de vue juridique et politique a généralement été abandonnée, mais il n'est pas rare que des réserves soient créées sans aucune concertation ni participation des communautés locales. Ceci est une grave erreur, car il est probable que ces dernières subiront un préjudice si leurs moyens traditionnels de subsistance – ramassage du bois, chasse, etc. – sont interdits ou limités. Si on les consultait avant d'entreprendre tout projet risquant d'affecter leur mode de vie, on pourrait adopter des stratégies susceptibles à la fois de préserver les ressources et d'offrir à la population la possibilité de poursuivre ses activités ancestrales. Faute de quoi, on risque de dépenser beaucoup d'énergie pour faire appliquer les règlements et, en définitive, ne susciter que mécontentement et hostilité à l'égard des responsables des zones protégées.

Parmi les contributions que la population locale peut apporter aux programmes d'interprétation, on peut citer par exemple celle des *baquianos* (guides locaux), qui connaissent parfaitement l'emplacement



© Secretaría de Turismo, Presidencia de la Nación Argentina  
26

26. Cueva de las manos, dans la province de Santa Cruz, Argentine.

de la faune, de la flore et des sites archéologiques. Leur aide peut être précieuse pour prospecter le terrain. Les membres des collectivités locales peuvent aussi contribuer à enrichir l'expérience des visiteurs en les initiant à leur folklore et à leurs coutumes, qui constituent la trame de leur culture, et en servant de trait d'union avec le passé. Ils confèrent au site crédibilité et authenticité et permettent au visiteur de mieux comprendre comment celui-ci a évolué en l'espace d'une génération et, parfois même, depuis l'époque de leurs parents et grands-parents. En effet, on ne peut embrasser toute l'histoire d'un site protégé sans faire intervenir les personnes qui y ont été le plus étroitement associées.

### Mise en place d'un programme d'interprétation

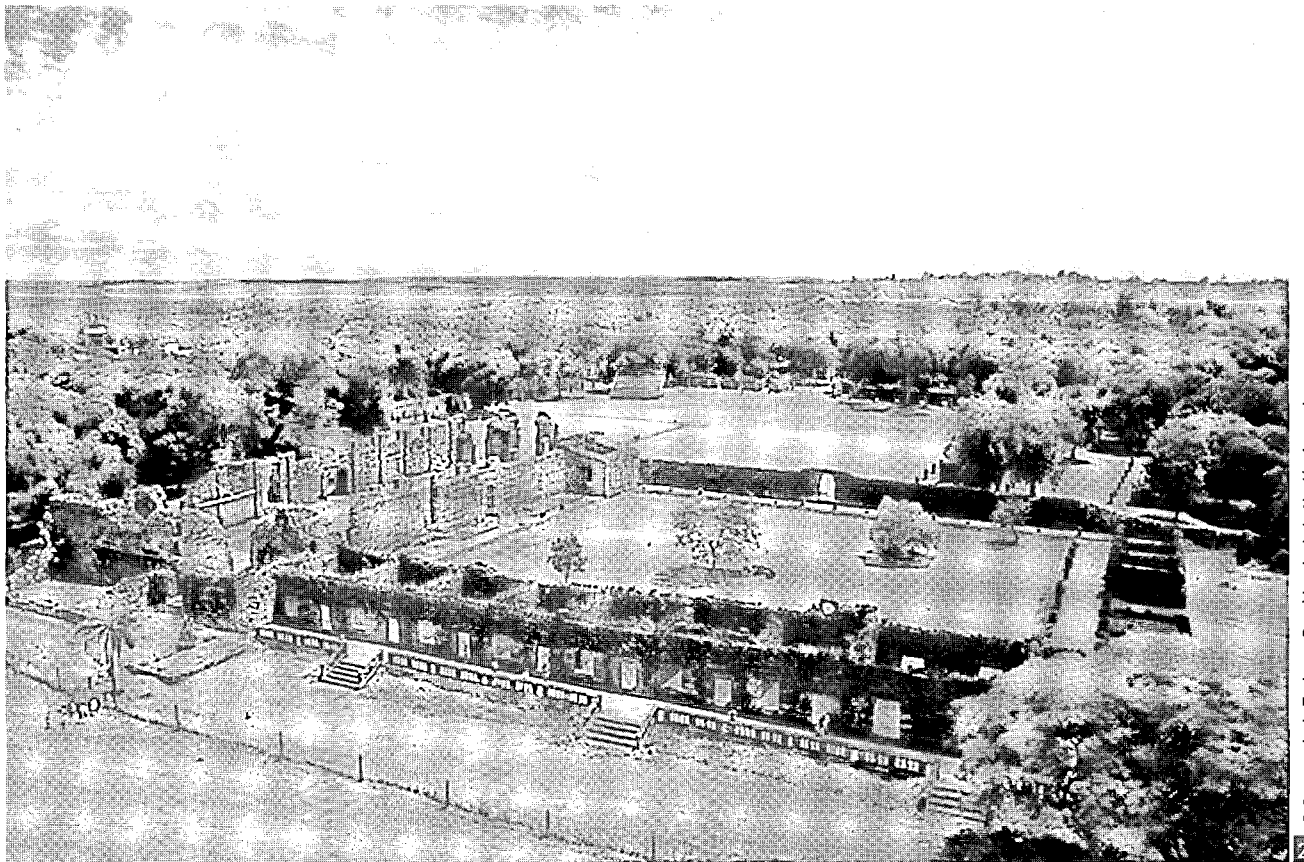
Il est essentiel d'adopter une approche systématique et intégrée reposant sur deux concepts clés : partenariat et coopération. Cette approche doit être dictée par une ouverture d'esprit et une volonté de dialogue avec toutes les parties intéressées. Le processus est simple et peut s'effectuer en trois étapes principales : (a) définir une vision à long terme du programme ; (b) déterminer les mesures à prendre pour que cette vision devienne réalité ; (c) rassembler une base de données. La première et la dernière étape se passent d'explications détaillées. La

## INTERPRÉTATION ET CONSERVATION DES PAYSAGES CULTURELS EN AMÉRIQUE LATINE

première exige la participation des responsables du programme, du grand public et des communautés locales, ainsi que d'institutions et de chercheurs travaillant en partenariat. La troisième, qui est la plus coûteuse et la plus longue, est généralement confiée à des spécialistes travaillant dans le cadre d'une université, dans un service public ou à titre privé. En ce qui concerne la deuxième étape, qui a pour but de définir les mesures à court terme nécessaires pour parvenir au but recherché, elle comporte à son tour trois étapes : (a) développer les thèmes à traiter ; (b) identifier le public ciblé ; (c) déterminer les moyens les mieux adaptés (brochures, enregistrements vidéo,

vitrines, exposés, cassettes audio, etc.) en fonction des différents publics.

Le choix des thèmes qui seront abordés dans le programme d'interprétation constitue le fondement même du programme, car c'est lui qui facilitera la compréhension et l'appréciation des ressources par les visiteurs. Ces thèmes suggèrent, sans l'imposer, quelle est la signification qui se dégage de tel ou tel lieu. Ils doivent être le résultat d'une décision concertée prise avec les représentants du corps enseignant, ainsi qu'avec le personnel technique et la direction, mais aussi en consultation avec les personnes



27. Vue aérienne de San Ignacio Miní, dans la province de Misiones, Argentine.

dont toute l'existence – passée, présente et future – est intimement liée aux ressources à protéger.

La deuxième étape consiste à identifier le public auquel s'adressera le programme d'interprétation, qui devra tenir compte de la multiplicité des points de vue tout en entraînant chacun dans une aventure personnelle. Le programme ne devra pas craindre d'aborder des questions complexes et, une fois le dialogue instauré, le visiteur devra être en mesure de s'exprimer et de défendre ses opinions. Il faut se rappeler que tout le monde n'a pas les mêmes motivations en visitant un site. Les exigences varient selon les personnes et un programme de qualité doit s'efforcer de toutes les satisfaire. Les visiteurs habituels, qui résident à proximité du site, sont certainement poussés par des mobiles différents de ceux qui ont éveillé la curiosité du visiteur étranger. Dans le cas d'écoliers, il est souvent nécessaire de les encadrer et de leur donner un complément d'assistance. Les groupes touristiques ne se comportent pas de la même façon que les familles. Certains individus recherchent la solitude, tandis que d'autres aiment les contacts humains. Les zones protégées doivent pouvoir concilier toutes ces attentes dans le cadre d'un environnement, qui devient ainsi un lieu à la fois d'exploration et de réflexion.

La troisième étape cherche à s'adapter aux habitudes des visiteurs qui, selon qu'il s'agit d'enfants ou d'adultes, ont plus ou moins de facilité à appréhender un message : certains préfèrent regarder, d'autres écouter, tandis que les enfants privilégient généralement l'action et le toucher. Un bon programme doit offrir tous ces modes de connaissance. Toutes les formules sont les bienvenues et on peut laisser libre cours à son imagination – documentation variée, brochures, panneaux signalétiques, etc., pour ceux qui aiment lire, par exemple. Des exposés thématiques

ou des visites guidées peuvent véritablement susciter chez le visiteur des affinités émotionnelles ou intellectuelles avec l'endroit visité. On peut ainsi former des guides locaux qui vont retracer l'histoire du lieu et en recréer l'atmosphère. On peut également organiser des ateliers pour enseigner l'artisanat local, ou encore des cours de gastronomie où l'on apprend à cuisiner et à apprécier les spécialités de l'endroit. On peut parfois écouter des cassettes où sont enregistrés des chants d'oiseaux ou différents bruits d'animaux sauvages. Des renseignements recueillis au cours d'interviews permettent aussi d'illustrer le folklore local. Étant donné que toutes ces options ne peuvent être présentées à la fois, il convient d'établir une liste de priorités. Quand on prend conscience de ce problème, on est déjà proche de la solution.

### **L'importance de connaître la signification d'un site**

En Amérique latine, un pays comme l'Argentine, où les connaissances en matière de zones protégées sont très développées, ne tire pas pleinement parti des possibilités que lui offrirait la mise en place de structures appropriées d'interprétation pour les sites de renommée internationale situés sur son territoire. On dispose certes d'une très riche documentation à leur sujet, mais ce qui fait défaut, c'est l'interprétation de ces données à l'intention du grand public. La reconnaissance officielle de l'importance d'une telle tâche et la volonté de la mener à bien ne sont pas, pour l'instant, à l'ordre du jour.

Cueva de las manos et San Ignacio Mini constituent deux exemples d'occasions manquées, où il serait véritablement possible de mobiliser les visiteurs et de les aider à enrichir leur expérience. Dans les deux cas, il s'agit de sites inscrits au patrimoine

mondial, d'endroits extraordinaires qui devraient offrir la possibilité de forger d'intenses liens émotionnels et intellectuels avec l'atmosphère qui s'en dégage, et pourtant les programmes d'interprétation proposés sont quasiment inexistant. On peut certes trouver un guide sur place, mais les explications fournies sont très succinctes et ne permettent pas de replacer le site dans son contexte historique et géographique. Les visiteurs ne sont donc pas en mesure de saisir l'importance des ressources qu'ils contemplent. Bien que l'aspect esthétique de ces deux endroits soit loin d'être négligeable, ce qui compte surtout c'est de savoir ce qu'ils représentent pour la population locale et pour les visiteurs qui s'y intéressent.

Cueva de las manos se trouve dans la province de Santa Cruz, en Patagonie du Sud, pratiquement à la pointe extrême de l'hémisphère. L'endroit tire son nom des mains dessinées sur les parois de la grotte, mais on peut y voir aussi des scènes de chasse au guanaco, animal de la famille des camélidés que l'on trouve encore couramment en Patagonie et dans les Andes. Connues des archéologues depuis plus d'un siècle, ces fresques sont parmi les plus remarquables et les plus anciennes de l'hémisphère Sud. Le site a été habité pendant près de 10 000 ans, depuis environ 7 000 ans avant J.-C. jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle. Il semble que les derniers occupants aient été les ancêtres des Tehuelches, tribu nomade pratiquant la chasse et la cueillette, qui habitait la Patagonie au moment où les Européens y sont arrivés, au xix<sup>e</sup> siècle. Les spécialistes sont parvenus à identifier différents styles de dessins, ainsi que différentes techniques de peinture, qui se sont superposés au fil des millénaires selon les groupes qui ont occupé la zone.

San Ignacio Miní est l'une des cinq missions jésuites de la région inscrites au patrimoine mondial

de l'humanité<sup>7</sup>. Des renseignements très complets sur la mission sont disponibles sur place. Dès 1609, les Jésuites se sont implantés en bordure des fleuves Paraná et Uruguay, le long de l'actuelle frontière entre l'Argentine, le Paraguay et le Brésil. La mission a été particulièrement florissante pendant la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, à l'époque où environ 100 000 à 300 000 Guaranis, l'une des principales tribus indiennes d'Amérique du Sud, y travaillaient<sup>8</sup>. Sur la trentaine de missions dispersées dans toute la région, San Ignacio se distingue par son état de conservation remarquable et l'ampleur de l'évangélisation menée par les Jésuites, offrant ainsi de nombreuses possibilités d'évoquer les aspects fascinants de son histoire. La forte influence du peuple et de la culture guarani fait de ce site l'endroit idéal pour associer les communautés locales aux programmes de gestion et d'interprétation. Les Guaranis représentent une composante majeure de la population de la région et l'on estime qu'au début du xxi<sup>e</sup> siècle, 6 millions de personnes parlaient la langue. Il n'existe malheureusement, à l'heure actuelle, aucun plan prévoyant la mise en place de structures appropriées d'interprétation sur cet important site.

### Conclusion

L'interprétation est la clé de voûte d'une démarche dynamique en matière de conservation. Si ce constat n'est pas toujours admis, c'est peut-être à cause de l'élitisme qui caractérise un peu partout les responsables dans ce domaine – seule une certaine classe ayant reçu une éducation de haut niveau serait, d'après eux, en mesure d'apprécier la beauté et la valeur des zones protégées. Et pourtant, à mesure qu'on avance dans le xxi<sup>e</sup> siècle, il devient toujours plus évident que la réussite durable des projets de conservation dépend d'accords de partenariat et de collaboration, ainsi que de la participation active de toutes les

parties prenantes. La mise en place de structures d'interprétation doit être un processus ouvert qui, à son tour, ouvre les esprits aussi bien des décideurs eux-mêmes que des nombreux autres partenaires – universitaires, administrateurs, population locale, visiteurs, planificateurs et tous ceux qui ont à cœur la préservation du patrimoine. Tous ensemble, ils doivent conjuguer leurs efforts pour trouver la solution la mieux adaptée au site qu'ils veulent protéger. Si les visiteurs et la population locale sont conscients de la valeur de ce qu'ils voient, s'ils parviennent à tisser des liens d'une grande intensité émotionnelle et intellectuelle avec ces ressources, ils deviendront alors des partisans convaincus d'une politique gouvernementale résolument en faveur des zones protégées.

## | NOTES

1. Le présent document porte essentiellement sur les programmes entrepris dans les aires protégées sous diverses formes – centres de visiteurs, points d'information, visites et promenades guidées, etc. – mais les principes exposés restent fondamentalement les mêmes et s'appliquent aussi bien aux musées qu'à d'autres contextes.

2. La Convention Ramsar a pour objectif la conservation et l'utilisation judicieuse de toutes les zones humides dans le cadre d'initiatives locales, régionales et nationales et d'une coopération internationale, afin de contribuer à la réalisation d'un développement durable partout dans le monde. La Convention relative aux zones humides est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Après avoir été adoptée en 1971 dans la ville iranienne de Ramsar, elle est entrée en vigueur en 1975. Cette Convention constitue le seul accord mondial traitant d'un écosystème particulier et ses pays membres sont représentatifs de toutes les régions géographiques de la planète.

3. Aux fins du présent article, on n'établit pas de distinction fondamentale entre les programmes d'interprétation et les

programmes d'éducation. Traditionnellement les premiers s'adressent au grand public, en particulier aux visiteurs des musées, tandis que l'éducation est dispensée en milieu scolaire.

4. Les programmes touristiques concernant le patrimoine portent sur les ressources aussi bien naturelles que culturelles. Ils font exclusivement appel à la coopération et à la coordination des communautés locales pour offrir aux visiteurs l'occasion véritable d'en savoir plus sur les richesses de leur région.

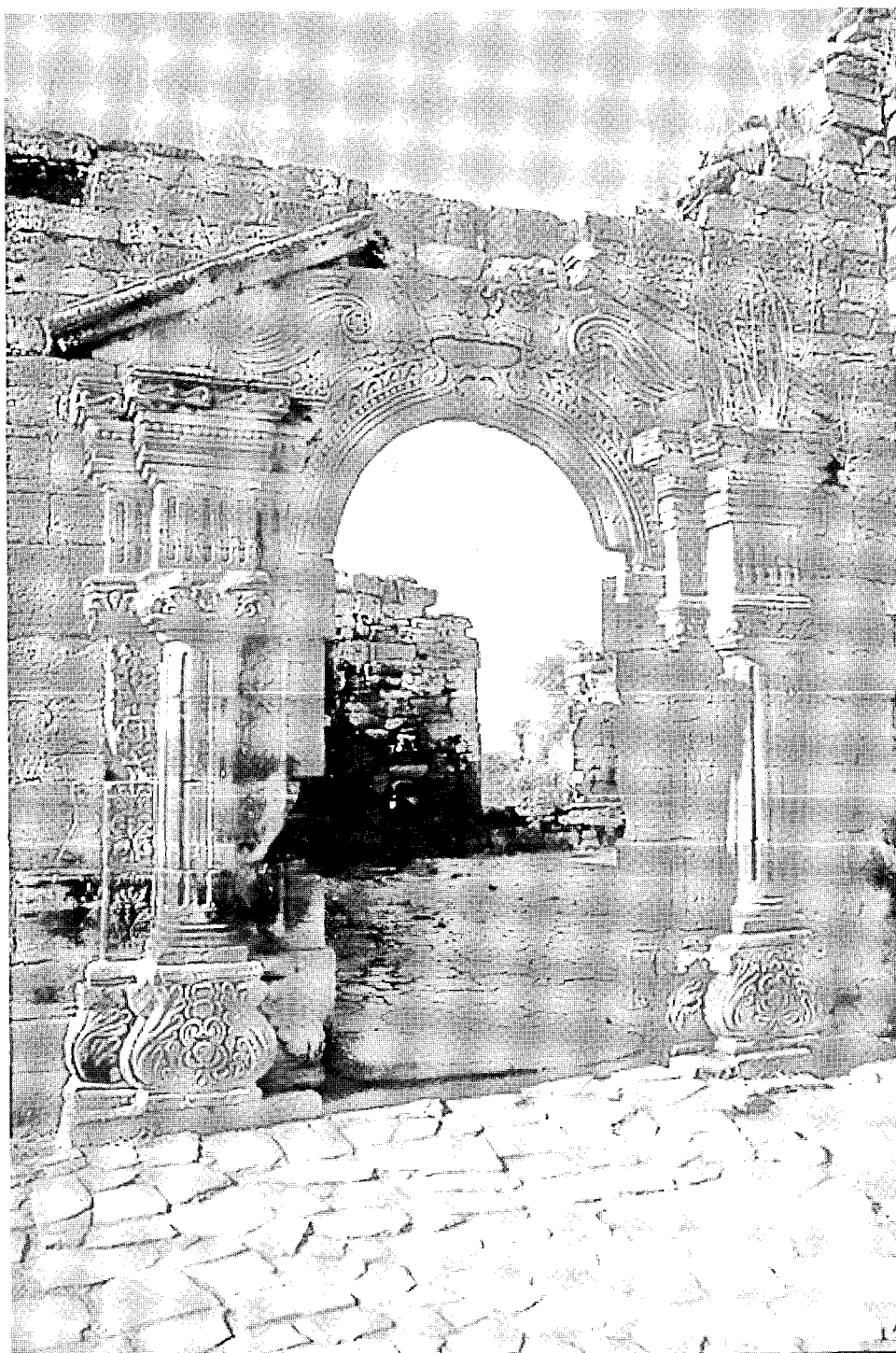
5. On semble supposer que, devant la beauté évidente d'un site, il devient inutile de le replacer dans son contexte scientifique ou social ou d'expliquer pourquoi il est unique en son genre.

6. On pourrait affirmer de la même façon que, dans le cas des sites inscrits au patrimoine mondial de l'humanité, ceux-ci appartiennent aux habitants de la planète.

7. Quatre autres missions de la région figurent parmi les sites UNESCO : São Miguel das Missões au Brésil, et Santa Ana, Nuestra Señora de Loreto et Santa María la Mayor en Argentine.

8. Le territoire des Guaranis couvrait principalement, autrefois, la région située entre le fleuve Uruguay et le cours inférieur du fleuve Paraguay – devenue maintenant le Paraguay – ainsi que les provinces de Corrientes et Entre Rios, en Argentine. Les Guaranis se donnaient tout simplement le nom de *Abá*, c'est-à-dire hommes. Ils appartiennent à la grande famille tupi-guaraní, qui s'étend presque sans interruption du Paraná à l'Amazone, y compris sur une grande partie du Brésil oriental, avec des ramifications jusque sur les versants des Andes.





© Secretaría de Turismo, Presidencia de la Nación Argentina

28. Détail de l'église de San Ignacio, dans la province de Misiones, Argentine.



# | Joya de Cerén au Salvador : interprétation de site dans le cadre d'un plan d'aménagement consensuel<sup>1</sup>

*Par Carolina Castellanos et Françoise Descamps*

*Carolina Castellanos est archéologue et conservatrice spécialisée dans la gestion du patrimoine culturel. Elle est consultante auprès de plusieurs institutions et organisations internationales sur le développement de plans d'aménagement et de conservation de sites du patrimoine.*

*Françoise Descamps est architecte et a été consultante pour des institutions internationales dans le cadre d'un certain nombre de projets en matière de patrimoine avant d'entrer à l'Institut Getty de Conservation en tant que spécialiste principal de programme.*

Le site du patrimoine mondial de Joya de Cerén se situe dans la vallée de Zapolitán, à 36 kilomètres de la capitale du Salvador<sup>2</sup>. Sa biodiversité foisonnante et son environnement naturel ont encouragé les implantations humaines de tous temps. Le cadre est à l'image de son activité volcanique catastrophique et de ses effets contradictoires : à court terme, de gigantesques éruptions ont dévasté la zone, mais, à long terme, la décomposition des cendres a produit le sol le plus fertile du pays.

Le site fut habité pendant environ un siècle, depuis l'époque classique en chronologie méso-américaine<sup>3</sup>, jusqu'à son abandon et à son ensevelissement en 590 apr. J.-C. environ, après l'irruption du volcan Laguna Caldera. Le site fut découvert accidentellement en 1976 par des bulldozers, au cours de travaux d'infrastructure, et a été depuis l'objet de fouilles archéologiques et de projets de conservation<sup>4</sup>.

### Le site archéologique et son cadre

Joya de Cerén est située au sein de plusieurs villages et hameaux appartenant à la commune de San Juan Opico. Bien qu'aujourd'hui ce soit essentiellement une zone rurale, au cours des années, l'occupation des sols et les travaux concernant principalement les axes routiers ont considérablement modifié et transfiguré le paysage environnant et l'environnement naturel.

Le site occupe 5 hectares et est divisé en deux secteurs : la zone interdite ou réserve archéologique et la zone publique ou parc archéologique. Ce dernier correspond à la zone occupée précédemment par le complexe moderne de l'Institut régulateur d'approvisionnement. Certains de ses éléments ont été adaptés en services pour le public : ainsi les socles des silos servent de kiosque au bureau de renseignement et les entrepôts à grain abritent le musée de site<sup>5</sup>.

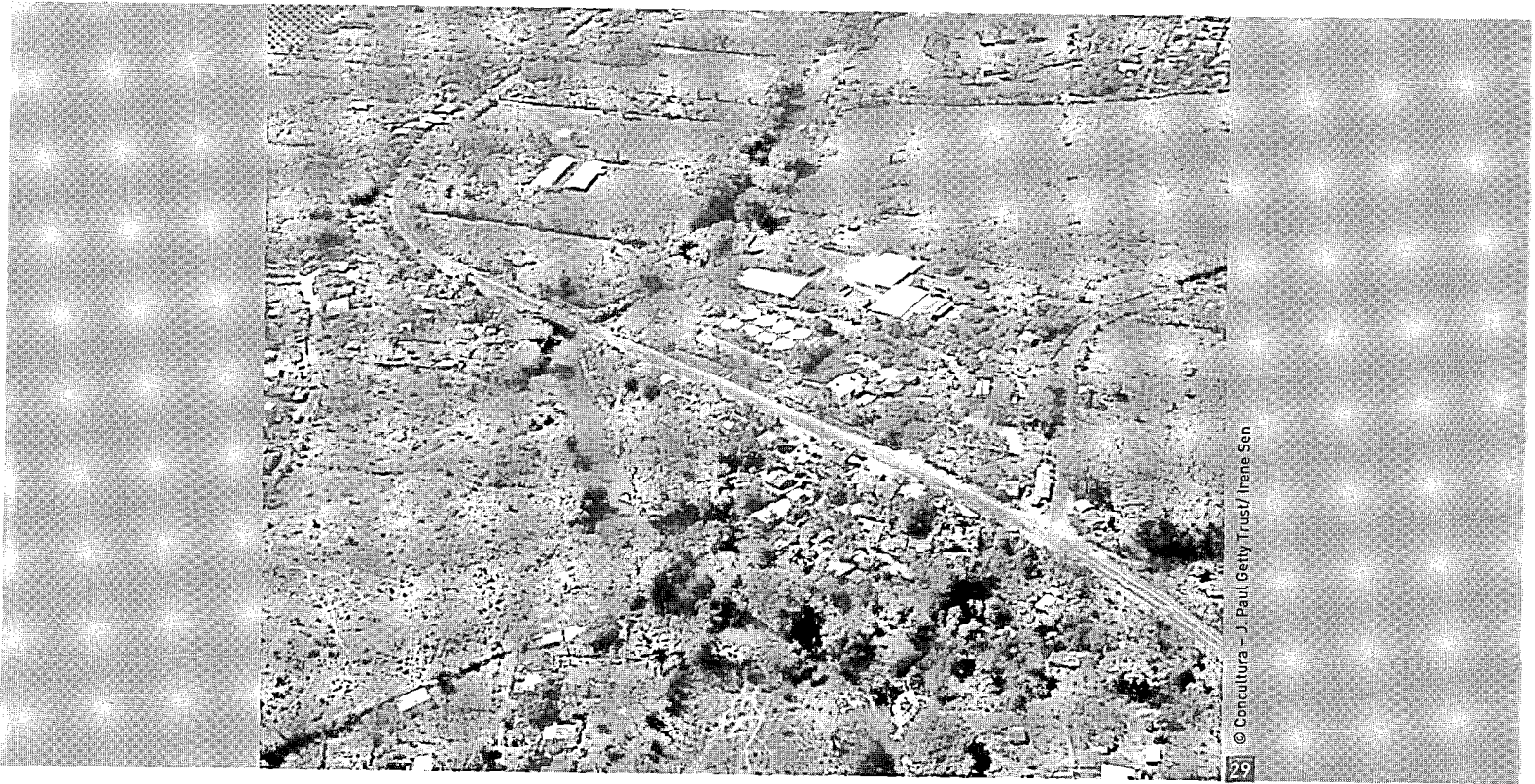
Sur les 18 structures identifiées à ce jour dans la réserve archéologique, 10 ont été entièrement exhumées. Elles se situent dans 4 fosses variant considérablement en dimension et en profondeur, étant donné que le site était enfoui sous 7 à 10 mètres de cendres.

Cette configuration particulière du chantier a provoqué une solution de continuité entre les fouilles archéologiques, de topographie variable, qui fait obstacle à une lecture de l'ensemble de l'implantation précolombienne et du paysage dans lequel elle s'inscrivait. Les relations spatiales, les fonctions architecturales et l'occupation des sols peuvent uniquement être appréciées au sein de groupes donnés. La nature des constructions en terre, fragile et simple, bouleversée par les éruptions volcaniques, ne facilite pas la tâche. Certains murs

se sont écroulés complètement, alors que d'autres sont soutenus par des talus de cendre. Certaines colonnes sont fendues et l'on peut voir les impacts des bombes volcaniques. La température élevée a également laissé des traces sur les murs, traces qui confèrent désormais son caractère au lieu et auxquelles on a attribué une valeur esthétique.

Vu d'avion, le site est dominé par les éléments modernes de l'Institut régulateur d'approvisionnement, tels les abris de protection des fosses. Ce paysage transformé par l'activité humaine donne l'impression que le site n'en fait pas partie mais appartient plutôt à une topographie souterraine. Cela aussi nous empêche d'en apprécier l'intégration au sein d'une région principalement agricole et d'un paysage rural.

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, à ce jour, une petite portion uniquement du site a été exhumée et aucune fouille ultérieure ne sera entreprise tant que l'on n'aura pas apporté des solutions satisfaisantes aux questions concernant sa préservation. Dès le départ, la recherche scientifique a pris en compte sa sauvegarde en stabilisant les structures, en consolidant les surfaces, en érigeant les énormes abris sur les quatre fosses à ciel ouvert et en installant un système de drainage. De nombreux experts ont visité le site et donné leur avis sur ces interventions. Ils ont fait des recommandations, dont quelques-unes ont été suivies. Malgré ces interventions et un entretien constants, les structures du site continuent à se détériorer du fait des mécanismes inhérents à la nature et à la composition des matériaux et des techniques de construction, mais aussi à cause des conditions créées par le climat tropical de la région. Par conséquent, une exposition prolongée des vestiges architecturaux et des outils domestiques et rituels ne fera qu'accroître



29. Vue aérienne du site du patrimoine mondial de Joya de Cerén.

les préoccupations liées à la sauvegarde d'un site en terre sous un climat tropical et à la nécessité d'assurer les ressources adéquates à la protection d'un site de cette taille de façon durable.

#### **Importance culturelle et intérêt du site**

De nombreux peuples différents ont occupé ce qui est maintenant El Salvador au cours des siècles. Les fouilles archéologiques dans le pays, ainsi que d'autres projets en Amérique centrale, ont pris pour objet les centres rituels majeurs qui témoignent du développement culturel, politique et religieux de la région. Ce type d'architecture a mieux résisté à l'usure du temps que l'habitat, fait de matériaux périssables.

Il est ardu d'interpréter la fonction et la forme des quelques restes, tels que les plates-formes, de rares outils ou des amas de déchets, d'où nos lacunes quant à la vie quotidienne des peuples précolombiens. La découverte de Joya de Cerén et sa fouille ont commencé à combler ces lacunes en apportant des informations uniques sur le développement et l'histoire culturelle des petites implantations à la périphérie méridionale de l'Amérique centrale pendant l'époque classique.

Les conditions particulières de l'ensevelissement – en couches successives de cendre volcanique – ont assuré la préservation des structures, d'ustensiles et d'autres traces de vie qui attestent des besoins de l'homme vis-à-vis de son environnement.

Dans toute l'implantation, les matériaux de construction et les technologies du bâtiment, le dessin architectural, l'organisation de l'espace et les nombreux objets sont autant de preuves de l'habileté des habitants et de leur capacité à s'adapter aux conditions particulières de leur environnement. Le site constitue une réserve scientifique sans pareil car de nombreuses structures n'ont été que partiellement exhumées tandis que d'autres ne sont qu'identifiées.

Comme si le temps s'était arrêté, les vestiges préservés révèlent une relation tangible entre passé et présent : nombre de leurs aspects caractérisent en effet les communautés agricoles contemporaines méso-américaines. Des techniques de culture et de traitement des récoltes aux matériaux de construction et aux techniques de poterie, tout rapproche les habitants précolombiens des habitants modernes. Par conséquent, Joya de Cerén joue un rôle capital dans le renforcement de l'identité culturelle : elle est motif de fierté et point de référence pour un territoire et une histoire donnés.

### La formulation du plan d'aménagement

Entre 1999 et 2002, un projet fut appliqué pour le développement d'un plan d'aménagement de Joya de Cerén<sup>6</sup>. La philosophie à l'œuvre dans la formulation de ce projet était une philosophie globale fondée sur la valeur et la participation. Cette approche guida l'élaboration de l'aménagement futur du site. Si le patrimoine est au cœur du développement humain, il faut prendre en considération non seulement les besoins de conservation des structures, mais également de l'environnement naturel et du contexte social. En raison de cette approche pratique, des collaborations et des interactions à différents niveaux furent nécessaires pour gérer la complexité des questions liées au site. Que Joya de Cerén soit importante à de nombreux égards et de plusieurs points de vue ne constituait pas la seule raison de la préserver. Des besoins et des attentes propres au site ne pouvaient pas être ignorés. Les communautés voisines de la municipalité de San Juan Opico espéraient tirer des avantages économiques du tourisme et de la recherche scientifique. L'augmentation des visites du



30. Les environs du volcan Laguna Caldera illustrent les effets contradictoires des éruptions : la dévastation est suivie de l'apparition de zones fertiles.

site favoriserait l'essor du tourisme, donnant ainsi un coup de fouet à l'économie du Salvador. Il y eut donc des pressions en vue d'augmenter les zones ouvertes au public et la qualité des installations. On s'efforça de concilier les divers intérêts avec la protection du site. Un pas important fut franchi quand les différents groupes d'intérêts reconnurent que toute action a une conséquence, qu'elle soit directe ou indirecte, sur la conservation du site et sur son importance culturelle. Un site archéologique n'est pas isolé : il s'inscrit dans un paysage physique et humain et dans un contexte. Des facteurs tels que la pollution, les déchets chimiques provenant de la production industrielle, la montée ou la descente des nappes phréatiques, les changements dans l'aménagement du territoire, l'avancée urbaine, la détérioration des ressources naturelles et l'abandon des terres agricoles ont également un impact sur la sauvegarde des structures et sur la façon dont le lieu est perçu et apprécié.

En revanche, le potentiel du site devait pareillement être mesuré, en particulier par rapport au contexte social, afin que les bénéfices directs et indirects tirés de sa préservation contribuent à l'amélioration du niveau de vie et au développement humain. Ce potentiel fut réconcilié non seulement avec les impératifs dictés par la protection des structures en terre, mais également avec les attentes de chaque groupe, de façon à arriver à un consensus quant aux priorités et, qui plus est, quant à une vision d'avenir.

La formulation du projet de Joya de Cerén ne pouvait donc qu'être consensuelle. Elle donna lieu à des prises de décision constantes dans un contexte multidisciplinaire et multisectoriel, menant avec succès à des solutions inventives, tout en empêchant que les débats se dispersent et en encourageant des mécanismes de collaboration efficaces.

## Interprétation et présentation du site archéologique

L'interprétation et la présentation de Joya de Cerén sont les clés de sa conservation durable. Dans le contexte du projet d'aménagement, les règlements et la conception du site sous-entendent que l'interprétation de sa valeur et de son importance constituent un élément moteur permettant d'affirmer l'identité culturelle et l'appropriation symbolique de l'endroit. Dans cette optique, les projections d'avenir devaient englober le site archéologique en soi, mais également ses possibilités d'extension et de combinaison avec des éléments du paysage contemporain pour en apprécier, en comprendre et en assimiler l'importance culturelle.

Afin de représenter et d'interpréter toute la gamme de valeurs inhérentes à Joya de Cerén, on a eu recours à différents facteurs, notamment : l'appartenance au patrimoine archéologique, les aspects représentatifs de l'histoire locale, les caractères spécifiques et l'utilisation transcendentale et continue du voisinage immédiat. On envisagea également la possibilité de satisfaire les besoins d'un éventail plus large de visiteurs pour leur permettre d'effectuer des séjours plus longs, conciliant ainsi de façon exemplaire l'expansion du secteur touristique, le patrimoine et le développement humain. De façon similaire, une interprétation et une présentation adéquates auraient une visée pédagogique en permettant une prise de conscience du patrimoine et d'une culture de conservation et de protection, dans les forums à la fois officiels et officieux.

Afin d'aborder ces questions de façon détaillée, un programme sur le paysage fut arrêté pour concilier trois éléments majeurs : le site, les environs proches et l'environnement naturel. Au niveau du site, l'opération fut présentée dans son rôle

## INTERPRÉTATION ET CONSERVATION DES PAYSAGES CULTURELS EN AMÉRIQUE LATINE

intégrateur de l'organisation spatiale et des services publics, pour minimiser l'impact des visiteurs grâce à leur distribution stratégique au sein des zones de visite. Quand le besoin de nouvelles infrastructures se faisait sentir, les projets encourageaient l'utilisation de la terre en tant qu'expression propice à la mise en valeur de ce type d'architecture, de l'importance de ce savoir-faire, de sa pérennité et de son utilisation alternative en matière de logement dans le pays.

Le programme d'interprétation se concentra sur la description et la création de conditions optimales pour exposer, comprendre et apprécier les vestiges du village précolombien. Des activités à destination du public, faites sur mesure pour différents groupes ciblés et leur permettant de comprendre clairement et facilement l'importance du site ont été élaborées. La narration de l'interprétation devait commencer dans le musée de site et continuer dans les endroits stratégiques illustrant les différents chapitres : la vie quotidienne avant l'éruption volcanique, les conséquences catastrophiques de celle-ci, sa découverte accidentelle, les difficultés des fouilles et de leur conservation et, pour finir, le rôle que joue le site aujourd'hui dans la vie des habitants et dans celle des générations futures.

Quant aux environs proches, on projeta de renforcer les liens du site avec ses contextes historique et géographique contemporain. On pensa à des circuits de visite alternatifs, passant en revue la campagne, les pratiques agricoles traditionnelles et les expressions culturelles locales, de façon à mettre en valeur la notion de continuité.

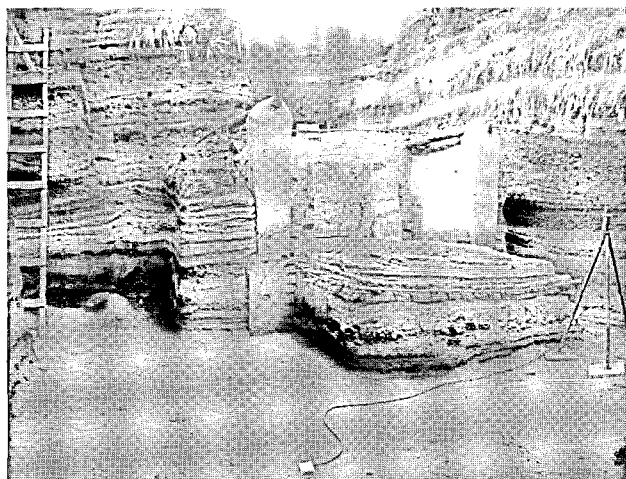
La première route relie le village agricole de Cerén à un autre site archéologique, le centre rituel de San Andrés, choisi en raison de sa proximité

(5 kilomètres) et des associations historiques apportant un éclairage supplémentaire aux processus culturels. Ce circuit permettra également l'intégration de la communauté actuelle de Joya de Cerén, non seulement pour que sa population offre ses services aux visiteurs, mais aussi afin que ceux-ci partagent la vie quotidienne des habitants de la région et touchent du doigt les similitudes entre les modes de vie. La deuxième route a été tracée pour relier le site archéologique au volcan Laguna Caldera (à 800 mètres), dont l'éruption enterra le site. Cette proposition vise avant tout à faire comprendre le rôle de la catastrophe volcanique. Toutefois, l'existence d'un lac et d'une forêt primaire à l'intérieur du cratère permet de l'associer également à la protection et à la conservation de la flore et de la faune.

Les deux propositions répondaient aux désirs de la communauté et aux initiatives concernant le patrimoine de la municipalité de San Juan Opico, à savoir de tirer avantage du site et de participer à son interprétation. Qui plus est, faire de Joya de Cerén le centre d'une alternative économique contribue à l'essor local.

### Conclusion

La conservation de l'aspect physique d'un site archéologique est fondamentale, mais les sites n'existent pas de façon isolée, donc leur contexte social et naturel se doit d'être pris en compte dans les propositions d'aménagement. Par conséquent, grâce au processus de formulation du projet, la gestion de Joya de Cerén se propose de réconcilier dans une plus grande mesure les patrimoines écologiques et culturels et la société. La sauvegarde du site implique la préservation et la promotion de ses différentes qualités, en valorisant son importance historique et scientifique au même titre que son importance sociale. Elle entraîne également la



© Concultura - J. Paul Getty Trust/Richard Ross

31. Les vestiges archéologiques, conservés par l'éruption volcanique, sont situés dans des chantiers en profondeur.

mise en place de conditions en réponse aux attentes d'ordre social, politique et économique de façon à contribuer au mieux à la conservation durable du patrimoine, à l'amélioration du niveau de vie de la population et au développement humain durable.

Afin de concrétiser cette conception du futur, la méthode consensuelle nous a donné les moyens de présenter et de concilier les divers intérêts, ce qui devrait également favoriser la responsabilité sociétale et un engagement majeur envers la conservation du patrimoine.

## | NOTES

1. Les auteurs voudraient remercier leurs collègues du Getty Conservation Institute et du Consejo Nacional para la Cultura y el Arte (Concultura, El Salvador), ainsi que ceux qui contribuèrent à la formulation du projet d'aménagement de Joya de Cerén et qui soutinrent son développement.

2. Joya de Cerén est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1993 aux critères C (ii) et (iv). Le site est présenté comme une implantation précolombienne vivant de l'élevage qui, comme

Pompéi et Herculanium en Italie, fut ensevelie par un volcan. L'état exceptionnel des vestiges donne un aperçu de la vie quotidienne des populations méso-américaines qui vivaient de la terre à cette époque.

3. L'Amérique centrale précolombienne était la région la plus peuplée ; elle s'étendait sur ce qui est maintenant le centre et le sud du Mexique, le Guatemala, le Belize, El Salvador et une partie du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica. La peuplaient entre autres : les Olmèques, les Teotihuacan, les Zapotèques, les Totonèques, les Toltèques, les Mixtèques, les Aztèques et les Mayas, d'un niveau culturel élevé et aux sociétés rigoureusement hiérarchisées.

4. L'histoire du site commence en 1976 avec sa découverte accidentelle. L'Institut régulateur d'approvisionnement (IRA) entreprit des travaux d'égalisation du terrain pour construire des silos à grain «Butler». Leur socle est encore visible de nos jours. En déblayant la cendre qui couvrait le terrain, deux vestiges de maison en terre furent découverts : la partie nord-est de la structure et la plate-forme de la structure 5. Les ruines étaient en si bon état de conservation que l'on crut qu'elles étaient modernes et qu'elles furent détruites par des travaux ultérieurs. On ignore le nombre de vestiges archéologiques qui furent rasés, ce qui porte préjudice à la connaissance de la taille du site, de sa distribution et de son organisation spatiale. Les fouilles préliminaires ne furent entamées qu'en 1978 et les échantillons datés de 590 apr. J.-C. environ, ce qui jeta les bases de la recherche archéologique et de la préservation qui en découla.

5. Des investissements ont été récemment faits dans les bâtiments à destination des visiteurs du site. A l'entrepôt de grain a été ajoutée la construction d'un nouveau musée de site servant de centre d'interprétation multimédia.

6. L'initiative du projet d'aménagement a été prise en collaboration avec l'Institut Getty de Conservation (GCI) et le Conseil national pour la culture et les arts (Concultura). Pour de plus amples informations, voir le site [www.getty.edu](http://www.getty.edu) au projet Maya Initiative. Voir également : Castellanos C., Descamps F. et M. I. Arauz, « Joya de Cerén. Conservation and Management Planning for an Earthen Archaeological Site », *The Getty Conservation Institute Newsletter*, (Los Angeles), vol. 16, n° 1, 2001, pp. 22- 24.

Castellanos, C., Descamps, F. et M. I. Arauz (dir. publ.), *Joya de Cerén, El Salvador. Plan de Manejo*, manuscrit non publié, Los Angeles, California, The Getty Conservation Institute et Consejo Nacional para la Cultura y el Arte, 2002, 271 p.



# | Le grand Chemin de l'Inca

*Par Ricardo Manuel Espinosa*

*De par ses innombrables voyages, Ricardo Espinosa a été surnommé « El Caminante ». En 1999, il parcourt le grand Chemin de l'Inca de Quito, en Équateur, à La Paz, en Bolivie, suscitant par là l'intérêt du gouvernement péruvien, de ceux des pays voisins et du monde entier. Il est aujourd'hui consultant principal du projet de l'Union mondiale pour la nature (UICN) pour la promotion de l'intégration régionale andine basée sur la revalorisation des valeurs culturelles et naturelles pour le développement durable des villages en bordure du Chemin.*

Depuis des époques lointaines, les habitants de la région andine sont en relation étroite avec leurs semblables résidant sous d'autres cieux grâce à un étonnant réseau de chemins encourageant les échanges commerciaux et culturels. Ce système atteint son apogée à la fin du xv<sup>e</sup> siècle avec les Incas. Expression pure de la domination harmonieuse de leur environnement naturel, considéré comme sacré, ces chemins jouèrent un rôle primordial dans la vie quotidienne de ces peuples, tels les veines d'un gigantesque corps – aujourd'hui dormant. L'esprit qui anime mon travail est de parcourir ces chemins et de les révéler au monde avec le lot de merveilles qu'ils traversent et relient, les réveillant ainsi à la circulation.

Quand, il y a seulement neuf ans, je me proposai le premier parcours de presque 4 000 kilomètres à pied le long de la côte désertique péruvienne, je n'imaginai pas que cela me porterait par la suite à en parcourir 6 000 autres sur des chemins incas ni que quelques randonnées isolées constitueraient l'étincelle embrasant le mouvement mondial pour leur revalorisation.

La plupart de ceux qui sont familiers de l'histoire de l'Amérique andine savent qu'il existait un grand réseau de voies construit par les Incas à partir

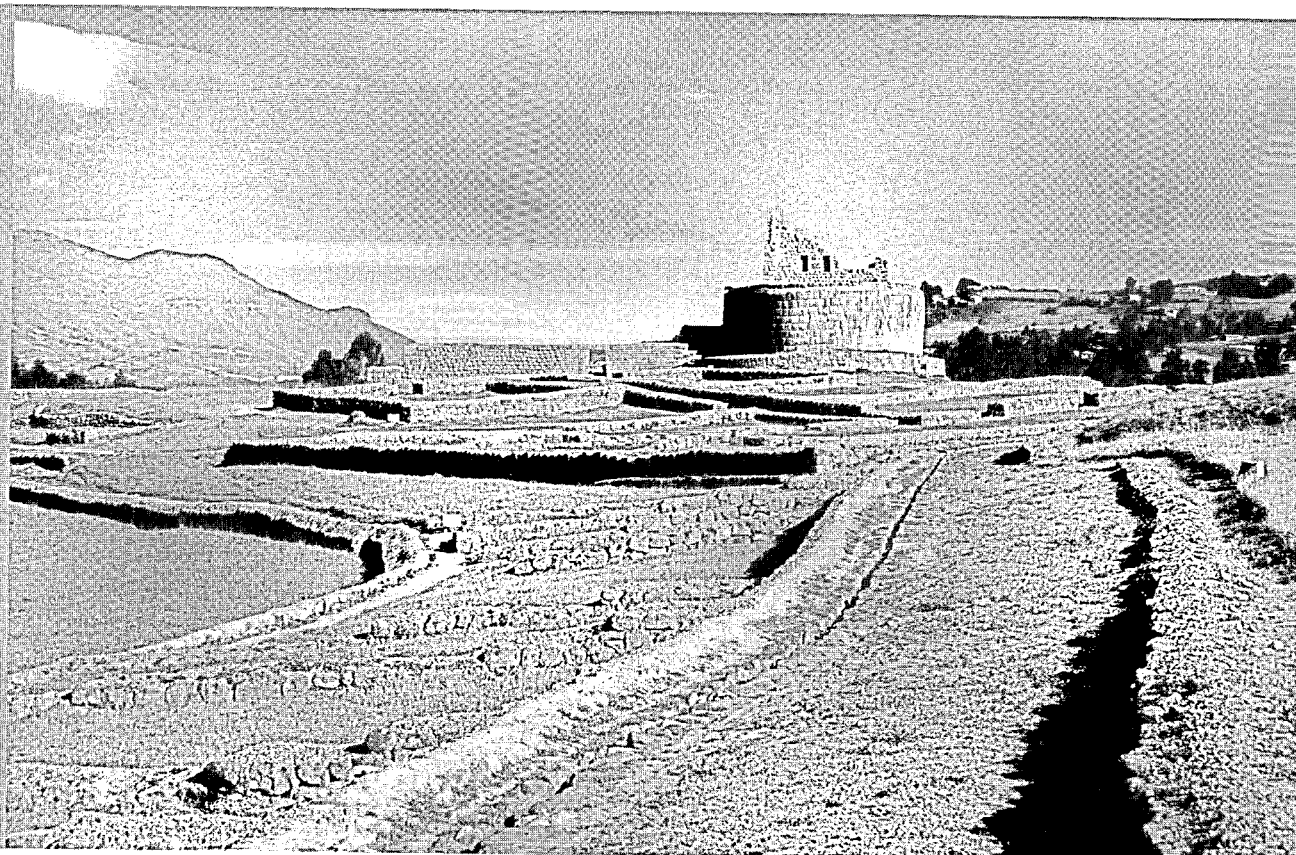
de Cuzco sur lequel les nouvelles voyageaient très rapidement à travers le vaste empire grâce aux *chasquis* – courriers spécialisés. La majorité, pourtant, traitait l'existence de la grande route le long de la montagne, et ce qu'on en disait, au même titre que la légende de Manco Cápac et de Mama Ocllo qui, dans le mythe fondateur inca, étaient les enfants du soleil, sortis des eaux du lac sacré Titicaca. Le grand Chemin de l'Inca, s'il n'était pas une autre légende, était en tout cas une réalité que le temps nous avait arrachée pour toujours. Jusqu'à il y a quelques années à peine, c'est ce que je pensais aussi. Mais il suffisait de soulever un tant soit peu la chape d'ignorance et d'oubli qui couvrait le système de communication des Incas et cette grande route en particulier, pour découvrir qu'il s'agissait du mystère le plus important du continent en attente d'être dévoilé et que, s'il ne l'avait pas été pendant des siècles, c'était justement à cause de son immensité. Cela pourrait paraître injuste aux nombreux auteurs ayant travaillé sur le sujet par le passé. Les ouvrages théoriques d'Alberto Regal et Léon Sturbe et les études de terrain de Victor Von Hagen et John Hyslop en sont un exemple. Ces excellentes recherches ont enrichi abondamment les miennes. Et pourtant, à l'exception de von Hagen, ces traités restèrent réservés aux initiés et le grand public ne fut pas convié à la noce. Aujourd'hui, pour le bénéfice des communautés en bordure de route, ceci est en train de changer.

### Géographie du projet de recherche

Quant au déroulement de ma recherche, sa conception fut ambitieuse, parfois même chimérique : elle prétendait relier la montagne à la côte du Pérou, à travers sept routes précolombiennes, puis parcourir le chemin le long de la montagne, le grand Chemin de l'Inca – ou *Qhapaq Ñan* en langue quechua locale – de l'Équateur à la Bolivie. La première étape

se déroula en 1997 et 1998 avec un parcours de 2 000 kilomètres en 120 jours de marche en tout, allant des sites précolombiens du littoral aux sites incas dans la cordillère des Andes. Ces sept chemins constituèrent un entraînement et un apprentissage exemplaires pour s'attaquer au grand Chemin de l'Inca de mai à décembre 1999. Cette seconde étape engloba la portion du grand Chemin de l'Inca comprise entre la ville de Quito, en Équateur, et La Paz, en Bolivie, en passant par les anciennes villes incas de Cajamarca, Jaña et Cuzco. Au cours de 163 jours, uniquement de marche, je traversai 4 000 kilomètres de paysages extraordinaires, d'histoire et de culture vivante.

Dépassant largement les attentes les plus optimistes des personnes impliquées dans le projet – des archéologues équatoriens, péruviens et boliviens entre autres – la recherche démontra que la légende était solidement fondée : des chaussées de pierre aussi larges qu'une autoroute actuelle demeurent quasi intactes dans les hauts plateaux andins, à 4 000 mètres au-dessus du niveau de la mer, principalement dans la chaîne montagneuse au nord et au centre du Pérou. Plus de 100 sites archéologiques importants ponctuent ce chemin colossal, dont la plupart demeurent inconnus du monde académique, *a fortiori* du tourisme. Uniquement au Pérou, 45 provinces appartenant à 12 départements sont traversées par cette grande route, ce qui donne une idée de la quantité de peuples concernés qui pourraient se convertir en acteurs décisifs de sa mise en valeur et en bénéficiaires directs du mouvement économique généré par le développement du plus grand circuit touristique d'Amérique. Car la longueur du grand Chemin de l'Inca dépassait en réalité largement notre randonnée, allant à l'époque de sa construction de Pasto en Colombie, au nord jusqu'à Mendoza en Argentine et Santiago, capitale du Chili au sud. Si l'on



© Guías des caminante/Ricardo Espinosa

32

32. Ingapirca, l'ancienne capitale de la province, dans la chaîne montagneuse au centre de l'Équateur, révèle des ruines incas éloignées de Cuzco.

transposait ce chemin en Europe, il irait de Lisbonne à Moscou, à une altitude moyenne de trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, si l'on ne prend en considération que deux de ses branches principales.

À propos de cet immense et surprenant réseau routier et de ce grand Chemin qui, comme une colonne vertébrale, le rendait cohérent, il est souhaitable de nous remémorer quelques concepts de base glanés aussi bien dans des sources historiques qu'au fil du parcours des chemins eux-mêmes. La rapide et vaste expansion des Incas – si organisée et efficace – au siècle précédant l'arrivée des Européens,

ne peut être bien comprise que si on l'étudie à la lumière du système de communications qu'ils conçurent à mesure que leur territoire et leur pouvoir s'accroissaient. Ainsi que nous le verrons dans notre étude, les chemins fabuleux que les Incas construisirent dépassèrent les chemins antérieurs à leur époque par un degré d'ingéniosité jamais atteint jusque là, excédant leur fonction uniquement utilitaire pour se convertir en symbole de domination sur les régions qu'ils traversaient et les peuples qu'ils reliaient. Le Qhapaq Ñan ou le grand Chemin de l'Inca, dont le tracé colossal donne la mesure au reste des chemins, inspirait sans aucun doute en leur temps une crainte

et un respect plus grands encore que ceux que nous inspirent aujourd'hui leurs vestiges le long de la cordillère des Andes. Il s'agit de la colonne vertébrale d'un réseau complexe, construite par les Incas à partir d'un système dont les origines remontent aux époques antérieures et dont les limites englobent une multitude de chemins et de sentiers utilisés encore aujourd'hui.

Même si l'on réutilisa et reconstruisit des chemins antérieurs, les routes incas et les nombreux édifices (*tambos*) qui les jalonnaient – point d'approvisionnement et de redistribution des produits des différents écosystèmes –, furent conçus comme un système vivant et organique, dont l'envergure et le fonctionnement à grande échelle n'ont jamais été égalés depuis. C'est justement au moyen de ces chemins que les Incas ont réussi à organiser et à ordonner efficacement leur territoire et les ressources naturelles et humaines dispersées sur celui-ci, parvenant souvent à transformer des terres inaccessibles ou désertiques en grandes zones de production agricole ou d'élevage.

Ce système de communications pouvait faire parvenir en un temps éclair la nouvelle d'un soulèvement aux confins du Tahuantinsuyu (ancien nom du territoire dominé par les Incas) et faire venir à grande vitesse l'armée pour l'étouffer, ou permettre le déplacement de peuples entiers arrachés à leurs terres et transportés par ce pouvoir tout-puissant vers des lieux inconnus. L'espace géographique pouvait ainsi être organisé *via* des centres administratifs provinciaux et auto-suffisants. On disposait des peuples comme on distribue un paquet de cartes compensant ainsi les insuffisances productives ou réduisant les antagonismes régionaux indésirables.

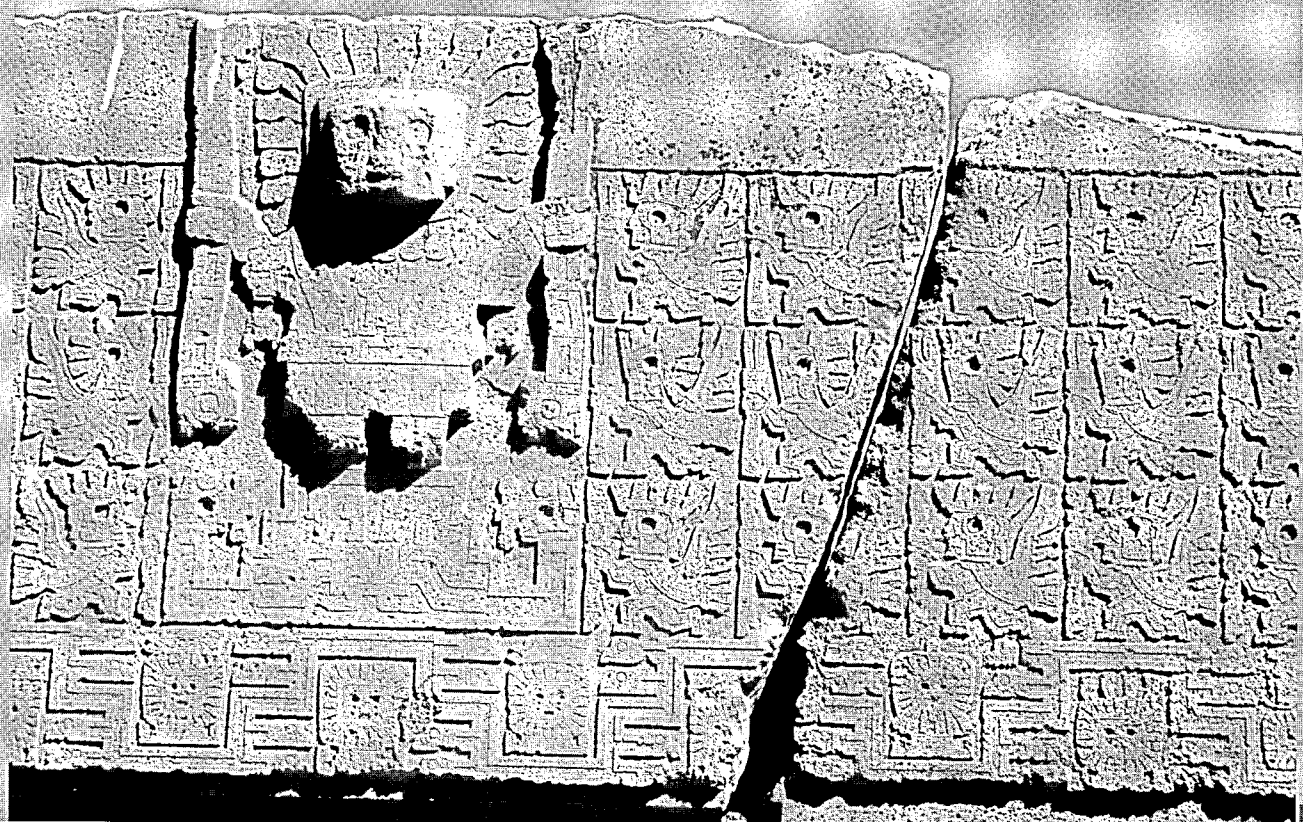
Parcourir le Qhapaq Ñan à n'importe quel endroit de l'Empire ou plus simplement le voir, avec

ses grandes constructions, ses escaliers et ses ponts parfaitement réalisés et entretenus équivalait à avoir vu Cuzco – le *nec plus ultra* de l'époque – dont le grand Chemin n'était qu'un prolongement. Mais, malgré l'uniformité du style, la continuité du tracé et l'amplitude de ses dimensions, ce grand Chemin n'était pas uniforme du début à la fin. Notre recherche révéla en effet que, à de très rares exceptions près, celui-ci est d'un intérêt significativement supérieur dans sa section péruvienne et andine. Cette supériorité n'est pas seulement le fait de sa meilleure conservation : elle est inhérente à la construction, qu'il faut rapporter aux différentes périodes de l'expansion inca.

### Unité archéologique à ressusciter

Notons toutefois que le Qhapaq Ñan n'est pas toujours pavé, ni très large, ni très identifiable en tant que tel. Il s'agit d'un travail artisanal, réalisé sans machineries ni plans, utilisant des matériaux propres à chaque région, épousant des reliefs variés et souvent en concurrence avec d'autres tracés du même chemin réalisés par une ethnie voisine.

Je pris acte de la destruction du chemin en route. Celle-ci n'avait pas uniquement été provoquée par la négligence ou de l'ignorance d'individus : des organismes d'État eux-mêmes se chargeant de sa « reconstruction » sans aucune étude préalable, son tracé précolombien fut ainsi détruit. Bien que les chemins incas, dans leur grande majorité, furent abandonnés très rapidement après l'arrivée des Européens en Amérique, quelques portions réduites furent entretenues en bon état relatif par leur utilisation de petits groupes, jusqu'à l'apparition des automobiles et des routes au *xx<sup>e</sup>* siècle. A cause de l'hégémonie du commerce sur les côtes péruviennes, la construction massive des routes de montagne ne



33. Détail des ruines de Tiwanacu, en Bolivie, datant d'avant les Incas. Le monolithe de la Portada del Sol est tourné vers le sud du lac Titicaca.

débute que dans la seconde moitié du siècle. Pendant la période d'abandon, des chemins subirent les effets de l'érosion des éléments naturels et du temps, mais les Incas construisaient pour l'éternité et les dommages ne furent pas majeurs. Moins encore si les populations locales qui persistaient à les emprunter les entretenaient un minimum. Par ailleurs, à une époque où l'on n'avait pas encore eu conscience de l'importance des chemins antiques, la construction des routes se superposa souvent aux tracés et aux terre-pleins construits à la force du poignet par cette race de géants si sages, coïncidant de fait avec

les tracés que le génie moderne recommandait. Malheureusement, ce massacre n'est pas uniquement le fait du passé. Là où n'arrive pas le faible contrôle de l'État, les constructeurs sans scrupules n'hésitent pas à économiser travail et argent en se servant d'une route toute tracée, même si cela signifie en saccager les vestiges archéologiques. Il est impératif d'établir un état des lieux des chemins incas. Au moment même où j'écris ces lignes, un lourd engin de chantier est en train d'effacer les traces d'un passé glorieux quelque part dans les Andes.

## Renforcer des liens ancestraux

Un grand pas en avant a consisté à faire décréter Patrimoine national les chemins incas par le Président Valentín Paniagua au Pérou et à postuler pour leur insertion dans la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, en accord avec les cinq autres pays concernés, initiatives surgies après la présentation des résultats de notre recherche en 2001<sup>1</sup>. Sans oublier que la Commission nationale des chemins incas, récemment créée sous l'égide de l'Institut national de la culture, est dotée d'un budget conséquent. De plus, la même année, l'Union mondiale pour la nature (UICN) reconnaissait dans le grand Chemin de l'Inca, le Qhapaq Ñan, l'axe puissant à même de promouvoir le développement durable des peuples incas. Par la conservation et l'administration de ces ressources, le potentiel considérable du grand Chemin de l'Inca pourrait contribuer à développer l'écotourisme, l'intégration de la population des Andes, la recherche académique et la création d'espaces d'échanges culturels. Ceux-ci permettraient d'explorer les valeurs et la vision cosmique des différentes sociétés du passé et du présent qui, à travers ce chemin et l'utilisation de ses circuits, pourraient entrer en relation avec leurs voisins du Nord et du Sud et reconstruire ou renforcer par là un lien millénaire. Grâce à ces études, les six pays de la région ont pris conscience du potentiel que cette grande route nous offre en tant qu'instrument d'intégration et d'échange entre nos peuples. Elle nous offre la possibilité de fonder notre développement commun sur ce que nous avons toujours partagé mais qui est aujourd'hui en veilleuse : notre histoire et notre culture.

L'exploitation touristique doit être mise en attente ou débiter petit à petit sur de courts parcours servant d'expérience pilote avant d'être appliquée au reste de la route ou du système routier. Ces segments

devront être désignés en fonction de l'importance de leur taille, du nombre de leurs qualités naturelles et culturelles hors du commun et disposer d'une population prête à s'impliquer dans leur restauration. L'exemple idéal au Pérou se situe entre Huari et Huanuco Pampa, ce qui constitue une marche de cinq jours. Imaginons qu'un contrat soit passé avec l'une de ces agences de voyage qualifiées opérant de la même manière dans tous les chemins incas existants dans les Andes. Il pourrait y avoir un système commun de zones protégées gérées par les mairies, coopérant avec les populations locales situées au bord et à proximité de la petite portion de voie dont il est question. La participation active des Indiens ne peut se réduire au seul rôle de porteurs. Non seulement ils participeraient à l'entretien et à la réparation du chemin, mais également à ceux des *tambos* et à leur administration. En pratique, le premier jour, vous marcheriez de Huari jusqu'au premier *tambo* restauré, non pas calqué sur l'original bien sûr, mais à l'architecture très proche et stratégiquement dissimulée afin de ne pas gâcher le paysage. Là, vous bénéficiez d'un lit, de nourriture et d'un gîte, ainsi que d'une causerie au coin du feu sur les traditions andines avec les Indiens. Autrement dit, cela ressemblerait au système intelligent en vigueur par le passé mis en place par l'admirable organisation de l'État, remplacée aujourd'hui par un emploi avisé des lois du marché. Le lendemain, on vous fournirait un repas à emporter composé de spécialités et de produits andins pour tenir jusqu'au soir et au prochain *tambo*. Il n'y aurait rien d'autre à emporter que quelques vêtements chauds et un appareil photo pour garder un souvenir des vues panoramiques qu'offrent le chemin.

Ce type d'organisation pour les itinéraires de randonnées ou trekking pourraient être applicables au monde entier, en y rajoutant la reconstruction des célèbres ponts suspendus en corde de chanvre



## INTERPRÉTATION ET CONSERVATION DES PAYSAGES CULTURELS EN AMÉRIQUE LATINE

ou d'*ichu*, absolument indispensables si l'on désire s'en tenir à la voie antique. Les *tambos* seraient approvisionnés par de frêles lamas qui n'abîment pas le chemin comme le font les sabots ferrés des chevaux et des ânes, mais qui leur procurent beauté, identité et combustible (fumier). Ces *tambos* se transformeraient alors en véritables centres d'échange, de diffusion et de conservation de la culture andine, aujourd'hui sous la menace d'une extinction imminente. Plus que tout autre, nous avons besoin de gens ordinaires prêts à s'immerger dans la vie andine et ses valeurs anciennes et sages, comme la réciprocité. En parcourant ces circuits et ces chemins, ils entrèrent en relation

avec leurs voisins dans le monde, reconstruisant et renforçant par là un lien millénaire. De la manière dont nous nous acheminerons dans cette voie dépendra notre identité future. Elle devra être digne de ses bâtisseurs.

### | NOTES

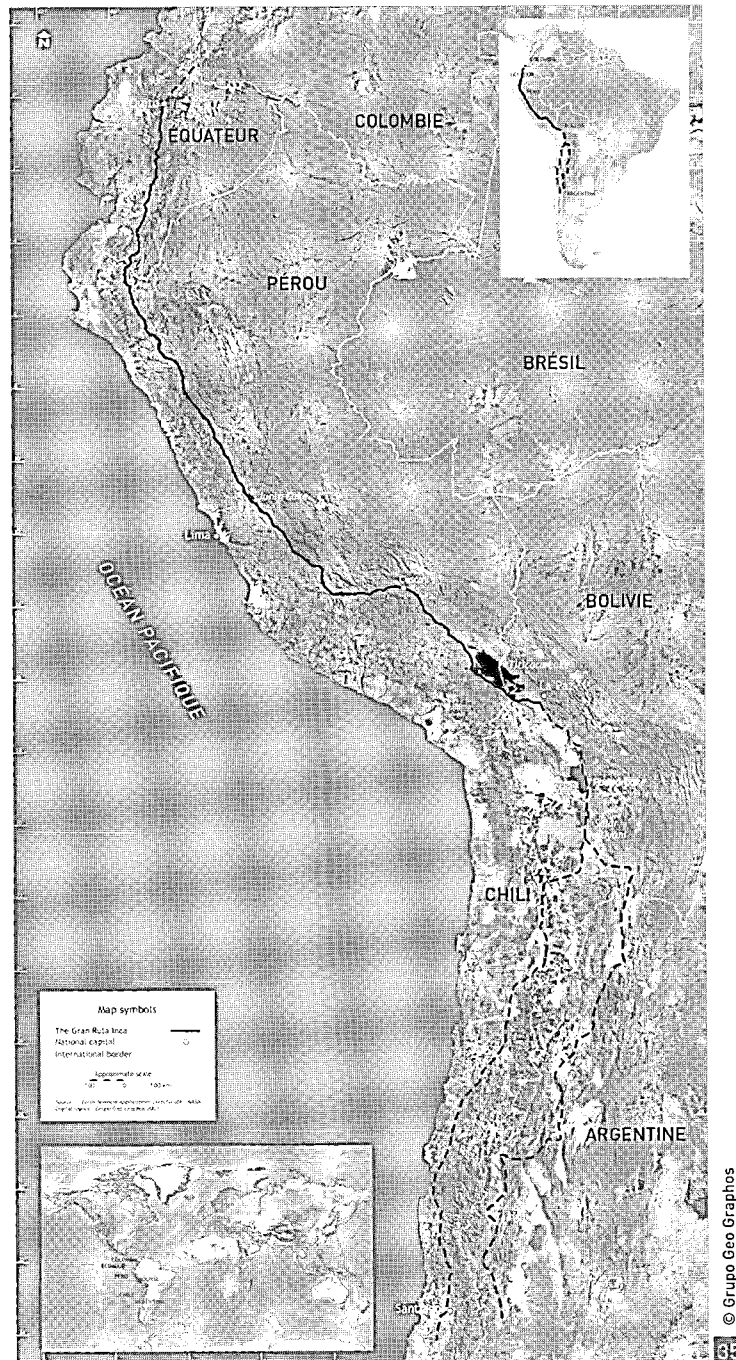
1. Voir dans *World Heritage Review*, n° 35, 2004, un article sur les Humahuaca de Quebrada, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial (site national). Une réunion d'experts en vue de préparer un dossier de candidature pour le Qhapaq Ñan s'est tenue à La Paz (Bolivie) en avril 2004.



© Guías del Caminante/Ricardo Espinosa

34

34. Le grand Chemin de l'Inca traverse six pays : la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili et l'Argentine.



35. Carte du grand Chemin de l'Inca/UICN.



# | Le réseau de musées du Qhapaq Ñan, chemin principal des Andes

*Par Luis Guillermo Lumbreras*

*Luis Guillermo Lumbreras, anthropologue et archéologue péruvien, est spécialiste en économie et muséographie du monde préhispanique. Après son doctorat à l'Université de San Marcos, il a été nommé Directeur du Musée national d'archéologie et d'anthropologie de San Marcos. Il est l'auteur de De los Pueblos, Cultura y las Artes del Antiguo Perú, Arqueología Peruana, Arqueología de la América Andina, 1981.*

Il existe un monument archéologique de plus de 5 000 kilomètres de long, 100 kilomètres de large et aux multiples ramifications ; il traverse cinq pays et presque tous les paysages susceptibles d'être appréciés sur la surface de la terre. Il couvre la distance qui existe entre Panamá et Washington, Cadix et Stokholm et celle entre Anapà (à l'embouchure de l'Amazone) et Buenos Aires. Il traverse le territoire qui au xv<sup>e</sup> siècle était connu sous le nom de Tawantinsuyu (« pays des quatre régions ») gouverné par les Incas de Cuzco, au Pérou.

Quand les Espagnols arrivèrent au Pérou en 1532<sup>1</sup>, ils pénétrèrent dans un pays sillonné par un complexe système de communication permettant non seulement de se déplacer d'un côté à l'autre du territoire le long de chemins bien tracés et entretenus, mais également de faire circuler prestement, sûrement et efficacement les nouvelles et les biens. Par ce moyen, les habitants de la montagne recevaient rapidement les produits de la mer et inversement les bois fins et les plumes bariolées des forêts tropicales amazoniennes atteignaient les vallées de

la côte. Grâce à lui, les Incas de Cuzco pouvaient administrer le travail et la production de territoires situés à des milliers de kilomètres de cette ville. Les Cañar, indigènes des montagnes équatoriennes, et les Cachas d'Amazonie résidaient dans les vallées autour de Cuzco et dans les cuvettes tempérées des autres provinces incas sans perdre pour autant l'accès à leurs biens d'origine ni le contact avec leur famille. Au point que, peu après la conquête espagnole et la disparition du pouvoir inca, les différentes peuplades en fonction aux quatre coins de l'Empire Tawantinsuyu, s'en retournèrent chez eux sans plus tarder.

Trois siècles plus tard, une fois la république installée dans les pays andins, la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle favorisa l'utilisation de moyens de transports mécaniques. La politique de communication terrestre fut donc fondée essentiellement sur la voiture. La politique routière qui en découla rendit obsolète l'ancien réseau de chemins andins qui s'était élaboré au cours de nombreux siècles et qui était devenu un système de communication intégré au XV<sup>e</sup> siècle. Il ne resta que ses ruines, transformées progressivement en sites archéologiques. Sa nature de monument lui fut conférée par son rôle intégrateur, mais également par ses qualités techniques.

L'axe central de ce réseau était représenté par la cordillère des Andes. Les choix technologiques de l'époque induisant une solution piétonne, le chemin devait donc favoriser la circulation des personnes, de leurs suites, de leurs caravanes et souvent même de leurs troupeaux de lamas qui portaient les marchandises le long de sentiers solides et bien tracés. On longeait la cordillère en franchissant les pentes à l'aide d'escaliers, les précipices à l'aide de ponts et en aménageant des points de passage là où le relief imposait des solutions telles que des tunnels et des ouvrages en pierre importants.

Le Qhapaq Ñan était le chemin principal d'où partaient les ramifications qui le reliaient à tous les villages perchés sur les cimes, les coteaux et les ravins de la cordillère. De tout point, il était possible d'accéder à un réseau radial ou linéaire selon les exigences de la topographie. Les produits de la terre pouvaient circuler ainsi d'un bout à l'autre du pays, selon les besoins et les projets. Qui plus est, les voisins proches et lointains avaient un moyen efficace de rester en contact. Cette circulation de biens et de services permettait une entraide précieuse à chaque fois que le besoin s'en faisait sentir.

Ce système routier au tracé bien délimité et signalisé allait de pair avec une politique généreuse de stockage d'aliments et de vêtements dans des magasins en bordure des chemins – ou *qollqas* – où étaient entreposés les excédents pour pourvoir aux besoins imprévus. Ceux-ci jouxtaient les *tambos*, gîtes où les voyageurs pouvaient se reposer et refaire le plein d'énergie. Ils pouvaient ainsi parcourir les 5 000 kilomètres ou plus de route sans avoir à s'éloigner du chemin, en étant sûrs de trouver à leur disposition tous les biens et les services dont ils pouvaient avoir besoin pendant un trajet aussi long.

La voie rendait possible le cheminement rapide des nouvelles de tout l'Empire grâce aux *chasquis*, courriers des Incas, permettant ainsi l'intervention de l'Etat là où il était le responsable administratif. Par ce même chemin, les Incas percevaient à Cuzco l'impôt sous forme de biens – matériels ou de travail. Par là transitaient également les armées imposant la loi de l'État dans les zones soumises à Cuzco.

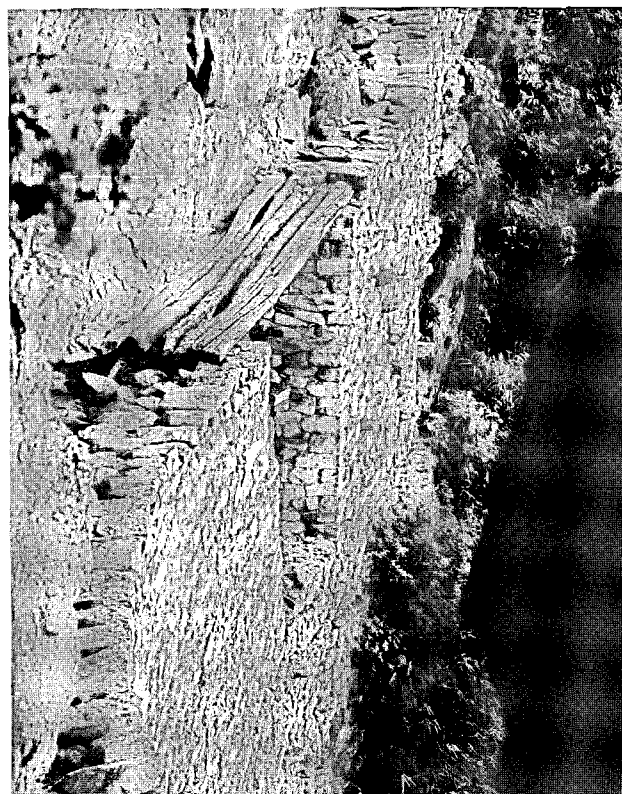
La route des Incas surprit à juste titre les Espagnols, qui la trouvèrent en pleine activité. Il est vrai qu'elle n'avait pas sa pareille en Europe depuis les

temps de l'Empire romain qui, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, n'était qu'un lointain souvenir et dont il ne restait à peine que quelques vestiges archéologiques. Les segments pavés, souvent longés de murailles protégeant les escortes sur des kilomètres, ainsi que la largeur des chaussées aux bords clairement marqués sur la plus grande partie du parcours faisaient de la voie, au-delà de son utilité pratique, un spectacle incroyable.

Spectacle harmonieux et sûr se mariant à celui qu'offre le paysage naturel andin, multicolore et varié. Sur les 7 000 kilomètres et plus de la côte occidentale d'Amérique du Sud, le Qhapaq Ñan en couvrait 5 000, sur lesquels on dénombre la plus grande variété de paysages qui se trouvent sur la planète, depuis les vues glacées des montagnes enneigées, couronnées de plateaux désolés et de steppes froides, jusqu'aux gorges couvertes par la forêt tropicale ou sèche – selon la latitude –, aux savanes et à leurs vallées tempérées ou chaudes, aux sols sablonneux et aux champs de cailloux bariolés des montagnes désertiques. Au cours d'une seule journée de Qhapaq Ñan, le randonneur peut avoir l'occasion de croiser sur son chemin des forêts verdoyantes, des steppes jaunies et des déserts de pierre parsemés de cactus. Il jouira ensuite du repos du juste dans la vallée ou la gorge où est niché le *tambo* ou la ville où il se rend, en admirant les montagnes dont les *apus* le protègent<sup>2</sup>.

Ce réseau ne fit naturellement pas son apparition du jour au lendemain, ni en réponse à la seule volonté des Incas. Mille ans peut-être avant leur installation, mais certainement cinq cents ans avant – à une époque connue sous le nom de « Wari » – un réseau de chemins andins tout aussi performant que le Qhapaq Ñan avait été mis en place. Il prenait son essor à Ayacucho et atteignait les abords du lac Titicaca au sud et ceux de Chachapoyas et de Piura au nord.

Le Tawantinsuyu repoussa ces frontières, amenant le Qhapaq Ñan jusqu'aux Pastos, au-delà d'Ibarra et de Quito au nord, presque jusqu'au lit du fleuve Guáy tara, au sud de la Colombie et jusqu'aux frontières entre les Picunches et les Mapuches, près de la ville actuelle de Concepción au centre-sud du Chili, et au pays des Huarpes au centre-ouest de l'Argentine. Ainsi furent mis en relation plusieurs millions d'habitants aux modes de vie, langues et coutumes distincts. De Cuzco, le Qhapaq Ñan partait dans quatre directions : Chinchaysuyu au nord, habité par les Quechuas et les Yungas ; Qollasuyu au sud, peuplé par les Quechuas, les Arus, les Atacamas, les Diaguitas, les Picunches et les Huarpes ; à l'ouest, Contisuyu, où vivaient les Pukinas et les Aymaras et à l'est, Antisuyu, occupé



36. Un pont sur le grand Chemin de l'Inca, Machu Pichu, Pérou.

par les Chunchos. Terres fertiles au nord, arides au sud, désertiques à l'ouest et sauvages à l'est.

En réalité, ces peuples sont restés en contact. Ils manifestent fortement leur unité tout en gardant leur spécificité, mais ils ont perdu le fil directeur d'un système routier opérationnel et à l'écoute de leur besoin d'intégration. Il s'agit d'un réseau articulé couvrant environ 40 000 kilomètres, dont les archéologues ont pu identifier plus de 23 000 kilomètres de chemins.

En termes de patrimoine archéologique, il s'agit sans aucun doute du monument le plus important répertorié sur le continent américain, monument que se partagent cinq pays andins. Au bord de cet axe, vivent aujourd'hui agriculteurs, pasteurs, mineurs et pêcheurs. Il s'y trouve des communautés dont l'artisanat traverse les océans de par l'excellence de ses formes et de son sens, alors que d'autres ne peuvent écouler leurs stocks. C'est une voie sinistrée, mais regorgeant de promesses en tant que facteur d'intégration.

### Un projet de musée à grande échelle

Le projet de réhabilitation du Qhapaq Ñan va dans ce sens : le musée sera impliqué dans les recherches sur le monument et dans les tâches nécessaires à sa conservation et à sa présentation. Il s'agit d'un « musée de site » singulier, couvrant une zone immense, au message unitaire mais diversifié reflété sur ses 5 000 kilomètres de long et peut-être sur les autres milliers de segments constitués par ses chemins de traverse.

Sans aucun doute, un musée de cette taille ne peut prendre d'autre forme que celle d'une toile aux intersections multiples. Dans chacune d'elles, un bâtiment devrait s'ériger au cœur de chacun

des nombreux groupes ethniques ou villages en bordure du Chemin, où les visiteurs pourraient comprendre la complexité de son ensemble et la singularité des peuples qui le bordent, à savoir les peuples d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que l'histoire du Tawantinsuyu, histoire locale et celle des pays qui occupent aujourd'hui cette région.

Il s'agit d'un réseau de musées d'intégration des pays réunis par le chemin, ayant pour fonction de rassembler les témoins de l'époque de son fonctionnement et de mener à bien les tâches de conservation et de mise en valeur des vestiges du Chemin et de ses services ou implantations annexes. Dans chaque musée-intersection, il faudra exposer une vision d'ensemble du Tawantinsuyu, un panorama de la région au xv<sup>e</sup> siècle et les vestiges matériels propres à chaque localité, ethnie ou nation peuplant la zone où est situé le musée. Dans les points névralgiques de chaque région majeure – ou *suyus* –, il faudra installer un musée régional avec pour mission de rendre justice aux populations locales. Cuzco devra être doté d'un musée sur le Tawantinsuyu. Il s'agit sans aucun doute d'un projet à long terme. Le musée de Cuzco est en cours d'élaboration, ainsi que les plans de l'un des centres pilotes des musées du réseau péruvien, à Vilcashuamán, dont on espère l'ouverture dans les trois prochaines années.

Le projet de Vilcashuamán prend place au sein de l'immense région de Chinchaysuyu et concerne un territoire occupé par la nation des Chancas au xv<sup>e</sup> siècle. Celle-ci, opposée aux Incas, fut violemment réprimée. Il se propose initialement de mettre en place une présentation du Tawantinsuyu, avec une section consacrée au rôle que joua la région dans la formation de l'Empire inca et la façon dont le territoire fut occupé. Dans un deuxième temps, il

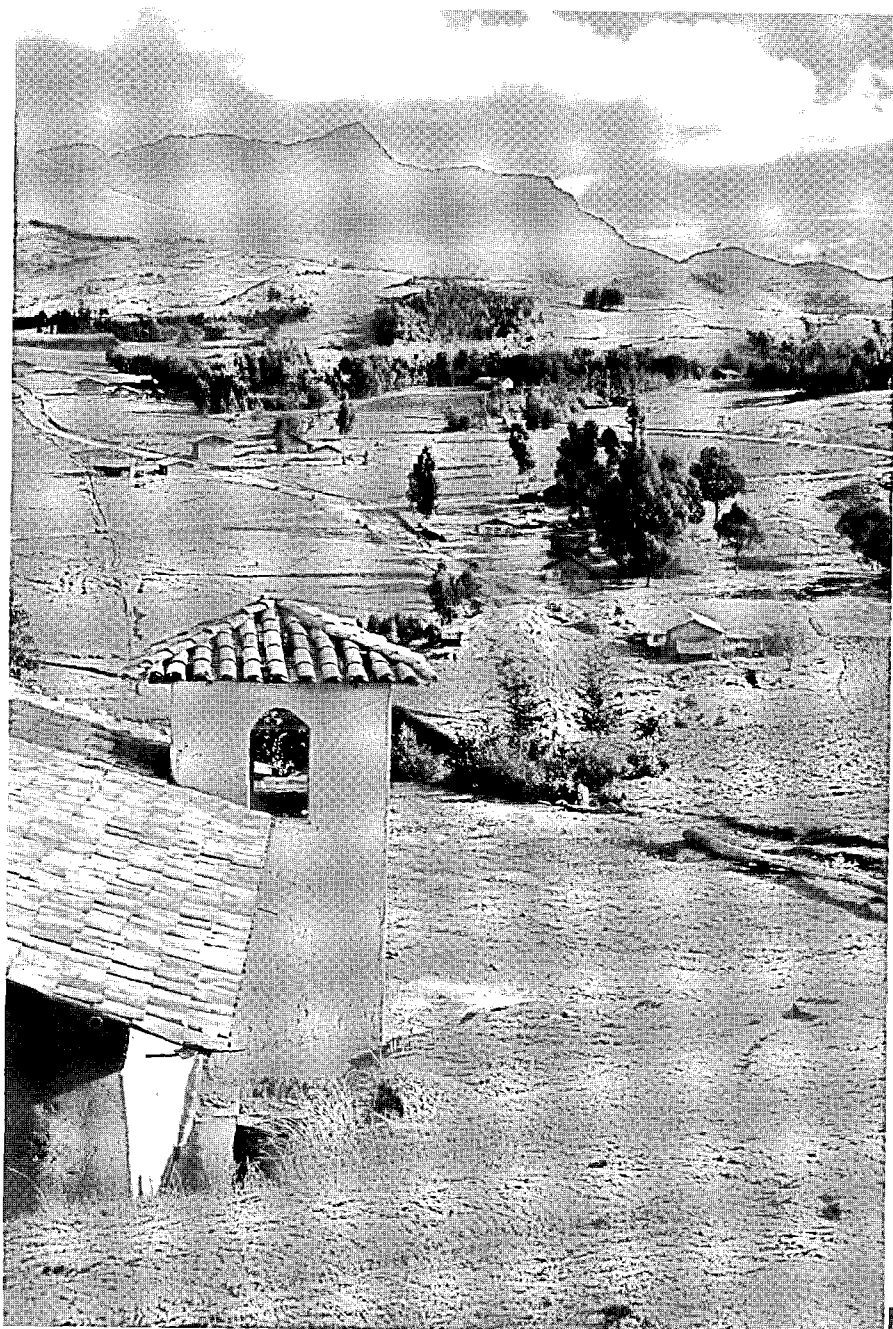
s'agira de décrire le Qhapaq Ñan en s'arrêtant plus en détail sur les segments propres à la région : sur les villages, les entrepôts et les services connus, sans oublier les vestiges archéologiques qui y sont liés. Le troisième sujet abordera l'histoire archéologique locale, avec une mention particulière pour l'origine des Chancas dans son contexte, pour la présentation de l'Empire Wari – aux VI-XI<sup>es</sup> siècles apr. J.-C. – dont la capitale se situait dans la région, et pour le rôle qui incomba à la localité à cette époque. En quatrième place viendra l'environnement local et régional et les conditions de son occupation contemporaine. Un centre d'information sur le complexe archéologique constitué par les villages de Vilcashuamán et de Pomacocha (où devrait se situer également un autre musée plus spécifique) terminera le circuit.

Le musée devra disposer de lieux et de services adéquats à l'étude et à la conservation des vestiges en provenance de la zone, pour le confort des visiteurs et de la population locale. Le musée a pour ambition d'être à la fois un organe d'information sur le Qhapaq Ñan et la région destiné aux touristes étrangers et locaux, et un centre de recherche et de conservation permanent, tout en assurant la promotion locale des activités culturelles.

Si ce réseau de musées voit le jour, nos pays pourront disposer d'une structure articulée autour d'une multitude de centres d'activités culturelles, promoteurs du développement culturel, du tourisme et de l'intégration, et fournissant, tout au long des 5 000 kilomètres, des informations d'ensemble et de détails sur chacun des différents segments en précisant le tracé du Chemin. Il s'agit là d'un grand musée pour un grand monument et d'une restauration fonctionnelle de ce que le Qhapaq Ñan représenta un temps pour nos peuples.

### I NOTES

1. L'auteur a pris la liberté de reproduire des extraits décrivant le chemin de l'un de ses essais antérieurs sur le Qhapaq Ñan.
2. *Apus* désigne les dieux ou les forces naturelles qui veillent sur la vie et la sécurité.



© Guías del Caminante/Ricardo Espinosa

37. Le paysage culturel des Andes.



38

38. La *Liste rouge des objets culturels latino-américains en danger* a été établie afin d'endiguer le trafic illicite et d'assurer la protection du patrimoine culturel latino-américain. La Liste rouge peut être consultée sur le site : [http://icom.museum/redlist/LatinAmerica/french/red\\_list.html](http://icom.museum/redlist/LatinAmerica/french/red_list.html)



# | À lire

Par Isabelle Vinson

***La conservation des sites archéologiques dans la région méditerranéenne,***

une conférence internationale organisée par le Getty Conservation Institute et le J. Paul Getty Museum, mai 1995. Actes de la conférence, Marta de la Torre (dir. publ.). 1997.

***Management Planning for Archaeological sites* [La planification de la gestion des sites archéologiques],**

un atelier international organisé par le Getty Conservation Institute et l'Université Loyola Marymount à Corinthe (Grèce), mai 2000. Actes de l'atelier, Jeanne Marie Teutonico et Gaetano Palumbo (dir. publ.). 2002.

La politique de publication du Getty Conservation Institute s'illustre par la cohérence des sujets abordés et le caractère novateur des approches développées en matière de conservation du patrimoine culturel. Un premier ouvrage publié en 1997, *La conservation des sites archéologiques dans la région méditerranéenne*, rend compte d'une réflexion initiée en 1995 sur la conservation et la présentation des sites archéologiques. Il combine exposés théoriques et analyses empiriques dans une perspective de réorganisation des critères déterminant les interventions. De cette approche particulière, en résonance avec des initiatives normatives comme la Burra Charter, est née une méthode de gestion des sites basée sur leurs valeurs

(*values-based approach*). Cette méthode, exposée dans le second ouvrage, *La planification de la gestion des sites archéologiques*, est un des outils de programmation les plus performants et les plus novateurs de la pratique patrimoniale des dix dernières années. En s'ouvrant sur un domaine emblématique pour les archéologues, l'antiquité grecque et romaine, la publication de 1997 trace la voie suivie par le programme de recherche méthodologique du Getty Conservation Institute. Elle montre clairement que la recherche de valeurs n'est pas limitée aux sites archéologiques de second ordre ou inconnus, mais que dans les sites archéologiques majeurs, la gestion des usages de nature opposée (recherche, conservation, présentation et tourisme) nécessite également une approche réfléchie. La recherche méthodologique qui a été motivée par l'augmentation des menaces sur les sites va cependant bien au-delà de cette conjoncture et suggère un nouveau concept de site.

La publication de 1997 offre plus que les actes de la conférence, et le travail éditorial permet d'accéder directement aux informations essentielles et aux conclusions de la recherche appliquée : les conclusions, qui tiennent lieu de schéma directeur, sont présentées en début d'ouvrage et chaque chapitre est enrichi d'une introduction synthétique.

La publication de 2002, intitulée *La planification de la gestion des sites archéologiques*, présente le modèle théorique de planification, c'est-à-dire le processus

## À LIRE

de planification basé sur les valeurs, et le confronte à une série de cas pratiques pris en Méditerranée orientale, en Europe du Nord et en Amérique latine. Les articles préparatoires regroupés dans une première partie sont extrêmement utiles pour expliquer les bases théoriques et la logique de la réflexion qui ont conduit à l'élaboration du modèle théorique basé sur les valeurs pour la planification de la gestion des sites. La deuxième partie est consacrée à des études empiriques du développement et de l'application du plan de gestion et à des cas où son utilisation est envisagée. L'ouvrage regroupe les communications présentées lors de l'atelier et constitue un manuel de référence pour les planificateurs qui souhaitent utiliser dans leur travail une approche basée sur les valeurs. Elle est complétée par une bibliographie annotée sur la planification de la gestion des sites.

Bien qu'ils ne soient pas de publication récente, les actes des deux conférences organisées par le Getty Conservation Institute en 1995 et 2000 sont toujours des ouvrages de référence pour les praticiens du patrimoine.

### ***The Full Value of Parks – From Economics to the Intangible* [La valeur totale des parcs – de l'économie à l'immatériel],**

**David Harmon ; Allen D. Putney Eds., Rowman & Littlefield Publishers Inc. , 2003.**

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) poursuit ses travaux de recherche sur la notion de valeur appliquée à l'analyse du patrimoine naturel. Le groupe de travail sur les valeurs non-matérielles (Task Force) établi par l'UICN avait, dans

un premier temps, examiné le rôle du sacré dans la gestion sociale et physique de la protection des espaces naturels tels que les forêts sacrées. Cette récente publication propose un tour d'horizon exhaustif de l'ensemble des valeurs des zones protégées ou parcs naturels, des valeurs économiques aux valeurs immatérielles, afin d'établir une approche holistique de leur gestion. Un cadre théorique et notionnel est établi entre les valeurs naturelles et culturelles en posant que le concept de biodiversité sert à capter la complexité et la variabilité des phénomènes vivants et en associant étroitement la valeur des zones protégées à leur perception. Pour saisir l'importance des sites, le déplacement du cadre d'analyse, de leurs qualités scientifiques et économiques à leur perception par les communautés, a pour objectif de restituer un équilibre entre les approches occidentales et non-occidentales et d'encourager une meilleure gestion. A partir d'une série d'exemples et d'études de cas qui passent en revue les différentes approches, une définition du sens du terme « valeurs immatérielles » est proposée ainsi qu'une typologie des valeurs qu'il regroupe. Un premier chapitre traite des aspects théoriques et notionnels, le deuxième et le troisième des relations entre valeurs immatérielles et gestion et le quatrième des conflits qui peuvent surgir de la diversité des approches fondées sur les valeurs. Le recueil se clôt sur une synthèse co-écrite par les éditeurs.

Particulièrement intéressant pour les praticiens du patrimoine culturel, ce livre permet de comparer les approches analytiques établies pour le patrimoine culturel et naturel à partir d'une notion commune : l'immatériel. Cette comparaison révèle que les outils théoriques proposés par les spécialistes de la conservation de l'environnement ont intégré profondément la dimension culturelle des sites et que, par conséquent, ils offrent des modèles d'analyse sur les

relations entre diversité culturelle et patrimoine culturel plus élaborés et plus novateurs que ceux en usage au sein de la communauté professionnelle du patrimoine.

***Cultural Landscapes : the Challenges of Conservation [Paysages culturels : les défis de la conservation],***

***Associated Workshops of the World Heritage 2002 : Shared Legacy, Common Responsibility [Ateliers associés du Patrimoine mondial 2002 : Héritage partagé, responsabilité commune], 11-12 novembre 2002, Ferrare-Italie. World Heritage Papers n° 7.***

A l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, l'UNESCO, avec l'appui du gouvernement de l'Italie, a organisé en novembre 2002 un congrès international sur les principaux thèmes, succès et défis du programme du Patrimoine mondial. Neuf ateliers préparatoires, regroupant près de 400 experts, se sont tenus dans différentes villes d'Italie du Nord pour aborder les thèmes principaux du congrès. Le thème des Paysages Culturels, objet d'un des ateliers, est un des sujets dominants, parfois conflictuel, du travail sur le patrimoine mondial de ces dernières années. Les paysages culturels symbolisent l'œuvre combinée de l'homme et de la nature. En outre, ils sont des lieux de ressources agraires, d'identité et d'enracinement de systèmes de croyance pour les peuples du monde entier. Cette publication rassemble les articles et les discussions de l'atelier autour de questions-clés relatives aux paysages culturels et susceptibles de diriger les stratégies globales pour les dix prochaines années, parmi lesquelles celle du défi de la gestion quotidienne de ces sites complexes.

***Curating Archaeological collections – From the field to Repository [Conserver les collections archéologiques – Du terrain au dépôt],***

**Lyne P. Sullivan ; S.Terry Childs. 'Archaeologist's Toolkit', vol. 6, Altamira Press, 2003.**

Le sixième volume de la série « Outils pour les archéologues » fournit aux archéologues et aux étudiants en archéologie des informations sur un aspect crucial mais souvent ignoré de la recherche archéologique : la conservation des collections. En se concentrant sur l'espace nord-américain, ce livre répertorie les stratégies efficaces de gestion des collections à court et à long terme, et démontre que la conservation est un processus qui commence sur le terrain et se poursuit dans le dépôt. La recherche de coordination et d'objectifs communs à tous les acteurs sont des pré-requis à une conservation adéquate et au dépassement de la « crise de la conservation ». De courts résumés historiques et un travail de définition des termes et des pratiques font de ce volume un ouvrage utile pour les archéologues hors de l'espace nord-américain.

La série « Outils pour les archéologues », en sept volumes, traite des approches pratiques pour la résolution de problèmes concrets de gestion des ressources culturelles et de l'archéologie publique, un sujet important de l'archéologie nord-américaine. La série regroupe de nombreuses études prises sur l'ensemble du continent qui illustrent l'éventail des méthodes et leur diversité sur un même terrain. Les autres volumes portent sur *Archaeology by Design* (vol. 1), *Archaeological Survey* (vol. 2), *Excavation* (vol. 3), *Artifacts* (vol. 4), *Archaeobiology* (vol. 5) and *Presenting the Past* (vol. 7).

# **museum** INTERNATIONAL

## CORRESPONDANCE

Questions d'ordre rédactionnel :

***Museum international***

UNESCO, 7 place de Fontenoy,

75352 Paris 07 SP, France.

Tél. : (+33.1) 45.68.43.39 / Fax : (+33.1) 45.68.55.91

Internet : <http://www.unesco.org/culture/museumjournal>

## ABONNEMENTS (anglais)

Blackwell Publishers

108 Cowley Road

Oxford OX4 1JF

Royaume-Uni

## ***Exemplaires d'articles parus dans Museum***

Institute for Scientific Information

Att. of Publication Processing

3501 Market Street

Philadelphia, PA 19104

États-Unis d'Amérique

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'UNESCO ou de la rédaction.

Les appellations employées dans *Museum International* et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur (loi du 11 mars 1957, art. 40-41 ; Code pénal, art. 425).

© UNESCO 2004



# Guides UNESCO du Patrimoine mondial

Éditions UNESCO/  
Ediciones San Marcos/  
Planeta de Agostini

L'objectif de cette collection est de permettre au lecteur ou au visiteur d'apprécier chaque site dans la diversité de ses richesses et dans sa signification globale. Chaque volume présente les informations qui révèlent l'intérêt patrimonial du site, il suggère des itinéraires et des visites et propose une évocation des civilisations qui marquent les lieux de leur souvenir ou de leur présence.

Les guides sont imprimés au format de poche et illustrés de nombreuses photos et cartes en couleurs. Ils sont complétés par un plan du site et un DVD interactif. L'ensemble est présenté dans un coffret de 17 x 26 cm.

**NOUVEAU**

## Panamá la Vieja et le Casco Viejo

Par Alfredo Castillero

Le DVD propose la découverte de quatre sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Les ruines de Panamá la Vieja, le Casco Viejo, quartier historique de la ville de Panamá, le parc national du Darién, les fortifications de Portobelo et de San Lorenzo.

Le guide suggère des itinéraires de promenade dans le site archéologique du vieux Panamá et dans le quartier historique de la ville.

2004, ISBN 92-3-203923-0  
30,00 €

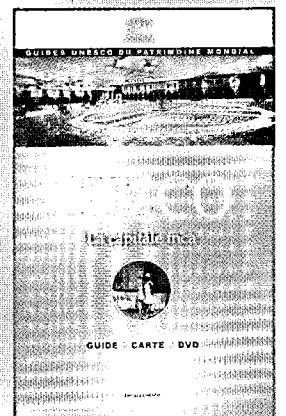
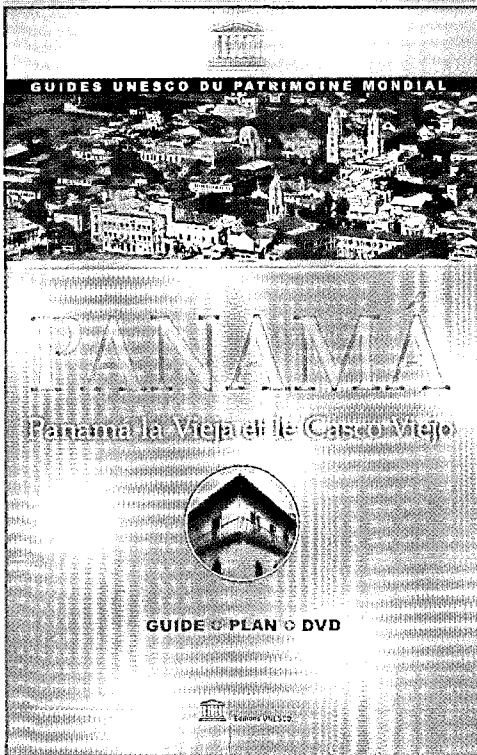
## Cuzco : la capitale inca

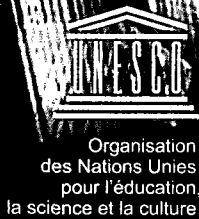
Par Manuel Jesús Aparicio Vega

Une présentation historique du patrimoine de « Qosqo » capitale du grand empire inca, devenue « la très noble et très grande ville de Cuzco » après la conquête espagnole de 1533.

Quatre itinéraires sont ensuite proposés pour découvrir les richesses artistiques de la ville andine autour de deux thèmes : le patrimoine amérindien, le patrimoine colonial.

2002, ISBN 92-3-203806-4  
30,00 €





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

EDITIONS UNESCO

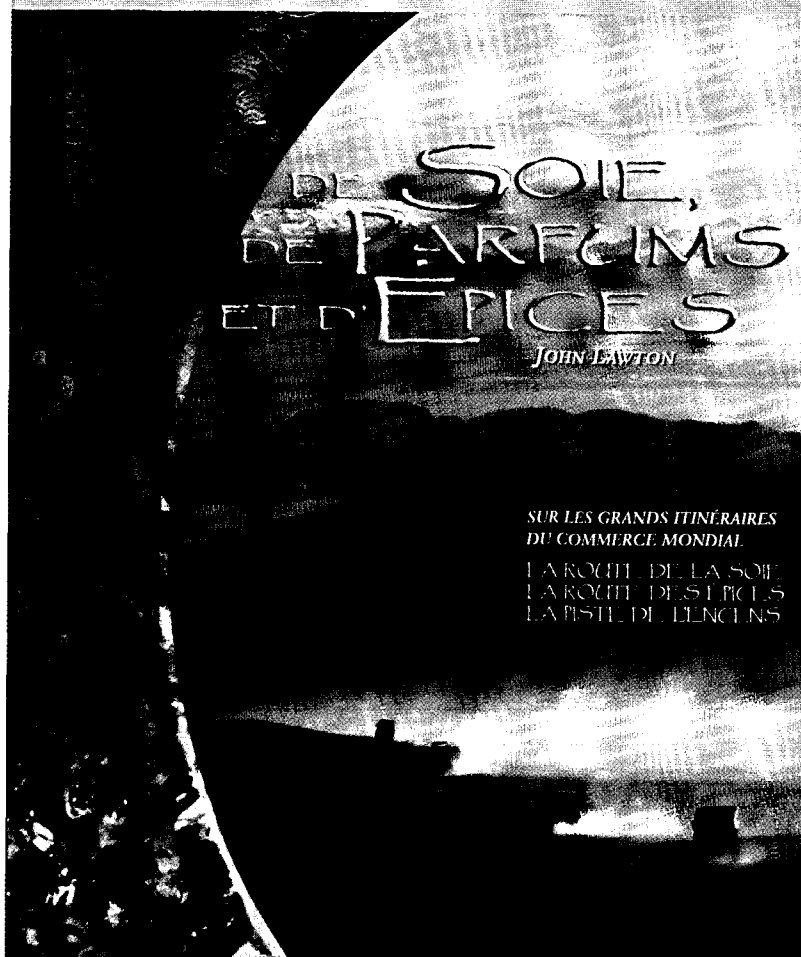
VIENT DE PARAÎTRE

# De Soie, de Parfums et d'Épices

## Sur les grands itinéraires du commerce mondial

Texte de John Lawton

Photographies de Nik Wheeler,  
Tor Eigeland, Bill Lyons et Abdullah Dobais



John Lawton a parcouru les anciennes routes par lesquelles transitaient la soie, les épices ou l'encens. Dans ce récit de voyage richement illustré, l'auteur fait œuvre d'historien et de géographe sur des chemins qui ouvrirent la voie aux produits exotiques mais aussi aux idées nouvelles, aux religions, aux armées des conquérants.

SUR LES GRANDS ITINÉRAIRES  
DU COMMERCE MONDIAL

LA ROUTE DE LA SOIE  
LA ROUTE DES ÉPICES  
LA ROUTE DE L'ENCENS

2004, 128 p., 24,5 x 28,8 cm  
ISBN 92-3-203927-3  
19,80 €  
Éditions UNESCO/Economica

Éditions UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

fax : +33 1 45 68 5737

e-mail : [publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org)

[www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

Serveur sécurisé